

**MONTEBOURG PART EN GUERRE
CONTRE BOOKING.COM**

CAHIER ÉCO - LIRE PAGE 4



**Un sanctuaire antique
découvert dans l'Oise**

CULTURE - LIRE PAGE 13



**GALIENNE TRAVESTIT
LUCRÈCE BORGIA**

CULTURE - LIRE PAGE 12

Jeudi 29 mai 2014 - 70^e année - N°21573 - 2 € - France métropolitaine - www.lemonde.fr -

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

L'UMP, entre cynisme et irresponsabilité

Au lendemain de la crise violente qui secoue à nouveau l'UMP, qui jette l'opprobre sur l'ensemble de sa direction, soupçonnée de scandaleux bricolages financiers, et qui a contraint à la démission son président, Jean-François Copé, l'on est presque sans voix. Sidéré, accablé, ulcéré.

Comment a-t-on pu, comment ont-ils pu en arriver là ? Comment un dirigeant politique de premier plan, chef du grand parti de la droite française et qui aspirait à diriger le pays, a-t-il pu faire preuve de tant de cynisme - car on ne saurait le soupçonner de la naïveté à laquelle il prétend tardivement ? Quel ahurissant sentiment d'impunité l'habitait, lui et son équipe, pour se croire à ce point au-dessus des lois ?

Comment ont-ils pu - eux et ceux qui ont bénéficié de ces millions d'euros détournés à l'occasion de la campagne présidentielle de Nicolas

ÉDITORIAL

Sarkozy en 2012 - s'affranchir des règles fixées, il y a vingt ans, précisément pour moraliser les relations entre la politique et l'argent, grâce au financement public de la vie politique, à l'encadrement de la collecte de fonds et au plafonnement des dépenses de campagne ?

Comment ont-ils pu mépriser à ce point le contribuable français, qui les finance ? Et, plus encore, les adhérents de leur parti, qu'ils avaient imploré de mettre la main à la poche pour rembourser 11 millions d'euros, après l'annulation des comptes de campagne de M. Sarkozy par le Conseil constitutionnel, à l'été 2012 ?

Quand le malaise démocratique mine le pays, quand les années Sarkozy ont installé l'affairisme sans scrupule au cœur même du pouvoir, quand deux Français sur trois jugent les responsables politiques « *corrompus* », quand quatre sur cinq ne font pas confiance aux partis politiques, comment ont-ils pu oublier que le rétablissement de la confiance entre les citoyens et leurs représentants suppose - impose - l'exemplarité des seconds ? Qui plus est quand des millions de Français, écrasés par la crise, ne parviennent pas à boucler leurs fins de mois ?

Comment ont-ils pu ignorer que la fin ne justifie jamais tous les moyens ? Que la quête du pouvoir réduite à la quête de l'argent nécessaire pour le conquérir, sans projet ni vision, conduit à la dégénérescence même du politique ?

Comment - au-delà de la question morale, individuelle, collective, républicaine - ont-ils pu à ce point négliger le sens de leurs responsabilités ? Ne pas mesurer qu'ils prenaient le risque de fournir autant d'arguments à tous les populismes, à commencer par celui du Front national ? Comment n'ont-ils pas imaginé qu'ils justifieraient ainsi, comme jamais, la vieille antienne de l'extrême droite : « *Tous pourris !* » ?

C'est à toutes ces questions qu'il appartient désormais aux responsables de l'UMP de répondre, sans détour, sans délai. Sans quoi ils sombreront. Et la droite française avec eux. ■

LIRE NOS INFORMATIONS P. 8
ET L'ENQUÊTE P. 21

Budget de l'Etat : la Cour des comptes débusque un trou de 12 milliards d'euros

■ La Cour des comptes et le Haut Conseil des finances publiques fustigent la gestion des comptes publics

■ Budget 2013 en déséquilibre de 12 milliards, budget 2014 irréaliste : la « sincérité » des comptes est mise en doute

■ L'essentiel de ce trou s'explique par les faibles rentrées fiscales, en manque de 14 milliards d'euros en 2013

■ Ce constat tombe mal pour l'exécutif, alors que Bruxelles examine le programme de stabilité français 2014-2017 **LIRE P. 6**

ÉVACUATION SANS ISSUE POUR LES MIGRANTS DE CALAIS

■ Deux grands campements ont été démantelés, mercredi 28 mai au matin. 550 Soudanais, Afghans ou Syriens y survivaient **LIRE PAGE 10**



Lors du démantèlement d'un des camps, à Calais, mercredi 28 mai.
OLIVIER JOBARD POUR « LE MONDE »

Les dirigeants européens veulent revoir les « priorités » de l'Union

■ Des consultations sont engagées pour la présidence de la Commission

Au lendemain des élections européennes marquées par les scores importants des partis europhobes, les vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé, mardi 27 mai, de redéfinir les priorités de l'Union pour répondre à cette défiance. Ils ont ouvert quatre chantiers : croissance et emploi ; approfondissement de la zone euro ; énergie et climat ; diplomatie et défense commune. Le président du Conseil s'est vu confier la mission de trouver un nouveau président de la Commission. ■

LIRE PAGE 4

AUJOURD'HUI

Ukraine : lendemain de bataille à Donetsk

Les combats, qui ont fait 38 morts, mardi 27 mai, ont laissé la principale ville du Donbass dans un chaos guerrier. Le camp séparatiste est de plus en plus divisé.

INTERNATIONAL - PAGE 2

San Francisco proche du « zéro déchet »

Il y a dix ans, la ville de Californie s'était lancé un défi : éliminer, d'ici à 2020, tout déchet non recyclé. Elle a convaincu habitants et entreprises. Il reste 20 % du chemin à faire.

PLANÈTE - PAGE 5

Le forcing de GE pour arracher Alstom

Reçu mercredi 28 mai par François Hollande, le PDG du groupe américain devait prendre un « engagement chiffré » sur l'emploi. Objectif : contrer l'offre à venir de Siemens.

CAHIER ÉCO - PAGE 3

LE REGARD DE PLANTU



UK price £1.80



M 00147 - 529 - F: 2,00 €

En Ukraine, le chaos de la guerre gagne Donetsk

Dans la bataille de l'aéroport, repris par l'armée de Kiev, des Tchétchènes ont combattu aux côtés des séparatistes



Evacuation du corps d'un militant prorusse, mardi 27 mai à Donetsk. Trente-trois séparatistes auraient été tués lors d'une attaque contre un camion. FABIO BUCCARELLI/AFP

Reportage

Donetsk

Envoyé spécial

Donetsk, la principale ville du Donbass avec un million d'habitants, est menacée de devenir un terrain de guerre. Des combattants de toutes origines s'y affichaient librement, mardi 27 mai, au lendemain d'affrontements intenses autour de l'aéroport qui ont fait 38 morts parmi les séparatistes, selon l'administration régionale et les hôpitaux. L'armée n'a pas annoncé de pertes.

Dans cette phase d'escalade, les chefs politiques des séparatistes, à Donetsk, Sloviansk et Louhansk, paraissent débordés. Leurs ambitions rivales se manifestent crûment par des divisions, des apostrophes, voire des appels au meurtre. Les militaires, longtemps dans l'ombre, sont sur le devant de la scène.

Trente heures après le début des combats, on entendait encore des explosions mardi soir, dans les environs de l'aéroport. Le ministère de l'intérieur a affirmé en avoir repris le contrôle. Les rues du

centre-ville sont désertes, les rideaux des commerces tirés. Les piscines, très fréquentées ces derniers jours, sont fermées, de même que la célèbre Donbass Arena, le stade de football, fierté de l'oligarque Rinat Akhmetov, lui-même réfugié à Kiev. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe est sans nouvelles de quatre de ses observateurs, après un contrôle à un barrage séparatiste.

Rare attroupement de la journée : 200 à 300 personnes sont venues donner leur sang au centre de la rue Rosa-Luxembourg. On a refusé du monde. Mardi, les autorités tâchaient d'identifier les corps en treillis empilés sur le carrelage blanc de la morgue de Kalinka. Selon le parquet, 33 séparatistes ont été tués à bord d'un camion en amont d'un pont qui mène du centre-ville à l'aéroport. Ils auraient été bombardés depuis un hélicoptère. Le camion git éventré sur la route. Il a fallu retirer d'un corps un mortier non explosé.

La dernière base militaire active de l'armée, située aux abords de l'aéroport, était restée presque silencieuse depuis deux mois. Pour la première fois, lundi, elle sem-

blait avoir reçu de Kiev des ordres clairs. Mais jusqu'à quel point ? Petro Porochenko, élu président dimanche, a appelé de ses vœux une accélération et un nouveau format de l'« opération antiterroriste ». Or, le pourrissement de la situation sur le terrain rend bien plus complexe tout usage généralisé de la force. Face à des milliers d'hommes armés, quelle stratégie adopter, sans braquer la population ?

Le vice-premier ministre, Vitali Larema, a promis que l'« opération antiterroriste » prendrait une autre dimension dès l'entrée en fonction officielle de M. Porochenko. L'une des priorités de Kiev est d'éviter l'arrivée de renforts, côté séparatistes. Les contrôles à la frontière avec la Russie seront renforcés, pour empêcher de nouvelles incursions.

Mais cette frontière est poreuse depuis des semaines. Parmi les 45 blessés séparatistes soignés dans les hôpitaux de la ville, à peine huit sont originaires de la région de Donetsk, selon le procureur. Les autres sont venus de Russie, de Crimée, de Tchétchénie...

Mardi, devant l'hôpital traumatique régional de Donetsk, où des séparatistes étaient soignés, six

combattants tchétchènes en uniformes dépareillés montaient la garde, eux-mêmes blessés. L'un d'eux faisait tourner un pistolet sur son index. Zelimhan, 33 ans, faisait des allers-retours à l'intérieur pour nettoyer ses bandages à l'entrejambe.

M. Kadyrov, maître de la Tchétchénie et sujet de la Fédération de Russie, a nié avoir envoyé des hommes en Ukraine

Ces combattants disent être arrivés de Tchétchénie il y a une semaine, via la ville russe de Rostov-sur-le-Don. Ils se nomment la « division sauvage », forte de 34 hommes, et s'affirment « indépendants et autosuffisants ». L'un d'eux est mort à Donetsk mardi. Passer la frontière était facile, disent-ils. « Notre président [Ramzan Kadyrov] a donné l'ordre. On nous a appelés et nous sommes venus », dit Zelimhan.

Ramzan Kadyrov, maître de la

Tchétchénie et sujet de la Fédération de Russie, a nié lundi avoir envoyé des hommes en Ukraine. Il a souligné que, sur les 3 millions de Tchétchènes, deux tiers vivaient à l'étranger. « Nous ne pouvons et ne voulons pas savoir lesquels d'entre eux partent où », a-t-il dit. Début mai, il écrivait sur son compte Instagram : « Il y a des dizaines de milliers de volontaires en Tchétchénie prêts à aider ceux qui sont victimes des bandits fascistes, dont le sang est répandu par le gouvernement illégal de Kiev. »

Jusqu'à lundi, les combats dans le Donbass se limitaient à des heurts sur des points de contrôle routiers et à des bombardements de l'armée autour de la ville de Sloviansk, à 110 km au nord, en des lieux relativement bien identifiés. Un photographe italien, Andrea Rochelli, et son interprète russe Andreï Mironov, y ont été tués samedi. Les séparatistes s'y regroupent depuis plusieurs semaines. Ils reçoivent des renforts des villes environnantes.

Un groupe bien organisé, basé dans la ville de Gorlivka, avait également pu lancer une attaque à 90 km de sa base, mercredi 21 mai,



contre un point de contrôle de l'armée, tuant 16 militaires. Ces combattants, affiliés à la base de Sloviansk mais autonomes, opèrent sous l'autorité d'un homme qui s'est imposé sur les premières barrières construites en ville au mois de mars : Igor Besler, dit « Démon ».

Enfin, des hommes du bataillon « Vostok » (« Est ») avaient surpris, jeudi 22 mai, dans le village de Karlivka, un détachement de paramilitaires pro-ukrainiens venus de la région voisine de Dnipropetrovsk. Ces miliciens appartenaient au bataillon Donbass, affilié au gouverneur oligarque Igor Kolomoïski. Ils étaient assistés de membres du Pravyi Sektor, regroupement d'organisations nationalistes, dont certaines clairement néo-nazies.

Les prorusse du bataillon Vostok ont paradé, dimanche, dans le centre-ville de Donetsk, tirant en l'air à la kalachnikov en l'honneur de la « république populaire ». Ils affirment obéir au commandant militaire de la région, Igor Strelkov, citoyen russe qui circule ici en Mercedes noire. Lundi, ce bataillon a combattu aux côtés d'une unité nommée « armée russe orthodoxe » et de volontaires séparatistes. Cette « armée », composée de combattants mal entraînés et en habits dépareillés, circule dans des Lada hors d'âge et semble avancer sans coordination. On a même vu un vieillard en civil émerger de sa voiture un fusil à canon scié en main, et tirer rageusement vers l'aéroport. ■

LOUIS IMBERT
(AVEC PIOTR SMOLAR, À KIEV)

En dépit de son discours apaisant, le Kremlin poursuit sa déstabilisation

Moscou

Correspondante

Muet sur l'élection du nouveau président ukrainien Petro Porochenko, Vladimir Poutine a demandé, mardi 27 mai, lors d'une conversation au téléphone avec le chef du gouvernement italien, Matteo Renzi, l'arrêt de « l'opération militaire punitive » dans l'est de l'Ukraine, insistant pour l'amorce d'un « dialogue pacifique entre Kiev et les représentants des régions ». Au même moment, l'armée ukrainienne était en pleine reconquête de l'aéroport de Donetsk.

Depuis l'apparition dans l'est de l'Ukraine, mi-avril, d'un mouvement séparatiste prorusse

armé et entraîné par la Russie, Vladimir Poutine n'a eu de cesse d'inciter les autorités de Kiev à dialoguer avec les insurgés, comme s'il s'agissait d'une force politique comme une autre.

Un tel encouragement au dialogue est surprenant dans la bouche de M. Poutine, lui qui avait ordonné, à l'hiver 1999-2000, de raser Grozny, la capitale de la Tchétchénie qui rêvait d'indépendance. Le dialogue est surtout improbable au vu du passé des meneurs du mouvement dans l'est de l'Ukraine. Igor Strelkov, qui dirige « l'armée » des insurgés, est un militaire russe membre du GRU (les services secrets de l'armée) qui a sévi en Tchétchénie lors de la guerre de

1999-2009. Selon l'ONG Memorial, il se serait rendu coupable de multiples exactions envers des civils tchétchènes. Selon des sources à Donetsk, le commandant Strelkov aurait fait exécuter, mardi 27 mai, trois de ses recrues, pour racket et mauvais traitements sur des habitants de Donetsk.

Mythes

Alexandre Borodai, nommé récemment « premier ministre » de l'entité séparatiste, est une ancienne plume de *Zavtra*, le journal russe préféré des « rouges-bruns » (communistes ultranationalistes). Son père, le philosophe slavophile Iouri Borodai, rêvait déjà d'une revanche militaire de

la Russie orthodoxe sur les Etats de l'ex-URSS, devenus indépendants en 1991.

Tous sont étroitement liés au mécène orthodoxe russe Konstantin Malofeev, proche du Kremlin, qui a fait fortune dans la communication et milite aujourd'hui pour un Internet « sécurisé » (sous surveillance). « Des représentants de l'ultradroite, tels les militants du mouvement Unité nationale russe [RNE, néo-fasciste], du Parti national bolchévique, de l'Union des officiers russes, du Parti communiste et des Cosaques, jouent les premiers violons », explique le député russe d'opposition Ilya Ponomarev, qui a sillonné récemment le sud et l'est de l'Ukraine.

« Contrairement à ce qui s'est passé à Kiev sur Maidan, à Donetsk je n'ai pas vu le moindre signe de protestation sociale », résume-t-il.

Les mythes entretenus par le Kremlin s'écroulent un à un. Le mouvement « indépendantiste » bat de l'aile, et la fable, chère à M. Poutine, selon laquelle des « fascistes » sont aux manettes à Kiev, a été démentie par les résultats de la présidentielle. Le chef du mouvement ultranationaliste ukrainien, Pravyi Sektor, n'a recueilli qu'1 % des suffrages. La chaîne de télévision russe Pervy Kanal l'a quand même donné vainqueur dimanche soir « avec 37 % des voix contre 29 % » pour Petro Porochenko. ■

MARIE JÉGO

Menaces sur les libertés en Turquie, un an après le mouvement de Gezi

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan a resserré sa mainmise sur la justice et les médias

Istanbul

Correspondance

La police ne quitte plus la place Taksim depuis les grandes manifestations du printemps 2013. Les ruines de l'ancien centre culturel Atatürk ont été transformées en caserne et les unités anti-émeute quadrillent le quartier. Les blindés qui aspergent quotidiennement les rues d'eau et de gaz lacrymogène font désormais partie du décor sur l'avenue piétonne İstiklal. En cas de manifestation, les touristes s'évanouissent précipitamment dès les premiers tirs de la police.

Un an après l'occupation du parc Gezi par une foule d'opposants au gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, les forces de sécurité lancent régulièrement la charge pour disperser des manifestants et interdisent tout rassemblement sur la place. A l'approche de l'anniversaire des émeutes, Taksim reste sous haute tension.

Les violences dans le quartier d'Okmeydani, à majorité alévie (musulmans libéraux de Turquie), ont fait deux nouvelles victimes la semaine dernière. Un homme a été tué par balles dans un lieu de culte alors qu'il venait participer à une veillée funèbre pour les victimes de la catastrophe minière de Soma,

Le fondateur d'Eksi Sözlük, un site Web satirique, a été condamné à cinq ans de mise à l'épreuve pour blasphème

qui a fait au moins 301 morts le 13 mai. Le 1^{er} mai, 40 000 policiers ont été déployés pour empêcher les cortèges syndicaux d'approcher du centre d'Istanbul.

Un an après la gigantesque mobilisation qui a entraîné environ 3,6 millions de personnes dans la rue, les autorités veulent empêcher à tout prix que ne se réveille « l'esprit de Gezi ». Exit Taksim, les manifestations ne sont autorisées que sur une esplanade construite sur la mer, à plusieurs kilomètres. Un lieu de rassemblement « officiel » pour isoler les protestataires.

La liberté de manifester n'est pas la seule à être restreinte par le gouvernement islamo-conservateur de Recep Tayyip Erdogan. Liberté d'expression, séparation des pouvoirs... Depuis Gezi, les droits fondamentaux régressent, avertissent les observateurs. La Turquie connaît ces derniers mois une atmosphère de « *chasse aux sorcières* », une situation d'*impunité*



Une manifestation contre la gestion par le gouvernement islamo-conservateur de la catastrophe minière de Soma, sur la place Taksim, le 17 mai. YAGIZ KARAHAN/REUTERS

pour les forces de sécurité» et une «restriction des droits et des libertés», résume la Fédération internationale des droits de l'homme dans un rapport rédigé à l'occasion du premier anniversaire de la révolte.

En dépit des dénégations du gouvernement de M. Erdogan, la presse continue de subir pressions et accusations de conspiration, tandis que la Turquie pointe au 154^e rang sur 180 du classement de Reporters sans frontières. A travers la presse, « *la main de l'étranger appuie sur le bouton pour stopper la course de la Turquie* », a encore affirmé M. Erdogan mardi 27 mai. La justice n'hésite plus à interdire aux médias de traiter des affaires sensibles, comme en février, au sujet de l'enquête ouverte sur des livraisons d'armes présumées aux rebelles syriens. « *Un acte de censure caractérisé* » dénoncé par RSF.

Mehmet Baransu, journaliste d'investigation proche de la confrérie de l'imam Fethullah Gülen, adversaire déclaré de M. Erdogan, risque jusqu'à cinquante-deux ans de prison pour avoir révélé un document confidentiel du Conseil national de sécurité. Son confrère

Un collectif d'opposants appelle à manifester

Le tribunal de première instance d'Istanbul a ordonné, mardi 27 mai, l'inculpation de 47 personnes supplémentaires dans le procès des manifestations de Gezi. Au total, 255 manifestants, dont sept étrangers, sont jugés pour « violation de la loi sur les rassemblements », « résistance à la police » et « soutien à une organisation criminelle ».

Ahmet Sik, deux fois blessé par la police au cours de la répression de Gezi, a reçu en mai le prix de l'Unesco pour la liberté de la presse. Éditeurs et sites Internet restent également dans le collimateur, comme en témoignent le blocage de Twitter durant huit jours, en mars, et celui du site YouTube, depuis deux mois. Le fondateur du « Dictionnaire amer » (*Eksi Sözlük*), un site Web satirique, Sedat Kapanoglu, a été condamné à cinq ans de mise à l'épreuve après avoir été reconnu coupable de blasphème. « *L'épée de Damoclès reste au-dessus de ma tête. C'est une forme de censure systématique* », déclare-t-il.

Dans un rapport sur Gezi remis en avril, la direction de la sécurité a dénombré cinq morts et plus de 4 300 blessés au cours des manifestations, mais n'a relevé « aucune violation des droits de l'homme par les forces de l'ordre ». « En réalité, souligne la FIDH, contrairement aux "trouvailles" du ministère de l'intérieur, des violations ont eu lieu, à grande échelle » : usage excessif de la force et d'armes létales, violences, détentions illégales, violences sexuelles, torture...

Les principaux meneurs de la contestation, regroupés dans le Collectif Taksim, ont appelé à un grand rassemblement, samedi 31, sur la place Taksim, ainsi que dans une dizaine de villes turques. « *Nous serons sur la place pour rappeler que nous n'avons pas abandonné nos revendications* », a déclaré, mardi, Mucella Yapici, architecte à Istanbul.

Pourtant, un an après, pas un seul responsable n'a été jugé et seules deux plaintes ont abouti à un procès. Le policier Ahmet Sahbaz, qui avait abattu un manifestant désarmé en juin 2013, comparaisait libre lundi, à Ankara. Si l'impunité des forces de sécurité reste de mise, les meneurs de la contestation doivent, au contraire, faire face à un véritable acharnement judiciaire. Vingt-six membres du collectif Taksim seront jugés, à partir du 12 juin, pour « *avoir formé une organisation illégale destinée à commettre des crimes* ». La loi a été modifiée en décembre 2013 pour permettre des poursuites contre les médecins qui aideraient des manifestants blessés. Et plusieurs dizaines d'utilisateurs de Twitter sont accusés d'« *incitation à l'insurrection* ».

La soumission croissante de la justice au pouvoir politique inquiète. Les procureurs sont parfois invités « à faire leur travail » sur ordre direct de l'exécutif, comme après les insultes contre M. Erdogan à la mine de Soma. Le parquet a, en revanche, classé sans suite l'un des volets des affaires de corruption qui ont éclaté en décembre 2013 et qui éclaboussent le premier ministre et son entourage. Le premier ministre a fait procéder à des dizaines de limogeages dans la haute fonction publique pour se débarrasser d'un certain nombre de juges, procureurs, policiers ou gouverneurs récalcitrants. La Cour constitutionnelle, à son tour, est sous pression. C'est l'un des derniers remparts institutionnels à l'emprise de M. Erdogan. ■

GUILLAUME PERRIER

des bureaux de vote sont restés désespérément vides.

Au terme des deux jours de vote initialement prévus, la Haute-Commission a prolongé le scrutin d'une journée, jusqu'au 28 mai. Motif officiel : permettre aux citoyens qui n'habitent pas sur leur lieu de vote de s'y rendre. La décision a déclenché l'hilarité des libéraux comme des Frères musulmans sur les réseaux sociaux. La plupart ont décidé de boycotter le scrutin, qu'ils tiennent pour dans ce faible taux de participation un rejet populaire du régime militaire. Pour Mohamed, âgé d'une vingtaine d'années, l'abstention n'est pas synonyme de boycottage. « On connaît déjà le résultat. Il va gagner. Alors, pour quoi voter ? », soupire-t-il. ■

MARION GUÉNARD
(LE CAIRE, CORRESPONDANCE)

Barack Obama achèvera le retrait total de ses soldats d'Afghanistan fin 2016

Washington veut laisser 9 800 hommes pendant deux ans après le départ de l'OTAN

Washington
Correspondante

Critiqué aux Etats-Unis et à l'étranger pour ce qui est perçu comme une absence de leadership international, Barack Obama essaye de reprendre la main. A une semaine d'un déplacement en Europe qui doit le conduire en Pologne, à Bruxelles pour la réunion du G7, et en Normandie pour les cérémonies du 70^e anniversaire du Débarquement, le président américain a prévu une série d'initiatives marquant une «*inflexion*» dans sa politique étrangère, selon l'expression de son conseiller en communication stratégique, Ben Rhodes.

Mardi 27 mai, à quelques jours de la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, les 3 et 4 juin à Bruxelles, M. Obama a annoncé sa décision sur les effectifs qui resteront en Afghanistan après le retrait des forces de combat, fin décembre. Après avoir longtemps hésité, il a tranché pour une solution médiane correspondant à peu près à ce que réclamaient ses généraux : 9 800 soldats, qui se consacreront à l'entraînement des forces afghanes et à la lutte contre Al-Qaïda.

Un an plus tard, les effectifs devront avoir été réduits de moitié et seront cantonnés à Kaboul et sur la base de Bagram. Fin 2016, les Etats-Unis n'auront plus qu'une ambassade à Kaboul, protégée par quelques centaines de soldats. Sous la présidence de M. Obama, les Etats-Unis ont compté jusqu'à 100 000 hommes en Afghanistan. Un tiers d'entre eux ont été rapatriés en 2012, un tiers en 2013. Les effectifs sont actuellement de 32 800 hommes (auxquels s'ajoutent 17 700 soldats de pays alliés).

Le maintien des troupes au-delà du 31 décembre est assorti d'une condition : l'Afghanistan devra signer le traité bilatéral de sécurité qui garantit notamment l'immunité aux soldats américains. Le président afghan Hamid Karzaï – qui n'est pas venu rencontrer M. Obama sur la base de Bagram dimanche lors de la visite

éclair du président – s'est refusé de signer ce traité avant la fin de son mandat. La Maison Blanche reste confiante : ses deux successeurs potentiels Abdullah Abdullah et Ashraf Ghani n'y sont pas opposés.

Selon Ben Rhodes, la politique étrangère américaine « est à un tournant » maintenant que la page de l'Afghanistan, après celle de l'Irak, est en train d'être tournée, et que la menace d'Al-Qaïda se concentre moins en Asie du Sud. M. Obama estime que le moment est venu de préciser sa vision du rôle des Etats-Unis dans le monde. C'est le but de son discours devant les étudiants de l'académie militaire de West Point mercredi 28 mai.

« Il y a eu une série d'événements comme l'attaque chimique en Syrie, les révélations de Snowden ou la situation en Ukraine, qui ont demandé beaucoup de temps et d'attention de la part des Etats-Unis », a ajouté le conseiller. Maintenant, le président veut « clarifier certaines de ces questions et leur donner un cadre ». Il espère proposer un juste milieu entre l'interventionnisme réclamé par les « faucons humanitaires » et l'isolationnisme du sénateur Rand Paul, l'un des prétendants républicains à sa succession.

Mesures sur le climat

Après le discours de West Point, il profitera de son discours en Pologne où il se rend les 3 et 4 juin, pour rappeler l'attachement des Américains à la sécurité de l'Europe. En Normandie, le 6 juin, il s'attachera à « *relier l'histoire du leadership américain à ce que nous effectuons aujourd'hui tout autour du monde* », a indiqué le conseiller.

La Maison Blanche est aussi consciente que ses Alliés attendent des clarifications sur son engagement dans la lutte contre le changement climatique. Avant de monter dans Air Force One, l'avion présidentiel, M. Obama devrait annoncer lundi 2 juin une série de réglementations très attendues visant à limiter les émissions de carbone pour les centrales au charbon. ■

CORINE LESNES

mobeco

Les grandes marques
aux meilleurs prix !

**DÉTAILLANT
GROSSISTE**
Vend aux particuliers

MATELAS - SOMMIERS

fixes ou relevables - toutes dimensions

TRECA - TEMPUR - DUNLOPILLO - EPEDA - SIMMONS - STEINER - BULTEX...




CANAPES - SALONS - RELAX CONVERTIBLES - CLIC-CLAC

ouverture manuelle ou électrique pour couchage quotidien

DIVA - STYLE HOUSE - NICOLETTI - BUROV - HOME SPIRIT - SITBEST...




50 av. d'Italie
75013 PARIS

247 rue de Belleville
75019 PARIS

148 av. Malakoff
75016 PARIS

262 bd du Havre
95 PIERRELAYE

01 42 08 71 00 7j/7

Livraison gratuite en France - Détails sur **mobeco.com**

Désaccords au sommet sur la réorientation de l'Europe

Les dirigeants de l'UE ont chargé Herman Van Rompuy de préparer le terrain des nominations

Bruxelles
Envoyés spéciaux

Le contenu avant les personnes. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Huit ont décidé, mardi 27 mai, à Bruxelles, de réfléchir aux priorités, voire aux compétences, de l'Union européenne avant de nommer ses nouveaux responsables. Deux jours après les élections, ils promettent ainsi de tenter de répondre à la vague europhobe qui vient de déferler sur le Vieux Continent.

Cette réflexion était programmée de longue date. Mais elle devient d'autant plus urgente que le scrutin européen a mis en lumière la défiance suscitée par « *Bruxelles* », « *l'austérité* » et la construction européenne en général.

« L'Europe doit changer (...) Nous n'avons pas besoin d'un homme du passé » pour diriger la Commission

David Cameron
premier ministre britannique

L'Europe « *est devenue trop grosse, trop autoritaire, trop intrusive* », a répété le premier ministre britannique David Cameron, encore sonné par la victoire du parti europhobe UKIP au Royaume-Uni. Pour lui, les interventions de l'Union doivent être limitées à « *là où elles sont nécessaires* ». « *Le moment est venu de changer les politiques européennes* », a renchéri le président du conseil italien, Matteo Renzi, après sa victoire sur les eurosceptiques de Beppe Grillo.

Il a été convenu d'ouvrir quatre chantiers, loin d'être consensuels : croissance et emploi, approfondissement de la zone euro, énergie et climat, diplomatie et défense communes. Ces axes pourront servir de plate-forme de travail pour les prochains dirigeants européens.

Une autre « victime » du scrutin du 25 mai, François Hollande, était officiellement là pour réaffirmer une nouvelle fois sa volonté de « *réorienter l'Europe* ». En réalité, le président français a surtout donné le sentiment d'être venu dans l'espoir de « *réorienter* » les jugements dont il est l'objet.

Deux jours après la victoire du Front national et la débâcle des socialistes en France, il a tenté de profiter du dîner organisé pour les vingt-huit chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union pour marteler l'idée que, non seulement « *la France n'est pas affaiblie* », mais encore que la voix de son président mérite plus que jamais d'être écoutée.

Le raisonnement de François Hollande est assez simple et ressemble à celui de David Cameron. Il consiste à s'appuyer sur la montée des eurosceptiques pour donner davantage de crédit à son propre discours. A l'écouter, la victoire du Front national en France serait paradoxalement une opportunité. « *Bien sûr, je préférerais donner une autre image de la France* », admettait-il mardi après le dîner. Mais, paradoxalement, cette victoire lui permet aussi de dire à ses homologues : « *Voilà ce qui se passe quand l'Europe n'est pas admise ou pas comprise* ».

Telle est au fond la conviction de François Hollande : si le résultat des élections est ce qu'il est, ce n'est pas tant parce que sa politique a été condamnée par les électeurs mais bien davantage parce



Devant le siège de la Commission européenne, mardi 27 mai, à Bruxelles. Sur l'affiche : « Qui va diriger l'Europe ? ». YVES LOGGHE/AP

que l'Europe telle qu'elle est ne lui a pas permis jusque-là de l'appliquer réellement. D'où la suite de son raisonnement : si l'Europe est enfin « *réorientée* » dans le sens qu'il souhaite, alors les peuples se réconcilieront avec elle. Une façon de tenter de se remettre lui-même au centre du jeu politique européen en tant que nouveau porte-parole du désarroi des peuples. Seul problème : rien ne dit que le chef de l'Etat, affaibli, sera pris au sérieux par ses homologues.

D'autres, en effet, ne tirent pas les mêmes leçons du scrutin. Ainsi David Cameron plaide-t-il pour rapatrier certaines compétences dans les capitales et libéraliser

d'avantage le marché unique. La chancelière allemande, elle, reste fidèle à son agenda réformiste afin de redresser les économies en difficulté. Pour « *reconquérir les électeurs* », a lancé Angela Merkel, *il faut une politique de compétitivité, de croissance et d'emploi* ».

En réalité, la bagarre à venir sur le contenu cache mal les divergences sur la répartition des postes. Avant le dîner, le Parlement européen a demandé par écrit aux chefs d'Etat et de gouvernement de confier à Jean-Claude Juncker, le chef de file du Parti populaire européen (PPE), arrivé en tête dans l'ensemble de l'Union, le soin de former une coalition pour prendre la

Recueillement des dirigeants au Musée juif de Bruxelles

François Hollande, les chefs de gouvernement italien, Matteo Renzi, et belge, Elio Di Rupo, ainsi que le président du Parlement européen, Martin Schulz, ont rendu hommage, mardi 27 mai, devant le Musée juif de Bruxelles, aux quatre personnes touchées samedi par un tireur armé d'une kalachnikov. Trois sont

décédées et la quatrième est en état de mort cérébrale. Devant un parterre de fleurs et de bougies, les dirigeants se sont entretenus avec des représentants de la communauté juive. Les autorités belges, qui ont retenu la piste « terroriste », ont lancé un appel à la population pour retrouver l'auteur de la fusillade.

La Hongrie est de nouveau condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme

Vienne
Correspondante

La Hongrie de Viktor Orban vient de perdre une importante bataille juridique. La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a donné raison, mardi 27 mai, à l'ancien président de la Cour suprême hongroise, Andras Baka, en concluant que son limogeage avait obéi à des motifs politiques et non pas, comme le plaidait Budapest, à la nécessité de restructurer l'autorité judiciaire.

Selon la CEDH, une instance dont les avis s'imposent aux pays membres du Conseil de l'Europe, M. Baka a été « *révoqué* » début 2012, trois ans et demi avant la fin de son mandat, « *parce que, alors qu'il était président de la Cour suprême, il avait publiquement critiqué la politique gouvernementale en matière de réforme judiciaire* ». La Cour de Strasbourg considère qu'il y a eu « *violation de la liberté d'expression* », mais aussi violation du droit à un tribunal, puisque cette révocation, décidée par le Parlement, « *échappait dès lors à toute forme de contrôle par un juge* ».

Ancien juge à la CEDH, dont il fut membre de 1991 à 2008, Andras Baka avait été élu en 2009 président de la Cour suprême par un Parlement hongrois alors dominé par la gauche et les libéraux. La majorité conservatrice l'a

présidence de la Commission.

Angela Merkel et ses homologues ont convenu de garder la main. Ils ont mandaté Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, afin qu'il démine le terrain en vue de désigner le successeur de José Manuel Barroso.

D'ici au prochain sommet, fin juin, ces consultations devront être menées en « *étroite concertation* » avec Jean-Claude Juncker et les nouveaux responsables du Parlement européen, a souligné Angela Merkel. « *Il n'y a pas d'automatisme* » à choisir le candidat du parti vainqueur, a répété la chancelière, tout en assurant que l'ancien premier ministre luxembourgeois était bien « *le candidat* » du PPE.

La mission confiée à Herman Van Rompuy est avant tout destinée à éviter un affrontement entre le Parlement et le Conseil européen. Car plusieurs dirigeants, dont quelques-uns sont membres du PPE, se sont appuyés sur la vague europhobe pour contester le choix de M. Juncker, vétéran de la construction européenne et cofondateur de l'euro. « *L'Europe doit changer* » et « *nous n'avons pas*

besoin d'un homme du passé », a lâché David Cameron. Le premier ministre hongrois Viktor Orban, le Suédois Fredrik Reinfeldt, la Danoise Helle Thorning-Schmidt, le Néerlandais Mark Rutte et les dirigeants baltes ont abondé dans son sens. A eux tous, et pour diverses raisons, ces dirigeants ne sont pas loin de former une minorité de blocage à la nomination de M. Juncker.

Paradoxe, l'ancien président de l'Eurogroupe s'est targué avant le dîner, lors de la réunion du PPE, d'être soutenu par l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement... socialistes, dont François Hollande. « *C'est à lui de mener les consultations, puisqu'il est arrivé en tête* », dit-on dans l'entourage du président français. L'ancien premier ministre luxembourgeois espérait obtenir au plus vite un mandat pour former une large coalition entre la droite et la gauche du Parlement. Il va devoir patienter. Mais il craint que le débat sur les priorités et le mandat donné à Herman Van Rompuy ne soient une façon déguisée de lui barrer la route. ■

PHILIPPE RICARD
ET THOMAS WIEDER

Beppe Grillo reconnaît un échec électoral

Rome
Correspondant

Beppe Grillo a trouvé les responsables de la contre-performance du Mouvement 5 étoiles (M5S), passé de 25,6 % des suffrages aux élections législatives de février 2013, à 21,7 % au scrutin européen du 25 mai : « *Ces générations de retraités qui ne se préoccupent pas du sort de leurs petits-enfants* », a-t-il expliqué, lundi 26 mai, sur son blog, avant d'avaler une pastille de Maalox pour calmer ses douleurs d'estomac post-électorales. Puis il en a tendu une autre à Gianroberto Casaleggio, son mentor, son alter ego, certains disent son marionnettiste.

Une remise en cause ? Pas la moindre. Pourtant, le M5S qui ambitionnait de rattraper sur le fil le Parti démocrate (PD, centre gauche) de Matteo Renzi, se trouve distancé par celui-ci de 20 points. Le M5S a perdu, selon les premières analyses post-électorales, 2,9 millions d'électeurs quinze mois seulement après son triomphe. En Sicile, l'un de ses bastions, 50 % de ses votants de 2013 s'en sont détachés, 40 % en Toscane, plus de 30 % en Ombrie, dans les Marches et en Emilie-Romagne. La plus grande partie de ces déçus du grillisme est allée grossir le score du PD et de Matteo Renzi, en tête dans toutes les régions.

La stratégie de campagne choisie par les deux hommes s'est révélée contre-productive. Ce sont eux qui l'ont enflammée,

obligeant le premier ministre Matteo Renzi à descendre dans l'arène plus qu'il ne l'aurait sans doute souhaité. Ce sont eux qui, en le prenant pour cible unique et en moquant ses « *80 euros mensuels d'aumône* » pour les bas salaires, ont transformé ce scrutin en référendum sur le gouvernement et ses premières mesures. Ce sont eux qui ont choisi les insultes, permettant au premier ministre de se poser en porteur de « *d'espoir* » et de « *sécurité* » face à la « *peur* » qu'aurait créée le M5S.

En seulement quinze mois, le Mouvement 5 étoiles est passé de 25,6 % des suffrages aux législatives de 2013 à 21,7 % le 25 mai

Mardi 27 mai, Federico Pizzarotti, élu du Mouvement 5 étoiles, a choisi les colonnes d'*Il Fatto Quotidiano*, journal réputé proche du M5S, pour ouvrir la première audience du « procès Grillo ». Le maire de Parme dénonce « *une campagne trop personnalisée* », « *insuffisante* » du point de vue des propositions et recommande à son chef de « *changer de ton* ». « *Le jour où nous sommes entrés au Parlement, nous aurions dû faire comprendre à nos électeurs que nous avions des solutions et pas seulement des propositions destructrices* », assène-t-il. Puis il ajou-

te : « *Les enfants doivent être tenus par la main pour apprendre à marcher, après quoi il faut les laisser aller* ».

Certes, le Mouvement reste le premier parti d'opposition au Parlement et le score du PD laisse augurer que la mandature pourra aller à son terme de 2018. Mais il ne pourra éviter une remise en cause de sa stratégie.

L'obstructionnisme de ses élus au Parlement, le refus de tout accord avec quelque autre formation, l'obsession de la trahison, le ton d'imprécateur de Beppe Grillo figent la formation dans sa « *pureté idéologique* » parfois douteuse mais ne lui permettent pas de développer au-delà du noyau dur des convertis. Moins de 10 % des retraités ont voté en sa faveur ; elle n'est plus le premier parti chez les 18-24 ans. Quant aux promesses tenues (restitution d'une partie de leurs émoluments, expulsions des parlementaires corrompus dont Silvio Berlusconi), elles commencent à dater.

La reconnaissance d'une part de responsabilité est un long chemin. Pour une députée, Giulia Di Vita, qui regrette « *[leurs] paroles excessives* », pour un autre, Luigi Di Maio, qui promet « *de tirer les leçons de cet échec* », on trouve un certain Matteo Dell'Oso, élu d'Emilie-Romagne, qui s'interroge en ces termes : « *Où bien l'Italie ne me mérite pas, ou bien je ne mérite pas l'Italie* ». Bref, il est urgent de changer de métier. Ou de peuple. ■

PHILIPPE RIDET

tier une réforme judiciaire qui voyait d'abaisser immédiatement l'âge légal de départ à la retraite pour les juges de 70 à 62 ans. Cette mesure, qui touchait des centaines de magistrats, a aussitôt été dénoncée comme une purge contre les juges nommés sous des gouvernements de gauche.

La commissaire européenne à la justice, Viviane Reding, s'en était émue. En novembre 2012, la Cour de justice de l'Union avait jugé cette loi sur l'âge de la retraite des juges contraire au droit européen. Sous le coup d'une procédure d'infraction, la Hongrie a alors été forcée de revoir sa copie.

L'intervention de M^{me} Reding est restée en travers de la gorge de M. Orban. C'est l'une des raisons pour lesquelles le premier ministre hongrois, membre du Parti populaire européen, refuse de soutenir la candidature de Jean-Claude Juncker, désigné par le groupe conservateur pour devenir président de la Commission. « *La commissaire européenne envoyée par le Luxembourg – M^{me} Reding – n'a fait que du mal à la Hongrie ces dernières années. Pourquoi devrions-nous le soutenir, lui, après ça ?* », a-t-il déclaré à la veille des élections européennes, où son parti, le Fidesz, a remporté 51,49 % des voix. Mardi, son bureau a renouvelé cette déclaration de vendetta antiluxembourgeoise. ■

JOËLLE STOLZ

Papillons et libellules pâlisent du réchauffement

C'est une nouvelle illustration de la théorie des climats, dont les acteurs sont de chatoyants insectes. A l'échelle du continent européen, papillons et libellules arborant des couleurs foncées sont surtout localisés au nord, dans les pays où les températures sont plus fraîches, tandis que ceux aux teintes claires préfèrent le sud. Ce n'est pas tout : au cours des deux dernières décennies, les spécimens les plus pâles ont gagné du terrain, au rythme de la hausse de la colonne de mercure.

C'est le tableau, mi-peinture impressionniste, mi-traité d'entomologie, que dresse, dans l'édition du mardi 27 mai de la revue *Nature Communications*, une équipe d'écologues allemands, danois et britanniques. Dirk Zeuss (université de Marbourg) et ses collègues ont passé à la loupe 366 espèces de papillons et 107 de libellules en s'attachant à leur distribution spatiale et à la couleur de leur corps et de leurs ailes.

La carte est saisissante : plus on s'éloigne du pourtour méditerranéen, où les lépidoptères et les odonates à coloration claire sont dominants (avec une suprématie dans la péninsule Ibérique, en Sardaigne, en Sicile et dans les Balkans) et plus le nuancier s'assombrit, les insectes à l'aspect foncé colonisant les latitudes les plus hautes (nord de la Grande-Bretagne, Norvège, Suède, Finlande). « Pour deux des principaux groupes d'insectes, nous avons démontré un lien direct entre climat, couleur et habitat », soulignent les auteurs.

L'explication ? Elle s'apparente aux habitudes vestimentaires des humains qui, l'été, privilégient les habits clairs, ceux-ci emmagasinant moins la chaleur du rayonnement solaire que les foncés. Dans le cas des animaux ectothermes (dont la chaleur corporelle provient de l'extérieur), comme les insectes, mais aussi les lézards ou les serpents, la coloration joue

un rôle-clé dans la thermorégulation. C'est du soleil qu'ils tirent l'énergie nécessaire pour se mouvoir, voler, se nourrir ou s'accoupler. A ce régime, une livrée obscure, qui stocke davantage de chaleur, est mieux adaptée aux frimas, tandis qu'une parure délavée convient aux bains de soleil, tout en évitant la surchauffe.

Montée vers le nord

C'est si vrai qu'en comparant la distribution géographique des libellules sur la période 1988-2006, les chercheurs ont constaté « un changement général vers des colorations plus claires » étroitement corrélé avec le réchauffement de l'Europe. Témoin la montée vers le nord d'espèces méditerranéennes, comme l'*Aeschna affinis*, la libellule écarlate ou l'agrion mignon, qui ont migré jusqu'en Allemagne, ou celle d'un petit papillon blanc du Sud, la pieride de l'ibérie, qui a poussé encore plus haut ses incursions.

« Le réchauffement climatique favorise les insectes clairs en Europe », concluent les auteurs, qui prévoient un plus sombre avenir pour leurs congénères, peut-être contraints d'abandonner leur territoire et de se replier vers des habitats plus ombragés. « Ces résultats, ajoutent-ils, constituent une base pour mieux prévoir l'effet du changement climatique sur un grand nombre de groupes d'insectes. »

« Cette étude de macroécologie, la première de cette ampleur sur le sujet, montre que le changement climatique peut avoir un impact très visible sur les communautés d'insectes, commente Marianne Elias, chargée de recherche au CNRS et au Muséum national d'histoire naturelle. On savait déjà que des plantes ou des oiseaux remontent vers le nord. Mais c'est la première fois qu'est mise en évidence une adaptation à la température. » ■

PIERRE LE HIR

BELGIQUE

Bart De Wever chargé de former un gouvernement

BRUXELLES. Le chef de l'Etat belge, le roi Philippe, a chargé Bart De Wever, le leader de l'Alliance néoflamande (NVA), grand gagnant des élections législatives de dimanche, d'examiner « les conditions dans lesquelles un gouvernement peut être formé rapidement » en Belgique, mardi 27 mai. M. De Wever doit rendre un rapport mardi 3 juin. Complexe en soi, la négociation qui s'annonce sera encore plus ardue compte tenu du poids de la NVA (premier parti du royaume, 33 sièges sur 150 à la Chambre des députés) et du fait qu'elle ne dispose d'aucun pendant francophone. En outre, le parti prône la disparition de l'Etat belge et, dans une phase intermédiaire, l'instauration de ce qu'il appelle le confédéralisme. Autre difficulté : Bart De Wever veut négocier préalablement la mise en place d'un gouvernement régional en Flandre. ■ JEAN-PIERRE STROOBANTS

TUNISIE

Quatre policiers tués dans une attaque contre le domicile du ministre de l'intérieur

TUNIS. Quatre policiers tunisiens ont été tués, dans la nuit du mardi 27 au mercredi 28 mai, lors d'une attaque contre le domicile de Lotfi Ben Jeddou, le ministre tunisien de l'intérieur, à Kasserine. « Une attaque de terroristes à la kalachnikov a visé la maison du ministre de l'intérieur à Kasserine, au cours de laquelle quatre policiers ont été tués et un a été blessé », a affirmé Mohamed Ali Aroui, porte-parole du ministère. M. Ben Jeddou réside habituellement à Tunis, mais son épouse et ses enfants habitent Kasserine, une ville du centre-ouest de la Tunisie, au pied du Mont-Chaambi. Ce massif est situé à la frontière algérienne, où l'armée pourchasse depuis décembre 2012 un groupe accusé de liens avec Al-Qaïda. Plusieurs soldats et gendarmes ont été blessés ou tués dans cette région, généralement par des mines disposées par des djihadistes, selon les autorités. — (AFP.) ■

Mali Démission du ministre de la défense

BAMAKO. Soumeylou Boubéye Maïga, ministre de la défense du Mali, a démissionné, a annoncé, mardi 27 mai, dans la soirée, la présidence du Mali. Cette démission survient après la lourde défaite, le 21 mai, de l'armée malienne face à des groupes armés rebelles, dont le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA, rébellion touareg), à Kidal, dans le nord-est du Mali. Le ministre de la défense avait indiqué dimanche soir que les forces maliennes avaient enregistré « une cinquantaine de morts » dans leurs rangs lors de ces combats. — (AFP.)

Après dix ans d'efforts, San Francisco s'approche de son objectif « zéro déchet »

Administration, services, habitants, hôtels, BTP : la ville californienne a dépassé 80 % de recyclage



A San Francisco, une usine de valorisation des déchets organiques, d'où ressort du compost destiné à l'agriculture. JUSTIN SULLIVAN/GETTY

Reportage

San Francisco

Envoyé spécial

Le soleil n'est pas encore levé que le ballet commence. Des dizaines de camions, chacun à leur tour, viennent déverser des tonnes et des tonnes de restes de nourriture, d'herbe coupée, de branchages. Dans un mois, ces déchets organiques ressortiront d'ici sous la forme d'un riche compost, aussi fin que du sable.

Ici, à Vacaville, à une heure de route au nord de San Francisco, se joue quotidiennement une partie essentielle du but que s'est fixé la ville californienne : parvenir, d'ici à 2020, à zéro déchet non recyclé ou composté, évitant ainsi d'utiliser des décharges ou des incinérateurs, très polluants.

Pour parvenir à cet objectif jamais atteint par une aussi grande ville dans le monde, San Francisco, 840 000 habitants, fait preuve de volontarisme politique et multiplie les initiatives législatives. Dernière en date, l'interdiction de la vente et de la distribution de petites bouteilles d'eau en plastique dans les espaces publics – sauf lors d'événements majeurs sur la voie publique, comme la Gay Pride. A la place seront installées de nombreuses fontaines d'eau, et des gobelets compostables pourront être distribués lors d'événements.

En un an, en recyclant tous les restes issus des 7 500 repas servis quotidiennement, le Hilton avait économisé 200 000 dollars

« Les bouteilles d'eau en plastique coûtent cher à produire et ont un coût environnemental considérable. Il lui faut mille ans pour qu'elles se dégradent, a justifié le conseiller municipal David Chiu, à l'origine de la mesure. Si nous pouvons les interdire dans l'espace public, que les gens comprennent que c'est totalement faisable, alors nous pourrions aller plus loin. » Autrement dit, envisager une interdiction totale.

Etape par étape, voilà la méthode qu'a adoptée San Francisco

depuis le vote du programme « Zéro déchet », en 2002. « La Californie s'était déjà fixé un seuil de 50 % de recyclage d'ici à 2010. Mais nous voulions aller plus loin, raconte Jared Blumenfeld, ancien directeur du département de l'environnement de San Francisco et actuel directeur régional de l'Agence de protection environnementale (EPA). Nous nous sommes mis d'accord sur l'objectif ambitieux du "zéro déchet" puis sur une date à la fois assez lointaine pour nous donner les moyens de l'atteindre mais assez proche pour que tout le monde se sente aussitôt concerné. » Ce sera 2020, assortie d'un point d'étape de 75 % en 2010.

Tout restait alors à faire. « On nous a traités de fous », sourit-il. Mais une étude menée à ce moment-là avait démontré que 90 % des déchets finissant dans les décharges pouvaient être recyclés, et que la part la plus importante était la nourriture. Or, « nous ne voyons pas les déchets comme une charge mais comme une valeur, ils peuvent être utilisés », explique Robert Reed, chargé des relations publiques à Recology, la coopérative qui collecte et traite les déchets de San Francisco.

C'est ainsi que le département de l'environnement a commencé par cibler les hôtels et les restaurants, très nombreux à San Francisco et qui génèrent beaucoup de déchets organiques. « Nous avons commencé par un hôtel test, le Hilton, qui sert 7 500 repas par jour, et nous avons mis en place un système simple : les poubelles des recyclables et des compostables coûtent beaucoup moins cher chaque mois sur la facture que celles des déchets non recyclables, explique Jared Blumenfeld. Si vous recyclez et compostez tous vos déchets, alors vous aurez besoin de moins de poubelles classiques, ou bien de plus petites. Et vous économiserez de l'argent. »

Le système est une réussite : en une année, le Hilton avait économisé 200 000 dollars (145 000 euros), et l'initiative s'était alors très vite étendue à l'ensemble des professionnels. Le système est également proposé, sur une base volontaire, aux habitants. « En quatre ans, entre 2001 et 2005, nous sommes passés de 42 % de déchets recyclés à 60 %, affirme Jared Blumenfeld.

L'une des parties peu visibles des déchets, mais néanmoins

importante, est constituée de l'ensemble des débris générés par le secteur de la construction. Après deux ans de négociations, la ville oblige en 2006 tous les professionnels du bâtiment à recycler au moins 65 % de leurs débris tels que le béton, le métal ou encore le bois, dans des centres agréés. Une suspension de six mois est prévue pour les contrevenants. En parallèle, la ville s'engage à n'utiliser que des matériaux recyclés pour ses travaux publics : asphalte, chaussées, gouttières...

Mais tout cela ne suffit pas. En 2007 et 2008, le taux de récupération des déchets stagne aux alentours de 70 %, alors que la ville s'est fixée 75 % en 2010. San Francisco passe alors une étape supplémentaire avec deux décisions touchant directement le quotidien des habitants. Les sacs en plastique sont tout d'abord bannis des supermarchés, avec obligation d'utiliser des sacs en papier ou en plastique compostable – payants, pour inciter les clients à réutiliser leurs propres sacs.

Puis, en 2009, le recyclage et le compostage sont rendus obligatoires pour tous les habitants. Le même système est appliqué : chaque maison ou immeuble reçoit une facture détaillée et peut l'alléger en utilisant de moins en moins la poubelle classique au profit de celles consacrées au recyclage et au compostage. Des contrôles sont effectués régulièrement et des avertissements sont suivis d'amendes pour les contrevenants, pouvant aller de 100 à 1 000 dollars.

« Ça a été la mesure la plus controversée, admet Jared Blumenfeld. On nous a accusés de mettre en place une police environnementale. Nous avons longuement expliqué qu'il n'était pas question de cela et que tout le monde avait à y gagner. Si nous avions tout de suite rendu obligatoire cette mesure, cela n'aurait pas fonctionné, il fallait que ce soit progressif. »

L'effort paie : la ville atteint 77 % de recyclage en 2010 et à aujourd'hui dépassé les 80 %. Quelque 600 tonnes de déchets organiques sont récupérées chaque jour et envoyées au centre de Vacaville, où est produit un compost désormais très convoité par les agriculteurs. A l'instar de Dave Mella, qui gère le vignoble de Montelena, dans la Napa Valley. « Le compost est très riche, car il est constitué de multi-

ples déchets organiques et il n'a que des effets bénéfiques : il fixe le carbone dans le sol et apporte beaucoup de nutriments à la vigne. »

Dave Mella utilise le compost de Recology depuis bientôt dix ans. Ce fut d'abord un pari pour ce viticulteur dont le domaine avait acquis une notoriété mondiale en remportant à Paris, en 1976, une dégustation au nez et à la barbe des crus français – et dont un film, *Le Jugement de Paris*, raconte l'histoire.

« J'étais terrifié à l'idée de changer le vin, se souvient Dave Mella. J'ai d'abord testé le compost sur une petite partie du domaine, puis je l'ai progressivement étendu, car le vin était meilleur, et le sol s'en portait mieux ! »

« Ce compost est très riche : il fixe le carbone dans le sol et apporte beaucoup de nutriments à la vigne »

Dave Mella

viticulteur du domaine Montelena

Malgré tout, San Francisco n'a pas encore atteint les 100 %. La dernière partie s'annonce la plus difficile. « Nous y arriverons, assure Robert Reed, de Recology. La moitié des déchets encore envoyés dans les décharges peut être recyclée. Nous devons accentuer notre effort. Par exemple, sensibiliser les habitants sur le fait qu'ils recyclent beaucoup dans la cuisine mais n'ont souvent qu'une seule poubelle dans la salle de bains. »

Et pour le reste ? « Nous devons agir directement à la source, sur le packaging, comme l'interdiction du polystyrène et du cellophane et développer l'usage des couches-culottes lavables et réutilisables, car c'est un déchet que nous ne pouvons pas recycler. »

Quel que soit le résultat en 2020, les efforts auront été immenses et San Francisco entraîne désormais d'autres grandes villes américaines dans son sillage. Après Seattle, dans l'Etat de Washington (nord-ouest), la ville de Minneapolis (Minnesota, nord), qui ne recycle encore que 37 % de ses déchets, s'apprête elle aussi à adopter l'objectif d'atteindre les 100 %. ■

ALEXANDRE POUCHARD

L'alerte de la Cour des comptes sur les déficits

En 2013, les rentrées fiscales ont été inférieures de 14,6 milliards d'euros aux prévisions du gouvernement

Le constat est inquiétant. Deux rapports rendus publics, mercredi 28 mai, par la Cour des comptes et le Haut Conseil des finances publiques (HCFP), sonnent l'alarme sur l'état des finances publiques et la capacité du gouvernement à tenir ses engagements. A cause notamment de rentrées fiscales nettement moins bonnes que prévu en 2013 – un trou de 14,6 milliards d'euros – qui fragilisent la politique du gouvernement et remettent en cause le plan de redressement budgétaire sur les prochaines années.

L'avertissement pour François Hollande et Manuel Valls est d'autant plus sévère qu'il intervient trois jours après le désastre électoral des européennes et à cinq jours du verdict rendu par la Commission européenne sur le programme français de stabilité 2014-2017.

Que disent les deux rapports ? En 2013, la réduction du déficit a été sensiblement plus faible que prévu (12,56 milliards d'euros). Si la dépense publique a été globalement tenue, en revanche, le surcroît de recettes fiscales n'atteint que la moitié du montant escom-

Les observations des autorités financières ont fait souffler un vent de panique dans les couloirs de Bercy

té, soit un trou de 14,6 milliards d'euros. Les hypothèses retenues par le gouvernement en loi de finances initiale pour 2013 « ont manqué de prudence ». Et les mêmes incertitudes pèsent sur le rendement des recettes fiscales pour 2014.

En conséquence, il existe un doute sérieux sur la bonne tenue du budget de l'Etat en 2014 et la capacité à respecter la trajectoire d'évolution des finances publiques votée par le Parlement. « L'analyse de l'exécution budgétaire en 2013 permet d'identifier plusieurs risques financiers pour les exercices 2014 et suivants », avertit le rapport de la Cour des comptes.

Le Haut Conseil, quant à lui, note que « l'ajustement structurel » prévu en avril 2014 « reporte à 2017 l'objectif d'équilibre structurel ». L'écart de 1,5 point de PIB entre les prévisions et le budget réalisé est qualifié d'« important » par le HCFP. Bien supérieur à la limite de 0,5 point fixée par la loi. Il appelle le déclenchement d'un mécanisme de correction.

Ces observations des autorités financières ont fait souffler un vent de panique dans les couloirs

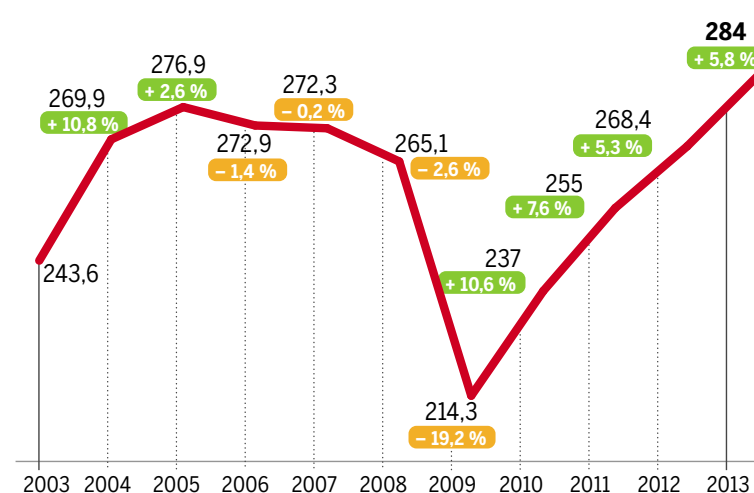
Collectivités locales : la mise en garde de Moody's

L'agence de notation Moody's a estimé mardi 27 mai que la baisse des dotations de l'Etat prévue par le gouvernement est « susceptible » d'augmenter la dette des collectivités territoriales. La baisse de 11 milliards d'euros des dotations aux collectivités locales d'ici à 2017 « pourrait peser sur leurs investissements et générer une augmentation de la dette », indique-t-elle. Selon Moody's, la dette des collectivités locales pourrait passer de 132 milliards d'euros fin 2012 à 176 milliards en 2017. Elle estime que, pour compenser la baisse des dotations, les collectivités territoriales devraient réduire leurs dépenses de fonctionnement « d'environ 28 milliards d'euros sur 2014-2017 ». La réforme territoriale pourrait néanmoins « partiellement compenser l'effet de la baisse des dotations sur les budgets locaux ».

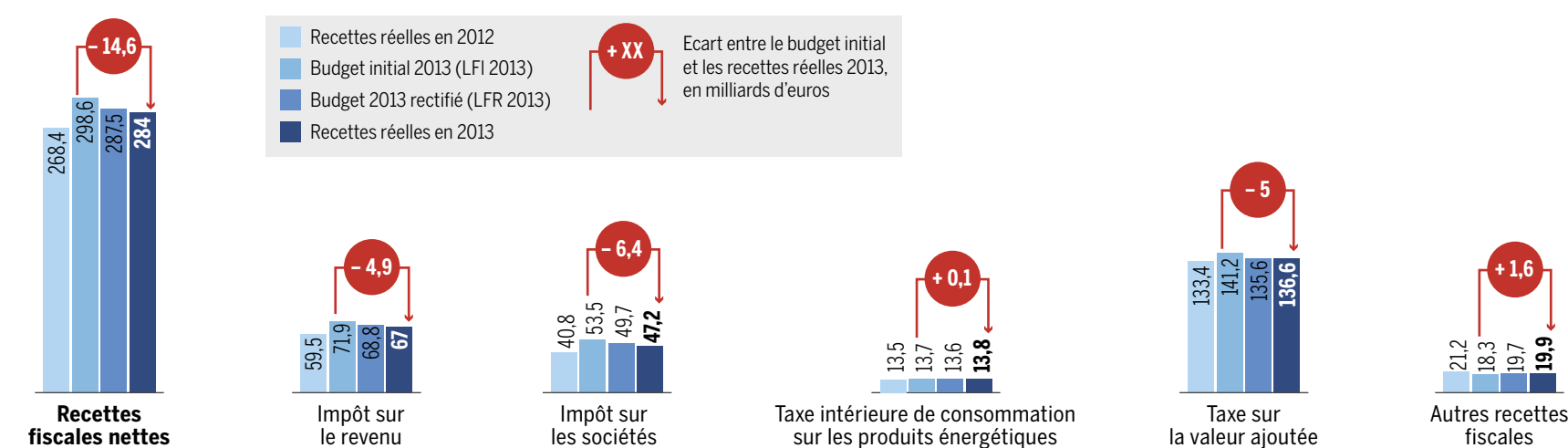
Des budgets trop optimistes par rapport aux recettes réelles

► Les recettes fiscales sont en nette hausse depuis 2009...

EN MILLIARDS D'EUROS (recettes nettes)



► Un écart de 14,6 milliards entre le budget initial 2013 et les recettes réelles



de Bercy. Le gouvernement se trouve contraint de donner des gages sur deux fronts. Un, vis-à-vis de Bruxelles, pour garantir que ses engagements seront tenus. Deux, face à sa propre majorité. Alors que l'exécutif vient de réaffirmer qu'il n'était pas question de changer de ligne, ceux qui contestent l'efficacité de cette stratégie ne manqueront pas de souligner que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, la poursuite de la politique économique engagée risque de mener à une impasse, autant budgétaire que politique.

Sur le premier front, le gouvernement entend plaider que le programme de stabilité voté à l'Assemblée nationale le 29 avril répond à la demande de correction émise par le HCFP. « Le gouvernement a réagi », assure l'entourage du ministre des finances. Nous avons augmenté la correction et nous sommes en train de faire un effort supérieur qui sera inscrit dans le projet de loi de finances rectificative », présente le 11 juin en conseil des ministres. Cet effort supplémentaire de redressement devrait être porté à

4 milliards d'euros, pris sur les crédits en réserve. « Il n'y aura pas de hausse fiscale pour compenser un quelconque dérapage », assure Bercy.

Reste malgré tout un réel motif d'inquiétude, y compris au sein du gouvernement. Pourquoi les recettes fiscales ont-elles été à ce point inférieures aux prévisions ? En 2013, les recettes fiscales de l'Etat ont atteint 284 milliards pour les recettes fiscales alors que la loi de finances initiale (LFI) en prévoyait 298,6 milliards. Le gouvernement avait en effet anticipé une hausse globale des recettes de 28,3 milliards en 2013 par rapport à 2012. Mais cette hausse n'a finalement représenté que 13,7 milliards soit un manque à gagner fiscal de 14,6 milliards.

Le gouvernement explique que la faiblesse de la croissance économique a eu un impact très négatif sur les rentrées fiscales. L'argument ne convainc pas les experts. En 2013, l'évolution spontanée des recettes fiscales nettes a été de -4,6 milliards d'euros, soit -1,7 %, alors que, en valeur, c'est-à-dire

avec l'inflation, le produit intérieur brut augmentait de 1,4 %. « C'est la première fois qu'on a un tel décalage », fait-on remarquer Rue Cambon. Pour la Cour des comptes, « l'écart entre prévision et exécution sur l'évolution spontanée des recettes fiscales souligne le manque de prudence de la loi de finances initiale et peut soulever

Sur les prévisions de recettes, il est fort probable, estime la Cour des comptes, que « le phénomène se reproduise en 2014 »

une interrogation au regard de la sincérité de cette dernière ».

« Sincérité », le mot qui fâche. Au ministère des finances, on rejette fermement cette mise en cause. « La prévision de recettes a été directement impactée par une croissance moins forte que prévu », plaide l'entourage du ministre, qui « met en garde contre une interprétation

trophatique ». Le gouvernement est cependant obligé d'admettre que « les recettes ont été beaucoup moins dynamiques que prévu ».

Or l'année 2014 démarre sur les mêmes bases avec une croissance zéro au premier trimestre. « Le début d'année n'a pas été favorable », reconnaît le ministère. Les prévisions de recettes fiscales sont en train d'être revues à la baisse. C'est un exercice continu et sincère. Mais il n'y aura pas de révision de la croissance à la baisse. Ces prévisions sont confortées par tous les organismes économiques. Nous sommes en train d'améliorer la situation économique. Il n'y a pas d'accélération, mais il n'y a pas non plus de décrochage ».

Le Haut Conseil n'est pas convaincu que la réponse du gouvernement, jusqu'à présent, soit suffisante. Certes, le programme de stabilité pour les années 2014-2017, anticipant l'écart « important » constaté en 2013, prévoit un effort de redressement plus prononcé à partir de 2014. Mais, sur les prévisions de recettes, il est fort probable, estime la

Cour des comptes, que « le même phénomène se reproduira en 2014 », ce qui contraindra le gouvernement à faire jouer « la dernière variable d'ajustement, l'investissement ».

Le gouvernement s'en défend. Il fait valoir qu'il a prévu une réserve de précaution dans le budget 2014. « Il restera 6,5 milliards en réserve après le collectif budgétaire », indique Bercy. Mais il compte d'abord et surtout sur le pacte de responsabilité voté par le Parlement. « Nous avons pris des mesures favorables à l'offre qui commencent à jouer dès cette année et qui montent en puissance », assure l'entourage du ministre des finances. L'économie française est en mesure de regagner sa compétitivité au moment où la croissance européenne est en train de redondir. Et nous avons mis en œuvre des mesures de soutien aux plus modestes. Il n'y a pas de spirale dépressive. Nous avons une stratégie cohérente qui doit nous permettre de voir l'accélération. Même si on ne l'a pas encore vue. » A voir. ■

PATRICK ROGER

Les impôts ne rentrent pas, de nouveaux risques apparaissent

LA COUR DES COMPTES, dans son rapport sur les recettes de l'Etat, note que les années 2012 et 2013 marquent « une rupture » par rapport aux années précédentes, avec une augmentation des recettes fiscales portée par des mesures nouvelles mais freinée par leur évolution spontanée. Ce phénomène s'est accentué en 2013. « Le décrochage de la croissance spontanée des recettes fiscales en 2013 (-1,7 %) par rapport à 2012 (-0,3 %) est d'autant plus notable que la croissance économique a été comparable au cours des deux exercices (croissance du PIB en valeur de 1,5 % en 2012 et de 1,4 % en 2013) », observe la Cour.

Au total, ce sont donc 14,6 milliards d'euros qui manquent par rapport aux prévisions initiales. Les moins-values concernent les trois principaux impôts : impôt sur le revenu, impôt sur les socié-

tés et TVA. Alors que le taux de croissance des recettes fiscales prévu en loi de finances initiale (LFI) était de 10,5 %, il n'a atteint en exécution que 5,8 %.

C'est l'évolution spontanée des recettes fiscales qui concentre l'es-

En 2013, le rendement de l'impôt sur le revenu (67 milliards d'euros) a été inférieur de 4,9 milliards à la prévision

sentiel de la perte : 11,6 milliards d'euros. Cette perte de croissance spontanée ne résulte, selon la Cour, que pour un peu plus d'un quart du ralentissement de la croissance en valeur.

En 2013, le rendement de l'im-

pôt sur le revenu (67 milliards d'euros) a été inférieur de 4,9 milliards d'euros à la prévision en LFI. Les mesures nouvelles n'ont augmenté les recettes que de 4,5 milliards alors que leur rendement attendu était de 6,2 milliards. En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés (47,2 milliards d'euros en 2013, le rendement a été inférieur de 6,4 milliards d'euros à la prévision. Enfin, pour la TVA (136,3 milliards), la perte est de 5 milliards d'euros.

« La croissance des recettes fiscales nettes en 2014 risque fort d'être moins dynamique que prévu », insiste la Cour. D'autant que l'exercice 2014 va être marqué par l'entrée en vigueur du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), pour un coût estimé de 9,8 milliards d'euros.

La Cour des comptes identifie également des risques sur un cer-

tain nombre de dépenses.

Sur la mission Défense : « Malgré la forte réduction des effectifs et les nombreuses réformes menées pour rationaliser les dépenses de la mission Défense, hors pensions et opérations extérieures, n'ont été en 2013 inférieures que de 400 millions d'euros à celles de 2010 et supérieures de 600 millions à celles de 2011. La stabilisation en valeur des dépenses telle que prévue par la loi de programmation militaire 2014-2019 représente donc une cible difficile à atteindre. »

Sur les pensions : « La croissance du nombre de fonctionnaires ayant dépassé la date d'ouverture de leurs droits et donc susceptibles de prendre leur retraite à tout instant constitue une source de fragilité pour le financement du compte d'affectation spéciale Pen-

sions. » Sur les engagements de l'Etat : « Le budget de l'Etat est plus directement exposé qu'autrefois à une déstabilisation du fonctionnement des marchés financiers ou à des difficultés de refinancement des bénéficiaires de sa garantie. (...) La France se trouve ainsi davantage exposée qu'autrefois aux difficultés budgétaires que d'autres Etats pourraient rencontrer. »

La Cour des comptes relève également un possible accroissement des transferts de l'Etat. L'Agence nationale de financement des transports (AFITF) risque ainsi d'être en grande difficulté en raison de la suspension de l'écotaxe poids lourds, décidée après le mouvement des « Bonnets rouges ». Enfin, ultime mauvaise nouvelle, l'Etat se trouve avec une dette de 249 milliards d'euros envers la Sécurité sociale. ■

P.RR

Fusion des régions : les élus locaux s'accrochent à leurs « baronnies »

M^{me} Lebranchu devait annoncer mercredi la future union entre la Bourgogne et la Franche-Comté



J'et'aime, moi non plus. » Le quinquennat du mariage pour tous pourrait être aussi celui du mariage obligatoire... pour les régions. Manuel Valls l'a annoncé : en janvier 2017, 22 régions métropolitaines auront consommé leur union. A quoi ressemblera la nouvelle carte de France des régions ? « Je l'ai déjà bien en tête », lâche Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique. En déplacement à Dijon, mercredi 28 mai, la ministre devait lever un coin de voile sur les nouvelles frontières territoriales et annoncer officiellement les noces des régions Bourgogne et Franche-Comté.

Pour François Patriat, président socialiste du conseil régional bourguignon, l'union des régions, c'est l'intérêt national. « La France meurt de sa rigidité. Il faut mettre fin à l'empilement territorial coûteux ! », avance-t-il. Moins enthousiaste, Marie-Guite Dufay, présidente socialiste de la Franche-Comté, vivement encouragée par le gouvernement, s'est résolue à un rapprochement. Les deux exécutifs régionaux vont servir de pilotes de la réforme territoriale.

« L'objectif est d'identifier les blocages réglementaires, législatifs à la mise en œuvre et de réaliser un guide des bonnes pratiques », explique un membre du cabinet de M^{me} Lebranchu. « Nous sommes prêts à travailler à la création d'une métropole unique où la Franche-Comté ne recevrait pas que les miet-

tes que lui laisse la Bourgogne ! », avertit M^{me} Dufay qui ne dissimule pas ses craintes devant ce mariage de raison, sous contrat d'obligations mutuelles.

Ségolène Royal n'est également pas insensible à l'idée de l'arrangement d'un mariage régional. La ministre de l'écologie et ancienne présidente de la région Poitou-Charentes a annoncé, le 20 mai, l'étude d'une fusion de son fief avec la région Pays de la Loire, présidée par le socialiste Jacques Auxiette. Ce qui a déclenché une levée de boucliers d'élus locaux, partisans d'un rapprochement avec l'Aquitaine.

A quoi ressemblera la carte des régions ?
« Je l'ai déjà bien en tête », lâche Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation

En tentant de fusionner avec Poitou-Charentes, Jacques Auxiette compte échapper à une « annexion », par la Bretagne, du département de Loire-Atlantique, et au démantèlement de son territoire. De son côté, Ségolène Royal voit l'éventualité de se réserver, le jour où elle ne sera plus ministre, la présidence d'une grande région puisque Jacques Auxiette a déjà annoncé son intention de ne pas se représenter au prochain scrutin régional.

A l'inverse, une fusion de Poitou-Charentes avec l'Aquitaine placerait la ministre de l'écologie face à un concurrent de taille : le président socialiste de la région Aquitaine, Alain Rousset. Une stratégie dont les buts n'échappent pas à Eric Gautier, président socialiste du département des Deux-Sèvres : « L'objectif de ce redécoupage n'est en rien lié à l'intérêt des territoires, estime celui-ci. Les présidents de région veulent s'assurer leur baronnie et forment des alliances de circonstance. La question est : qui sera le prochain duc d'Aquitaine ? »

Autre lieu mais même enjeu : l'Alsace et la Lorraine réunies en une seule et unique entité ? « Pour quoi pas ! », répond Philippe Richert, président UMP du conseil régional d'Alsace. « Nous sommes prêts à mettre en œuvre des expérimentations », approuve son collègue et voisin Jean-Pierre Masseret, président socialiste de Lorraine.

Toutefois, s'engager pour des noces territoriales une année après l'échec du référendum alsacien sur la création d'un conseil unique d'Alsace soulève des réticences : « Notre projet avait en 2012 le soutien du gouvernement Ayrault, rappelle M. Richert. Nous avons été lâchés au milieu du gué par l'exécutif sous la pression de Roland Ries, maire de Strasbourg, qui n'acceptait pas qu'un élu UMP conduise le projet à son terme à une année des municipales. »

La réforme territoriale doit dépasser les clivages politiques,

« mais la logique des socialistes strasbourgeois était qu'un projet conduit par Richert est forcément mauvais. Ils ont manqué de courage », témoigne Jacques Fernique, conseiller régional EELV. Le président alsacien reste toutefois favorable à une rationalisation dans l'organisation des collectivités.

Autre région, la Picardie. Son territoire est coincé entre l'Île-de-France, les deux Normandie, la Champagne-Ardenne et le Nord-Pas-de-Calais. Chacun d'eux accaparerait bien un des trois départements de la région picarde, Claude Gewerc, président socialiste du conseil régional picard, fulmine : « Je suis farouchement opposé à tout découpage de ce territoire. Toutes ces idées sur des régions grandes et des départements supprimés ne s'appliquent pas sur le calque du réel des zones rurales. »

Le mariage pour toutes des régions n'a donc pas que des soutiens chez les élus socialistes. En Rhône-Alpes, en Aquitaine ou encore en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), les présidents affichent leur scepticisme. A droite, Christian Estrosi, président UMP de Nice métropole, et ancien vice-président de la région PACA, rêve pour sa part de redessiner les frontières de ce territoire. Il imagine une « euron région » de la Savoie jusqu'à la Méditerranée qui ne couvrirait pas le département des Bouches-du-Rhône et laisserait Marseille à sa porte. ■

ERIC NUNÈS

Quand Cambadélis veut ressusciter la gauche plurielle

La défaite historique du PS et les mauvais résultats des écologistes et du Front de gauche aux européennes, dimanche 25 mai, ont réactivé le débat autour d'une recomposition politique à gauche. Avec un bloc de gauche totalisant seulement 33 % des suffrages, l'urgence est réelle. Le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis, en est conscient. Selon nos informations, l'ancien mécanicien de la « gauche plurielle » sous le gouvernement Jospin a l'intention de contacter dès la semaine prochaine les autres forces de gauche pour « discuter » et « commencer à remailler », explique-t-on à la direction socialiste.

Avant même le lancement des « états généraux des socialistes » à l'université d'été du PS à La Rochelle, fin août, la Rue de Solferino veut tendre la main aux écologistes, aux communistes et aux radicaux, ainsi qu'aux proches de Jean-Pierre Chevènement et de Robert Hue. L'initiative en soi n'est pas originale : l'ancien premier secrétaire, Harlem Désir, avait tenté de faire de même, mais les rares rencontres – surtout formelles – qui s'étaient tenues n'avaient débouché sur rien. M. Cambadélis se veut plus efficace et ne s'interdit pas de proposer une rencontre, dans un second temps, à Jean-Luc Mélenchon.

Reste que la route est longue, tant les désaccords de fond entre les différentes formations sont nombreux. « Avant d'imaginer s'entendre avec les écologistes et les communistes, il faudrait commencer par se mettre d'accord entre nous », estime un responsable socialiste, faisant référence aux tensions qui tiraillent la majorité autour de la politique écono-

mique du gouvernement. Comment en effet imaginer que le Parti communiste, opposé depuis le début du quinquennat aux choix de François Hollande, comme Europe Ecologie-Les Verts, qui vient de quitter le gouvernement, puissent cheminer avec le PS tant que l'exécutif maintient son plan de réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euros ?

« Hollande est cramé »

Dimanche soir, dans les QG écologiste et communiste, le message était d'ailleurs clair. Souhaitant une « refondation collective », l'ex-patronne des Verts Cécile Duflot mettait cependant en garde : « Ce n'est pas "quelle coalition", mais "quelle politique". Il faut travailler non pas sur le "qui", mais sur le "comment" et "pourquoi faire". » Christophe Najdovski, adjoint écologiste à la Mairie de Paris, était encore plus direct : « Hollande a tué la gauche, il est complètement cramé ! Je ne vois pas comment la gauche peut remonter la pente d'ici à 2017 sans un changement radical de politique que l'on ne voit pas venir. »

Les communistes n'étaient pas plus tendres. Si Pierre Laurent a appelé à « reconstruire une voie à gauche », le secrétaire national du PCF précisait d'emblée que cela ne pourrait se faire « dans les pas d'une politique qui conduit au désastre ». Consciente que l'accueil risque d'être frais, la direction du PS précise qu'on n'en est qu'« au tout début du processus ». « On va commencer par reprendre l'habitude de nous dire bonjour. Les questions qui fâchent, on va les garder pour beaucoup plus tard », ajoute un dirigeant socialiste. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES ET BASTIEN BONNEFOUS

JUSTICE

Non-lieu dans l'affaire du naufrage du « Bugaled-Breizh »

Dix ans après le naufrage du chalutier breton Bugaled-Breizh, dans lequel cinq marins avaient péri au large de la Grande-Bretagne en 2004, le juge d'instruction chargé du dossier, à Nantes, a rendu, lundi 26 mai, une ordonnance de non-lieu, a indiqué le parquet mardi. L'enquête n'a pas permis d'établir formellement les causes de l'accident. Le Bugaled-Breizh avait sombré en moins d'une minute au large du cap Lizard, le 15 janvier 2004. Les familles des victimes soutiennent que le navire a été accidentellement happé par un sous-marin, alors que se déroulaient dans la zone des manœuvres navales de l'OTAN. – (AFP.) ■

Vol de Rembrandt : un Lot-et-Garonnais mis en examen

Un habitant du Lot-et-Garonne, qui s'était rendu à la gendarmerie fin mars en s'accusant du vol, en 1999, d'un tableau de Rembrandt retrouvé à Nice à la mi-mars, a été mis en examen, lundi 26 mai, et placé en détention dans les Alpes-Maritimes. Selon son avocat, son client a été mis en examen pour « recel et association de malfaiteurs » et non « pour vol car il y a prescription ». Patrick Vialaneix avait raconté avoir dérobé la toile L'Enfant à la bulle de savon au Musée de Draguignan en 1999 et l'avoir gardée chez lui pendant quinze ans. – (AFP.)

Le gouvernement veut accélérer la réforme territoriale

FRANÇOIS HOLLANDE en est convaincu : le désastre électoral des européennes du 25 mai pour le PS justifie d'accélérer la réforme territoriale. Le chef de l'Etat a prévu de la présenter « dès la semaine prochaine ». L'objectif fixé est de réduire le nombre des régions et de programmer à terme la disparition des départements. A ce stade, le gouvernement envisage de présenter deux projets de loi à la mi-juin.

Fusion des régions et report des élections Un premier projet de loi devrait être porté par le ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve. Il ouvrirait la voie à un redécoupage des régions. Leur nombre pourrait être entre 11 et 15 contre 22 aujourd'hui en métropole. Ce texte devrait proposer de reporter le scrutin régional soit à l'automne 2015, soit au printemps 2016. Pour pouvoir motiver ce report auprès

du Conseil constitutionnel, le gouvernement doit assortir le projet de loi d'une carte des nouveaux contours des régions. Ce texte devrait être débattu à l'Assemblée nationale en juillet.

Donner plus de compétences aux régions Marylise Lebranchu, ministre de la décentralisation, devra également présenter, mi-juin, un projet de loi portant sur une nouvelle répartition des compétences entre collectivités locales. Le Conseil d'Etat a déjà reçu une version de ce texte en avril. M^{me} Lebranchu lui a transmis depuis des ajouts et des modifications pour tenir compte de l'engagement supprimer les départements.

Le texte devrait laisser la possibilité aux élus locaux de faire remonter les compétences départementales (social, routes, collèges) soit aux régions, soit aux

intercommunalités. Dans les zones rurales où les intercommunalités sont peu développées, les régions pourraient prendre davantage de prérogatives départementales. A l'inverse, les départements urbains pourraient transférer leurs compétences aux métropoles. Ce projet de loi devrait être débattu au Sénat, mais après les élections sénatoriales prévues à l'automne.

Le casse-tête de l'avenir des départements Supprimer les départements en tant que collectivités territoriales supposerait une réforme constitutionnelle. Si certains ministres pensent qu'elle pourrait être tentée, François Hollande semble, à ce stade, l'écarter.

Deux scénarios pour renouveler les conseillers départementaux Une première option consisterait à élire des conseillers régionaux

qui siègeraient en même temps à la région et dans les instances départementales. Cette solution a un inconvénient : le mode de scrutin régional accorde une prime au parti arrivé en tête. Ainsi, dans un département, un parti pourrait être minoritaire en voix mais majoritaire en sièges. « La Mayenne, qui vote à droite, pourrait avoir une majorité d'élus de gauche », résume un élu PS.

Autre possibilité : l'organisation des élections départementales comme prévu, selon le mode de scrutin binominal voté en 2013. Mais les électeurs voteraient pour des élus tout en sachant qu'ils sont voués à disparaître. Quelle que soit la solution, le chef de l'Etat souhaite coupler les élections régionales et départementales. Sous réserve que le Conseil constitutionnel accepte le report des deux scrutins. ■

BÉATRICE JÉRÔME

LE MONDE
diplomatique
www.monde-diplomatique.fr

DOSSIER SPÉCIAL GMT - JUIN 2014

GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Les puissants redessinent le monde

Par Serge Halimi

MONDE
diplomatique

Chaque mois, avec *Le Monde diplomatique*, on s'arrête, on réfléchit.

Chez votre marchand de journaux, 28 pages. 5,40 €

L'affaire Bygmalion empoisonne Nicolas Sarkozy

La démission de M. Copé et la désignation d'une direction provisoire à l'UMP compliquent la stratégie de retour de l'ex-président

L'affaire Bygmalion serait-elle avant tout celle « *des comptes de campagne du candidat Sarkozy* » ? C'est ce qu'a affirmé l'avocat de Bygmalion, M^e Patrick Maisonneuve, lundi 26 mai. Selon lui, de « *fausses factures* » auraient permis à l'ex-président de couvrir des dépassements de frais de sa campagne présidentielle en 2012. Une thèse appuyée par le directeur de cabinet de M. Copé, Jérôme Lavrilleux, qui a reconnu que près de 11 millions d'euros ont été indûment facturés à l'UMP au lieu d'être imputés aux comptes de campagne. De facto, le scandale éclabousse l'ancien chef de l'Etat en le remettant au centre d'une nouvelle affaire judiciaire.

Nicolas Sarkozy peut-il être inquiet ? Théoriquement, oui. L'ex-président peut être accusé de financement illégal s'il est avéré qu'il a joué, directement ou indirectement, un rôle pour masquer des dépenses de campagne non inscrites dans les comptes de la présidentielle. « *Si c'est le cas, "Sarko" peut se faire embarquer dans la chute de Copé* », résume un député. Mais pour l'instant, impossible de l'affirmer : rien ne prouve que l'ancien chef de l'Etat ait été au courant de près ou de loin de montages financiers. Seule l'enquête préliminaire, ouverte en mars au parquet de Nanterre, permettra ou non de le dire.

Sans surprise, les membres de l'équipe de campagne de M. Sarkozy l'ont tous dédouané en assurant qu'il n'a pas été au courant des opérations financières autour de ses comptes de campagne. « *Nicolas Sarkozy ne s'occupait pas de l'inten-*



Jean-François Copé au « 20 heures » de TF1, mardi 27 mai. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH POLITICS POUR « LE MONDE »

dance », a ainsi affirmé le trésorier de sa campagne, Philippe Briand. D'où la colère de l'ex-président, qui a rencontré le président du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, et le roi Juan Carlos mardi, à Madrid. Il a été « *très mécontent de voir son nom associé* » à cette affaire, selon son fidèle Brice Hortefeux.

La version des sarkozystes ne fait pas l'unanimité à l'UMP, où certains accusent l'ex-président d'avoir fait preuve d'imprudence en confiant les clés de sa campagne à Jérôme Lavrilleux. Lequel était à la fois organisateur des meetings et bras droit de Jean-François Copé. « *Au mieux, il a été négligent*

en ne surveillant pas ses comptes de près. Au pire, il est complice », déclare un ex-ministre.

Cela complique-t-il le retour de l'ex-président ? Oui, car il voit de nouveau son nom apparaître dans un dossier sulfureux, alors qu'il est traqué par les juges dans plusieurs autres affaires. Nicolas Sarkozy est cité dans les accusations de financement libyen, le dossier « Karachi » ou les soupçons de trafic d'influence. Ses proches sont aussi dans le collimateur de la justice : Claude Guéant a été placé en garde à vue dans l'affaire Tapie et Isabelle Balkany mise en examen pour blanchiment de fraude fiscale.

Ses partisans s'inquiètent de cette accumulation. « *Cela commence à faire beaucoup, et "Sarko" n'a pas que des amis chez les juges* », grimace un député. Ce climat pesant entretient une forme d'insécurité autour de l'ex-président, dont le calendrier politique dépend désor-

mais du calendrier judiciaire. « *Nicolas Sarkozy, c'est le Damoclès de la vie politique française, car les épées politico-judiciaires s'accumulent au-dessus de sa tête*, observe le politologue Thomas Guénolé. *Jusqu'à présent, il s'en est toujours bien sorti, mais si une épée lui tombe sur la tête, cela peut entraîner sa mort politique. Le risque est donc grand que le scandale de trop fasse de lui le DSK de droite : le candidat imbattable battu par une affaire.* »

Si le climat n'est pas des plus positifs, M. Sarkozy n'est pas pour autant confronté à des charges le disqualifiant pour 2017. Seule une condamnation ou une mise en cause accompagnée d'une preuve irréfutable semblent de nature à le mettre hors course. Ses partisans veulent croire que la succession d'affaires ne l'empêchera pas d'opérer un retour victorieux. Dimanche soir, à l'issue des européennes, toutes les conditions étaient pourtant réunies pour

ledit retour, avec un François Hollande affaibli, une UMP terrassée et un FN triomphant et menaçant de se qualifier pour le second tour de la présidentielle.

Son image dans l'électorat de droite est-elle entamée ? L'ancien président reste le favori des sympathisants de droite pour 2017. Mais il risque de voir s'effriter sa cote de popularité chez ces électeurs, qui ont contribué au « Sarkothon » en juillet 2013 et peuvent se sentir aujourd'hui trahis par les montages financiers autour de Bygmalion. Or, son avance dans les sondages reste son principal atout par rapport à ses rivaux de l'UMP.

La menace d'une baisse progressive de sa cote est réelle, car l'ex-président a déjà perdu du terrain dans cette catégorie stratégique ces dernières semaines. Il chute par exemple de 12 points chez les sympathisants UMP par rapport à mars, dans un sondage IFOP publié le 19 mai. Son reflux est à mettre en partie à l'actif d'Alain Juppé, qui progresse de 5 points dans le même temps et fait figure de concurrent le plus dangereux de M. Sarkozy.

Une incidence sur la primaire ?

La démission de M. Copé, prévue pour le 15 juin, ne fait pas forcément les affaires de l'ex-président. Ce sont en effet Alain Juppé, Jean-Pierre Raffarin et François Fillon qui vont assurer la présidence du parti jusqu'à l'élection d'un nouveau chef en octobre. Or, MM. Juppé et Fillon sont des prétendants à l'Elysée, qui militent pour l'organisation d'une primaire ouverte en 2016 pour la présidentielle de 2017.

M. Sarkozy, lui, ne veut pas entendre parler de cette étape de présélection, estimant que son statut d'ancien chef de l'Etat doit l'en dispenser. Mais l'ex-président n'a plus la main sur l'appareil. La démission de M. Copé, qui fut son successeur désigné avant d'être élu de manière controversée, affaiblit sa position au sein du parti. MM. Juppé et Fillon vont tout faire pour imposer l'organisation de la primaire. Nicolas Sarkozy a encore de nombreux obstacles politiques et judiciaires à écarter avant d'espérer une revanche en 2017. ■

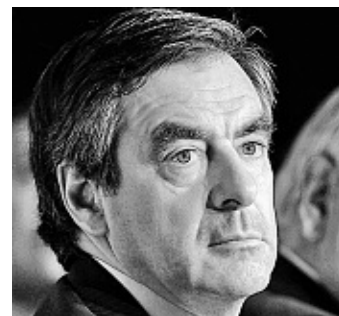
ALEXANDRE LEMARTÉ

Trois ex-premiers ministres à la tête du parti



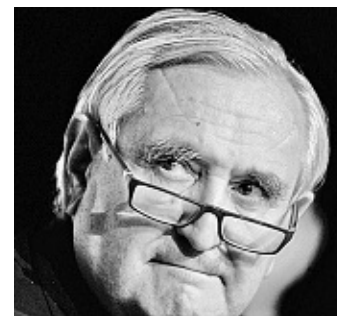
Alain Juppé
Le gardien du temple

Le fondateur avec Jacques Chirac de l'UMP en 2002 se retrouve de nouveau à la tête du parti, de manière provisoire, après l'avoir dirigé de 2002 à 2004. Le maire de Bordeaux se positionne d'ores et déjà pour la primaire de 2016 et la présidentielle de 2017. Il a souhaité, mardi 27 mai, que le candidat à la présidence du mouvement s'engage à ne pas se présenter à la primaire. Lui-même a annoncé qu'il ne briguerait pas la tête du parti lors du congrès, prévu le 14 octobre, se réservant donc la possibilité d'être lui-même candidat à la primaire. Dans les sondages, il fait figure de candidat favori des sympathisants de droite après Nicolas Sarkozy. Jugeant nécessaire de « *clarifier* » la ligne politique, il estime que le parti doit redevenir celui de « *la droite et du centre* », pour permettre de « *revenir à l'esprit originel de l'UMP* » lors de sa création. ■



François Fillon
L'obstiné

L'ex-premier ministre aura finalement réussi à avoir la peau de son meilleur ennemi, Jean-François Copé, contre qui il avait bataillé pour la présidence du parti, fin 2012. Depuis un an et demi, M. Fillon n'a jamais digéré de s'être fait « *voler* » cette élection interne. Depuis, il a toujours mené la vie dure à M. Copé, exigeant sans cesse qu'il fasse œuvre de transparence sur sa gestion financière. Cette ténacité lui a valu de passer pour le diviseur et lui a fait perdre des points dans les sondages. Aujourd'hui, il savoure sa revanche et peut se prévaloir d'avoir été le premier à dénoncer les méthodes du camp Copé. « *Un parti politique, ce n'est pas une mafia* », avait-il lâché dès novembre 2012, en pleine guerre interne. Décidé à se présenter à la primaire, il entend incarner une autre pratique du pouvoir en se posant comme le candidat honnête. ■



Jean-Pierre Raffarin
Le médiateur

L'ex-premier ministre de Jacques Chirac (2002-2005) se pose comme le garant du rassemblement du mouvement. Après avoir joué le rôle de coach pour Jean-François Copé pendant de nombreuses années, celui qui représente le courant centriste du parti s'est résolu à lâcher son protégé pour « *sauver l'unité de l'UMP* ». Le sénateur de la Vienne se dit compatible avec tous les présidentiables de droite. A ce titre, il se pose en médiateur du parti, capable de dénouer des crises au nom de l'intérêt général. « *Je fais en sorte que la famille reste rassemblée car je sais que ce qui conduit à l'échec, c'est la division* », dit-il. Le chiraquien espère que cette position centrale sera un atout dans sa campagne pour la présidence du Sénat. Opposé à la droitisation de sa formation, cet ancien dirigeant de l'UDF juge nécessaire que l'UMP soit la réunion de la droite et du centre. ■ PHOTOS AFP

SNCF - 2 place aux Étoiles - C.S. 70001 - 93433 LA PLAINE SAINT-DENIS CEDEX - R.C.S. BOBIGNY B 552 049 447



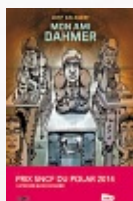
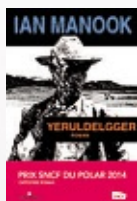
LE CRIME NE PAIE PAS, MAIS LE POLAR A SON PRIX.

PARCE QU'UN BON VOYAGE EN TRAIN S'ACCOMPAGNE SOUVENT D'UN BON POLAR, SNCF VOUS EN RÉVÈLE LES TALENTS DEPUIS 14 ANS. DÉCOUVREZ LES LAURÉATS 2014 DU PRIX SNCF DU POLAR. PLUS D'INFOS SUR POLAR.SNCF.COM



LES 3 LAURÉATS

ROMAN : YERULDELGGER
IAN MANOOK (ALBIN MICHEL)
BD : MON AMI DAHMER
DERF BACKDERF (ÇA ET LÀ)
COURT MÉTRAGE : PENNY DREADFUL
SHANE ATKINSON (ROB CRISTIANO)



Le Front national concentre ses attaques sur l'ancien président de la République

Après Jean-François Copé, le parti de Marine Le Pen cible Nicolas Sarkozy

Marine Le Pen en rêvait, l'UMP l'a fait. L'affaire Bygmalion, qui aboutit à l'implosion du parti de droite, quarante-huit heures à peine après la victoire du Front national aux européennes dimanche 25 mai, est une véritable aubaine pour le parti d'extrême droite. Le PS est en pleine crise d'identité, après ses revers successifs aux municipales et aux européennes. Et voilà maintenant que l'UMP se désagrège ! Pour le FN, c'est presque trop beau pour être vrai. « Nous devons dire que nous sommes la véritable force d'opposition, que nous avons un chef, Marine Le Pen, et le vent en poupe. Nos résultats le prouvent », martèle Nicolas Bay, secrétaire général adjoint.

Car, dans le plan de Marine Le Pen pour arriver au pouvoir, il y a une étape obligatoire : la destruction de l'UMP. C'est indispensable pour devenir le pôle d'attraction principal de l'opposition. Sur le papier, cela devait se faire grâce à

la progression électorale du Front, qui aurait exercé une telle pression sur le parti héritier du gaullisme que celui-ci aurait cédé sous ses coups de boutoir.

Les dirigeants frontistes ne veulent surtout pas montrer leur satisfaction. « On ne veut pas apparaître comme voulant profiter de la situation, ni comme en train de brasser sur les terres UMP », explique un cadre du parti. Et, au FN, on relativise même la crise de l'adversaire honni. « Ce n'est pas la première fois que la question de la disparition de l'UMP se pose. Seulement, cette fois, c'est plus spectaculaire », tempère un dirigeant.

Louis Aliot, lui, rappelle que la crise de direction de l'UMP, fin 2013, n'a pas détruit le parti. « Cela nous a profité sur le terrain et dans l'opinion, mais la structure a bien tenu malgré tout. Il faut regarder ça avec philosophie », estime le vice-président du FN. Mais M. Aliot juge aussi que cette énième crise de la droite pourrait pousser les

cadres locaux UMP vers le FN. « Ils ne sont pas idiots. Il y a les cantonales et les régionales en ligne de mire. Et ce qui ne s'est pas passé aux municipales pourrait bien se passer cette fois-ci », pronostique-t-il.

« Ce que l'on veut dire aux militants de l'UMP, c'est simplement que nous leur tendons la main, à ceux qui sont sur nos positions et qui hésitent. Aux donateurs

Le parti lepéniste veut absolument empêcher l'ancien président « de refaire une opération d'enfumage »

modestes aussi, ceux qui se sentent trahis », continue M. Bay. Ce dernier argument a d'ailleurs été immédiatement développé par Marine Le Pen. « S'il y a bien des personnes qui sont les dindons de la farce, c'est bien ces adhérents de l'UMP », a-t-elle notamment déclaré sur BFM-TV.

Cependant, il ne faut pas croire que le FN est dépourvu de stratégie concernant cette crise. La cible de leurs attaques ne sera pas l'UMP, mais Nicolas Sarkozy.

Le parti lepéniste veut absolument empêcher le retour de celui qu'il les a mis au tapis en 2007 et qui serait encore capable, selon les frontistes, « de refaire une opération d'enfumage ». Comprendre :

le seul à droite à pouvoir empêcher Marine Le Pen de gagner en 2017.

« Il faut faire feu sur Sarkozy. C'est le seul qui peut apparaître comme un chef à l'UMP », glisse encore un dirigeant FN. Et les premières banderilles ont été placées dès mardi par M^{me} Le Pen qui a assuré que Nicolas Sarkozy était « totalement disqualifié ». « Si les faits sont avérés, cela veut dire qu'il a triché, que la régularité de l'élection est mise en cause, que la légitimité du résultat du premier tour est mise en cause », a-t-elle asséné.

Mais le FN ne peut pas non plus trop insister sur les affaires de la campagne Sarkozy. La justice s'intéresse en effet aussi à certains de ses circuits de financement.

Une information judiciaire contre X a été ouverte le 3 avril pour « escroquerie en bande organisée », « faux et usage de faux » concernant Jeanne, le microparti de Marine Le Pen. Confirmée par le parquet de Paris, cette instruction, confiée au juge Renaud Van Ruymbeke, fait suite à une enquête préliminaire déclenchée en 2013 après un signalement de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques qui visait notamment les prêts accordés à des candidats FN lors des cantonales de 2011 et des législatives de 2012. Les frontistes affectent d'être confiants : « Nous n'avons aucune iniquité à ce sujet », assure M. Bay. ■

ABEL MESTRE

Les centristes tentent de tirer profit de la crise à l'UMP

Surtout ne pas se réjouir. Les ténors de l'UDI jouent la sobriété face à la tourmente qui balaie leurs alliés de l'UMP. « On ne peut pas se réjouir de ces moments de trouble et de défiance », commente Philippe Vigier, député d'Eure-et-Loir et président du groupe UDI à l'Assemblée.

Pour l'instant, les centristes attendent de voir ce qui sortira de la crise. Mais un sujet fait l'unanimité : le rejet des appels du pied de Nathalie Kosciusko-Morizet, qui a invité mardi à « retrouver l'esprit qui a présidé à la création de l'UMP, l'union de la droite et du centre ». M. Vigier balaie cette éventualité en lui adressant « une fin de non-recevoir ». « L'opposition a deux piliers : le centre et la droite. L'UMP est notre partenaire privilégié : on peut discuter avec eux d'un projet alternatif », complète-t-il.

Un autre dirigeant est aussi catégorique : « Toute perspective d'une nouvelle UMP est une folie. Ce serait une erreur majeure de vouloir refaire le parti unique. Cela nous a fait tout perdre. » « Oui à la coalition, non à la confusion », répond Jean-Christophe Lagarde, député de Seine-Saint-Denis.

Peur d'être cannibalisé

Surtout, les centristes soulignent que l'UMP est beaucoup trop divisée sur le fond pour pouvoir se prononcer sur l'attitude à adopter. « Le problème de l'UMP n'est pas que juridique. Ils ne sont d'accord sur rien », estime M. Lagarde. « Si l'UMP choisit une ligne droitiste, cela justifiera d'autant plus notre démarche. Mais cela pourra changer la natu-

re de notre partenariat avec eux », estime pour sa part un député.

Les centristes peuvent-ils tirer profit de la crise à l'UMP ? En novembre 2013, pendant la guerre Copé-Fillon, ils n'avaient pas attiré en masse les déçus de l'UMP. Mais le parti venait de naître, son avenir était incertain. Aujourd'hui, avec leurs bons résultats aux municipales et aux européennes, ils paraissent dynamiques et unis, puisque le MoDem de François Bayrou les a rejoints. « On ne pourra bénéficier de cette crise que si l'on apparaît dignes dans le comportement et stables sur le fond de la pensée », prédit un dirigeant.

Certains membres de la direction de l'UDI demandent le report de leur congrès prévu pour octobre, comme celui de l'UMP. A cette occasion, les centristes doivent choisir un remplaçant à Jean-Louis Borloo, qui s'est retiré pour raison de santé. La peur d'être cannibalisés par le congrès de leur allié est bien présente.

Autre argument avancé : la guerre des chefs qui se prépare entre les prétendants – pour l'heure Hervé Morin, Jean-Christophe Lagarde et Jean-Christophe Fromantin. Cela pourrait donner une image dévastatrice : les deux partis de la droite républicaine s'entre-déchirant. Une éventualité que rejette Philippe Vigier qui souhaite que « le congrès, rendez-vous statutaire, se déroule dans la sérénité ». Pour M. Lagarde, le repousser « n'aurait aucun sens ». « Cela ne ferait qu'installer la compétition interne alors qu'il faut que l'on se réorganise vite. » ■

A. ME

Bonnes Adresses

Reproduction interdite

Tarifs 01/01/14 Tél. : 01 57 28 38 52

1 parution	Professionnels	Particuliers
Forfait 5 lignes	65€ HT	65€ TTC
Forfait 10 lignes	110€ HT	110€ TTC

mobeco

“Spécialiste du convertible” pour couchage quotidien

960* €
couchage 140
Tissu Microfibre coloris au choix

1 399* €
couchage 140
Tissu Cuir coloris au choix

01 42 08 71 00 7j/7

50 av. d'Italie 75013 PARIS 148 av. Malakoff 75116 PARIS

262 bd du Havre 95480 PIERRELAYE 247 rue de Belleville 75019 PARIS

Payez jusqu'à 10x sans frais
Livraison gratuite dans toute la France

* dont Eco-Part de 9€ Détails sur mobeco.com

ARTS

PEINTURES SUISSES

RECHERCHONS pour nos collectionneurs

Aloïse, Auberjonois, Bocion, Buchet, Bille, Bieler, Hodler, Vallotton, Soutter et toutes œuvres de qualité

Estimations gratuites à domicile

Païement aux plus hauts cours du marché

Cabinet d'expertise ARTS ANCIENS
CH-2027 Montalchez
art-ancien@bluewin.ch
+4132 835 17 76 / +4179 647 10 66

CESSATION LABORATOIRE

Biologiste vend Laboratoire Analyses Médicales Région PACA Quartier en expansion. Transfert possible dans superbe local d'angle. Affaire saine clientèle directe à développer ou à transférer dans les départements limitrophes. Mise à prix 4.370.000€

Tel : 06.51.49.43.71

LIVRES

LIBRAIRE ACHÈTE LIVRES 20°

Illustrés Modernes, Beaux Arts Sciences Humaines, Littérature Voyages, Photos, Plaiade etc.

GOLEN : 06.30.49.93.94

ACHAT LIVRES ANCIENS & MODERNES (18ème, 19ème, Pléiades...)

Librairie Pettit
www.livres-revues.com
Tel : 06.81.13.99.38

LIBRAIRE ACHÈTE

Livres anciens, modernes, pléiades, services de presse, successions, bibliothèques

06.40.15.33.23

DÉCORATION

RENOV'DÉCO 1961 SARL

Nos compétences, notre expérience et notre goût du travail soigné

A VOTRE SERVICE !
PEINTURE, PAPIER-PEINT, PARQUET, ELECTRICITE, CARRELAGE, PLOMBERIE, MACONNERIE, MENUISERIE.

*Devis gratuit *Délai respecté
Tel : 01.40.09.79.26
06.21.40.02.81
www.renovodeco1961.fr

CONFECTION RÉALISATION À VOS MESURES !

VOILAGES, RIDEAUX, STORES

Intérieurs et extérieurs
Choix de tringles et de tissus d'éditeurs.
Conseils, devis, prises de mesures, réalisations et poses assurées par nos décorateurs.

15 % LECTEURS DU MONDE

34, rue de Bassano, 75008 Paris.

Tél. : 01.47.20.78.84

CRÉEZ VOTRE TAPIS

RÉALISATION DE MODÈLES UNIQUES

Large choix de styles formes matières et textures
LAINE, SOIE, LIN

Fabrication française et sans intermédiaire.

ÉTUDE ET DEVIS GRATUITS.

Manufacture Tapis Design
34, rue de Bassano, 75008 Paris.

Tél. : 01.47.20.78.84
www.lightandmoon.com

BIJOUX

PERRONO est ré-ouvert

PERRONO-BIJOUX

Anciens. Occasions
Argenteries. Brillants
Pierres Précieuses
Création & Transformation
Réparations
Achat Ventes. Echanges
Sélectionné par le guide PARIS PAS CHER

OPÉRA : angle bd des Italiens 4, rue de la Chaussée d'Antin
Tél : 01 47 70 83 61

ÉTOILE : 37, avenue Victor Hugo
Tél : 01 45 01 67 88

Ouverts du mardi au samedi

MEUBLES

L'IMPÉRISSABLE BIBLIOTHÈQUE à COLONNADES de PARINGER

Changez de perspective, en allant chercher un bon livre ... Tous modèles à vos mesures, et même au fur et à mesure. Doc sur demande.

... Mieux : Une visite ! ... PARINGER, 121, rue du Cherche-Midi, Paris 6°
Tél. : 01.42.22.22.08
www.paringer.fr

Le DANIELIT version CANALETTO EXCLUSIVITÉ PARINGER

Lit-double Gigogne à lattes, formant canapé, à mise à niveau automatique d'un simple dé clic.

Structure hêtre massif.
Boiserie : toutes teintes.
Tissu : tous coloris.

(Existe aussi avec structure métal, ou bien entièrement recouvert de tissu).

Exposition et vente chez PARINGER
121, rue du Cherche-Midi 75006 Paris
(Angle 21, bd Montparnasse)
MÉTRO DUROC OU FALGUIÈRE
Tel : 01.42.22.22.08
www.paringer.fr
Documentation sur demande

LES DORSALINO

BEAU CUIR PARINGER fabrique les Dorsalino Cuir,
pour le Bureau et pour la Télé

Les petits fauteuils de PARINGER ont un nom :

Les DORSALINO

- Souples, ils tournent à 360°, s'adaptent à toutes les courbures et postures.
- Sûrs et élégants, ils sont recouverts de beaux cuirs.

Une belle invention de PARINGER.

Exposition et vente directe au 121, rue du Cherche-Midi 75006 Paris
(Angle 21, bd Montparnasse)
Tel : 01.42.22.22.08
www.paringer.fr
paringerparis@yahoo.fr
Doc sur demande

VÊTEMENTS

PRIX IMBATTABLES

Bernard Zins, Bugatti, Alain Gauthier, Derek-Rose, Guy de Berac, Lorenzo, Digel, etc.
« Les meilleurs »
53, rue d'Avron - 75020 PARIS
Tél. : 01.43.73.21.03

ANTIQUITÉS

ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES

« ART D'ASIE » : CHINE, JAPON ET MOYEN-ORIENT

06.07.55.42.30 P. MORCOS

EXPERT CNE
★ Porcelaines et Bronzes
★ Cristal de Roche
★ Corail et Ivoires Anc.
★ Jade blanc et couleurs
★ Cornes et Laques
★ Peintures et Tissus anc.
★ Manuscrits et Estampes

DEPLACEMENT PARIS - PROVINCE
morcospatrick@orange.fr

Suite à mes prestations télévisées sur le marché de l'art, je vous propose

UN RENDEZ-VOUS POUR VOS DEMANDES D'ESTIMATIONS,
Spécialisé successions

J'ACHÈTE
Meubles Tableaux Pendules
Objets d'art & curiosités
Argentierie Livres anciens
Viols & Archets anciens
Art d'Afrique et d'Asie
Art décoratif du Xxe s
Art d'Islam et d'Orient
Photos anciennes et d'artistes
Sérieux et discrétion assurés, déplacements Paris et Province.

PATRICK MORCOS EXPERT
Affilié à la Compagnie Nationale des Experts
06.07.55.42.30
morcospatrick@orange.fr

ARCHITECTE

MARIANNE LE BERRE ARCHITECTE DPLG

Rénovation de votre appartement
Visites de conseil.
www.marianneleberre.com
Tel : 06.22.70.81.30

AUTO

VENDS PORSCHE 911

Type 964 - Mise en circulation 06/93
première main 79.000 km gris métal

Tél. : 02.51.35.23.62
ou 06.24.09.13.42

A Calais, les camps rasés, les migrants toujours dans l'impasse

Justifiés par une épidémie de gale, les démantèlements de mercredi soulignent l'absence de solutions pour ces étrangers qui rêvent de l'Angleterre

Reportage

Calais

Envoyée spéciale

C'est sous un ciel gris que les forces de l'ordre ont commencé, mercredi 28 mai à l'aube, à démanteler deux grands campements de migrants situés en plein centre-ville de Calais. Les 550 Erythréens, Soudanais, Afghans ou Syriens qui, depuis huit mois, en avaient fait leur abri de fortune, n'ont pas résisté aux CRS qui les encerclaient progressivement. Les tentes et bâches plastiques qui leur servaient de toit devaient être détruites dans la foulée. Vers 10 heures, toutefois, certains avaient commencé à se barricader à l'intérieur d'un parking à ciel ouvert, situé à côté et cerné de grillage, qui sert d'ordinaire à la distribution du diner gratuit auquel ils ont droit chaque soir.

Bien que la préfecture se soit engagée à ne faire aucune interpellation, un certain nombre hésitaient à prendre les cars censés les emmener prendre des douches avant qu'ils ne soient libérés. Ce démantèlement illustre l'absence de solutions, depuis plus de dix ans, proposée pour régler le sort des étrangers irréguliers qui tentent chaque jour de rejoindre clandestinement le Royaume-Uni.

« J'arrête, j'abandonne, je vais prendre un train pour Paris », disait deux jours plus tôt, découragé, Saïf, un Erythréen de 41 ans, anticipant la destruction de sa tente, posée près de tas de mouchoirs sales et dans une odeur pestilentielle d'urine. Un mois que cet ex-professeur d'anglais qui avait quitté son pays trois ans plus tôt tentait de gagner l'Angleterre tout en préservant un semblant d'hygiène. Mais après quatre tentatives avortées, il était las. Emmittoufflé dans un grand manteau, il s'en est allé avec pour

« J'arrête,
j'abandonne, je vais
prendre un train
pour Paris »
Saïf
migrant érythréen

tout bagage une mallette noire.

Le préfet du Pas-de-Calais, Denis Robin, avait annoncé le démantèlement le 21 mai. Une des raisons invoquées : la concentration de migrants sur ces petites surfaces. Lundi 26 mai, on comptait plus de 85 tentes sur l'une, 120 sur l'autre. L'un des campements était situé sur un quai étroit en bord de canal. L'autre se trouvait face à la CCI. Les deux terrains appartiennent à la région (PS) et ce n'est qu'il y a quelques jours, selon la préfecture, qu'elle aurait donné son feu vert à une évacuation.

Alors que plus de 31 % des Calaisiens ont voté pour le FN aux élections européennes, le 25 mai, les



Un jeune Afghan plie sa tente avant le démantèlement, mardi 27 mai, du campement à Calais. OLIVIER JOBARD POUR « LE MONDE »

tensions étaient de plus en plus vives avec les riverains. « Il y a des gens qui nous font des doigts d'honneur, d'autres qui crient et lancent des pierres », ont rapporté au Monde plusieurs migrants, dont Mahmoud (pseudonyme), Syrien de 30 ans. Arrivé à Calais il y a cinq mois, il enregistre déjà près de vingt tentatives ratées pour le Royaume-Uni : « Ici, on vit comme des animaux, mais où aller d'autre ? »

L'autre argument avancé par la préfecture pour démanteler les campements porte sur l'insalubrité. Faute de poubelles, des montagnes de détritus ont fini par s'entasser. Les migrants vivaient dans une déchetterie à ciel ouvert. Une épidémie de gale a en plus commencé à se propager, il y a six semaines. « 20 à 25 % des migrants sont contaminés », expliquait au Monde, lundi, M. Robin. C'est une question de santé publique. »

Un argument dénoncé par les associations de défense des étrangers. Dans un communiqué diffusé le 27 mai, elles ont estimé que la gale servait surtout de « prétexte ». Le protocole mis en place par la préfecture – distribution d'un cachet aux migrants lors du diner que propose quotidiennement une association, douches collectives, soutien logistique de la Croix-Rouge – leur

paraît insuffisant pour avoir un réel effet thérapeutique.

Les associations ont surtout dénoncé, mardi, le fait que peu de solutions de mises à l'abri soient proposées aux migrants suite au démantèlement. Depuis août 2012, une circulaire oblige en principe les pouvoirs publics à proposer un relogement. Pour les mineurs, la préfecture avait bien prévu, mercredi, de réquisitionner une base de loisirs. Les migrants qui veulent demander l'asile devaient être orientés vers des centres d'héberge-

ment. Pour les autres, aucune alternative n'était envisagée.

Une décision en partie liée au fait que très peu de migrants acceptent de s'éloigner de Calais, préférant rester proches des ferries pour poursuivre leurs tentatives de traversée. « Moi, j'ai mis mes couvertures dans un sac et mes habits dans un autre », expliquait, lundi soir, un Afghan de 38 ans. Comme d'autres, il envisageait de retourner s'installer dans un des petits campements cachés dans les dunes, à l'écart de la ville.

Sept migrants morts depuis janvier

L'ANNÉE 2014 s'annonce particulièrement meurtrière pour les migrants de Calais. Depuis janvier, sept ont déjà trouvé la mort dans divers accidents. Mais du temps de Sangatte, les « morts se comptaient par dizaines », se défend le préfet du Pas-de-Calais, Denis Robin. Dix-sept personnes étaient notamment décédées, en 2002, année de la fermeture du centre. Depuis, il était rare de recenser plus de trois ou quatre drames par an.

Cette année, le dernier décès remonte au 24 mai. Un Soudanais

de 18 ans est mort écrasé par un car garé sur le parking d'un supermarché. Il avait tenté de se cacher dans son bloc-moteur. Le 12 et le 15 mars, deux Ethiopiens ont connu le même sort. L'un, âgé de 20 ans, a été broyé par un camion. L'autre a été renversé alors qu'il marchait sur le port.

Les migrants sont de plus en plus jeunes et prennent de plus en plus de risques, s'inquiètent régulièrement les forces de l'ordre. Beaucoup se cassent des membres lors de leurs assauts ratés. Le 9 mars, c'est toutefois lors d'un

Les terrains rasés mercredi incarnent en fait l'entre-deux impossible dans lequel se trouvent migrants, associations et autorités, depuis la fermeture du centre de Sangatte, en 2002. Cet immense hangar avec douches, toilettes, géré à l'époque par la Croix-Rouge, avait été installé sur une commune à 12 km de Calais. Il avait une capacité d'accueil de 800 personnes. Mais il s'était progressivement retrouvé à héberger jusqu'à 1800 personnes.

Après sa clôture, les migrants s'étaient peu à peu regroupés – jus-

qu'à 800 – sur un terrain vague dans une zone artisanale de Calais : la « jungle ». Un temps tolérée, elle avait été rasée en 2009.

Depuis, le flux de migrants a diminué. Il s'est stabilisé autour de 800 personnes sur le littoral de la Manche. Mais il ne s'est jamais tari, variant juste au gré des conflits dans le monde et des démantèlements de filières. L'extrême précarité des conditions de vie dans les squats qui se sont multipliés dans les dunes ou des maisons abandonnées n'y a rien changé. Quand ils ne se découragent pas, les candidats à l'émigration mettent entre un et cinq mois pour rallier l'Angleterre.

Face à cette impasse, Médecins du monde essaie depuis peu de convaincre des municipalités du littoral de mettre en place des solutions alternatives. Près de Dunkerque, elle a ainsi installé, en 2012, six abris en bois d'une capacité totale de 50 personnes. Le confort est sommaire, « mais il correspond aux conditions d'un camp de réfugiés et il n'y a pas d'appel d'air », explique Cécile Bossy, coordinatrice de MDM. L'avant-veille des démantèlements, un Afghan montrait au Monde le seul abri en bois bricolé de son campement : « C'est notre Taj Mahal ! », plaisantait-il. ■

ELISE VINCENT

E. V.

La durée d'examen des demandes d'asile au cœur du futur projet de loi

Bernard Cazeneuve a confirmé mardi qu'il souhaitait raccourcir les délais et simplifier les démarches. Un texte devrait être présenté fin juin

Calais, rares sont les migrants qui demandent l'asile alors que beaucoup y sont éligibles. A l'exception des Albanais, les principales nationalités présentes sont des Afghans, des Erythréens, des Ethiopiens et des Syriens. L'une des raisons de leur obstination à vouloir traverser la Manche est liée au fait que beaucoup ont des proches au Royaume-Uni. Mais un grand nombre hésitent aussi à déposer une demande d'asile en France à cause des délais de traitement des dossiers : deux ans en moyenne.

Un débat était organisé sur le sujet à l'Assemblée nationale, mardi 27 mai, en présence du ministre de l'intérieur, Bernard Cazeneuve.

Une discussion sur un rapport du comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques (CEC). Mi-avril, deux parlementaires du CEC – Jeanine Dubié (groupe radical) et Arnaud Richard (UDI) ont, comme d'autres, dressé un état des lieux alarmiste du système d'asile : saturé, trop onéreux...

Alors qu'un projet de loi sur l'asile doit être présenté d'ici à fin juin, M. Cazeneuve en a confirmé, mardi, les grandes lignes et le principal objectif : ramener à neuf mois les délais d'examen des dossiers. Si ces longs délais dissuadent les migrants de rester à Calais, ils les incitent, ailleurs en France, plutôt à rester sur le territoire. Beaucoup d'individus ont en effet pris le parti

de recommencer une nouvelle vie quelque part, ce qui rend plus délicat leur éloignement en cas de rejet de leur dossier.

Temps perdu

Pour réduire ces délais, le futur projet de loi devrait donc commencer par s'attaquer aux multiples démarches imposées aux demandeurs d'asile avant même qu'ils ne déposent leur dossier à l'Office français des réfugiés et des apatrides (Ofpra) – lui-même en pleine réforme (Le Monde du 4 février). Selon les régions, ils doivent courir se présenter à la préfecture, poursuivre avec l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII), tout en trouvant où se domicilier. Ces

démarches peuvent prendre des mois. Selon nos informations, la fin de la domiciliation et la création d'un « guichet unique » sont désormais actées.

L'autre lieu où beaucoup de temps est actuellement perdu est la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Quand son dossier est rejeté à l'Ofpra, un demandeur peut faire un recours devant cette Cour où siègent trois juges. Mais ces recours – qui constituent jusqu'à un tiers de l'activité de la CNDA – sont souvent ceux de migrants originaires de pays dits « sûrs » (par exemple, le Kosovo). Des migrants qui ont peu de chance d'obtenir le statut de réfugié et qui sont placés en procédure dite « prioritaire ». Selon des

éléments recueillis par Le Monde, le futur projet de loi prévoit que leur demande soit désormais examinée par un juge unique entre quatre et six semaines.

Le fonctionnement de la CNDA a fait l'objet de tellement de critiques que certaines versions du projet de loi envisageaient de la supprimer pour transférer son contentieux vers les tribunaux administratifs. Mardi, M. Cazeneuve a tranché : « L'intention du gouvernement » est de la « rénover, non de la supprimer ». La CNDA a donc sauvé sa tête. Mais elle pourrait perdre le combat sur l'enregistrement audio des récits de migrants lors de leur passage à l'Ofpra. L'office y est favorable, pas la CNDA.

Le futur projet de loi devrait enfin beaucoup revoir la gestion des logements pour demandeurs d'asile (les CADA). Les migrants pourraient être contraints d'aller dans ceux situés hors de Paris, moins saturés. Pour désengorger ces CADA, le futur texte va à l'autre bout de la chaîne accentuer la pression sur les débouts. Beaucoup continuent d'occuper leur logement une fois leur dossier rejeté.

Mardi, M. Cazeneuve a confirmé en ce sens son souhait de développer « l'assignation à résidence ». Il n'a pas précisé les lieux où elle pourrait se faire mais il s'agit d'un des points qui inquiètent le plus les défenseurs des étrangers. ■

E. V.

Violences sexuelles sur les mineurs : le Sénat rouvre le débat sur la prescription

Des associations poussent à la prise en compte des phénomènes d'enfouissement du traumatisme

Les souvenirs ont ressurgi, en 2011, lors d'une nuit d'insomnie. Les hauts murs du collège Saint-Nicolas d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), le grand dortoir de l'internat, la « *guitoune* » du surveillant devant laquelle il devait passer pour aller se coucher, tout est brusquement revenu à la mémoire d'Olivier Demacon. Le prénom du « *pion* » qui l'obligeait à rester « *une éternité* » debout les mains sur la tête, et lui glissait : « *Tu passeras quand tu seras prêt.* » Le lit du surveillant, l'odeur de sueur, les gestes dans le silence de la nuit. Le silence étouffant, la peur. Tout est revenu sans crier gare.

Près de quarante-trois ans après les faits, Olivier Demacon, père et désormais grand-père, n'a pas le souvenir exact du nombre de fois où il est « *passé* » par la guitoune du surveillant mais il a la certitude d'avoir été abusé. Lors de cette nuit d'insomnie, il est tombé sur la photo de sa classe de 5^e sur Internet, il a laissé un message. « *Moi aussi, j'ai été au collège Saint-Nicolas, ça s'est mal passé, on peut peut-être en parler.* » Le lendemain matin, Alain, qui avait posté deux ans plus tôt sur le site Copains d'avant cette photo comme une bouteille à la mer, l'appelait. Lui aussi assure avoir subi les sévices du surveillant.

Olivier Demacon s'apprête à déposer plainte. Cependant, les faits de violences sexuelles qu'il dénonce sont prescrits depuis bien longtemps. En France, la prescription est de trois ans pour les agressions sexuelles, dix ans pour les viols. La loi accorde une dérogation pour les violences commises sur mineurs, mais dans tous les cas, Olivier Demacon est hors délai.

Zahia Hameurlaine, une ancienne ouvrière de l'usine Paris-Rhône à Lyon, qui a découvert avoir été violée après trente-sept ans d'amnésie, avait éprouvé, en mars 2012, le même besoin de déposer plainte contre son agresseur mais elle s'était elle aussi heurtée à la prescription. Cécile B., dont les images de l'été de ses 5 ans sont réapparues après une séance d'hypnose, a demandé à la justice de lui accorder la même dérogation que celle accordée aux victimes d'infraction financières. Pour ces dernières, le délai de prescription ne court qu'après la révélation des faits. Mais en décembre 2013, la Cour de cassation s'y est opposée.

C'est notamment pour prendre en compte ces phénomènes d'occultation des souvenirs liés au traumatisme subi par les victimes que les sénatrices centristes Muguette Dini et Chantal Jouanno proposent de modifier le délai de prescription des agressions sexuelles commises sur des mineurs.



Dans le texte, tel qu'elles le présentent mercredi 28 mai en séance, elles demandent que le délai de prescription ne coure qu'à partir du moment où la victime est en mesure de dénoncer les faits, c'est-à-dire en mesure de déposer plainte. Actuellement, les personnes qui ont subi des sévices pendant l'enfance ont dix ou vingt ans après leur majorité pour le faire – tout dépend de la nature des faits.

En l'état, le texte présente plusieurs difficultés juridiques. La principale est qu'en accordant à la victime le droit de déposer plainte lorsqu'elle sera en mesure de le faire, les sénatrices UDI rendent le crime sexuel sur mineur quasi imprescriptible. Or, sur ce point, le législateur en France est clair : seul le crime contre l'humanité doit être imprescriptible.

En revanche, la solution apportée par deux amendements du groupe socialiste pourrait faire consensus à droite comme à gauche et satisfaire en partie les associations de victimes. Elles y verraient déjà un pas supplémentaire dans le combat qu'elles mènent depuis plusieurs années. Sensible aux « *phénomènes d'amnésie traumatique* », le sénateur (PS, Hauts-de-Seine) Philippe Kaltenbach pro-

pose ainsi de rallonger de dix ans le délai de prescription dans le cadre de violences sexuelles commises sur mineurs. Pour les faits aujourd'hui prescrits au bout de dix ans, le délai passerait à vingt ans. Pour ceux prescrits après vingt ans, il passerait à trente ans. Une person-

Actuellement, les personnes qui ont subi des sévices pendant l'enfance ont dix ou vingt ans après leur majorité pour dénoncer les faits

ne violée dans l'enfance aurait donc jusqu'à ses 48 ans pour déposer plainte contre son agresseur.

Ces deux amendements ont été adoptés à l'unanimité par le groupe socialiste. La commission des lois n'y est pas hostile même si elle restera très attentive, au cours des débats, au maintien d'un édifice cohérent des peines et des prescriptions.

Cette modification des articles 7 et 8 du code de procédure pénale, si elle était adoptée par les séna-

teurs, ne manquerait pas de rouvrir un débat juridique de fond. Denis Salas, magistrat et essayiste, met en effet en garde contre « *un dispositif qui semble aller dans le bon sens mais qui pourrait au final se retourner contre les victimes* ». Secrétaire général de l'Association française pour l'histoire de la justice, il craint « *que la satisfaction immédiate pour les victimes d'avoir la possibilité de déposer plainte dans un temps long ne se transforme au final en une désillusion, faute de preuves, d'éléments matériels ou de témoignages* ».

A ses yeux, le législateur et les associations « *ne tiennent pas suffisamment compte du fonctionnement de la justice* ». Pour juger, il faut des éléments matériels. Or, les preuves s'effritent avec le temps « *et le témoignage d'une victime traumatisée ne suffit pas à faire l'intime conviction des jurés, prévenant-il. Attention en promettant ce genre de choses. Il ne faudrait pas que la victime qui attend une sanction soit cruellement déçue par un résultat qui ne serait pas à la hauteur de ses attentes.* » Or, plus le temps passe, plus s'accroît le risque de non-lieu ou d'acquiescement. ■

EMELINE CAZI

Réforme pénale : la majorité socialiste a gommé ses divisions

Le texte, qui sera débattu mardi à l'Assemblée, est le fruit de minutieux compromis

Le débat sur la réforme pénale a été officiellement lancé, mardi 27 mai, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale dans une relative indifférence – la plupart des 449 amendements de l'opposition n'ont même pas été examinés, en raison de l'absence de leurs auteurs. Le projet de loi sur « *la prévention de la récidive et l'individualisation des peines* » sera examiné à partir du 3 juin.

Ce « *texte important, qui marque incontestablement la législation* », a déploré Eric Ciotti (UMP, Alpes-Maritimes), devrait y être adopté sans trop de difficultés : il va être examiné selon la procédure accélérée, avec une seule lecture par Chambre ; l'opposition s'est contentée d'un débat de trente heures alors qu'elle pouvait en demander quarante-cinq.

Enfin, le texte, à plusieurs égards durci, est le fruit d'un minutieux arbitrage du rapporteur, Dominique Raimbourg (PS, Loire-Atlantique), qui, après près de 300 auditions, a déposé 85 amendements et obtenu à la fois l'accord des ministres de la justice et de l'intérieur – un vif débat avait opposé Christiane Taubira à Manuel Valls l'été 2013, qui jugeait à l'époque que le texte avait une « *légitimité fragile* ». Aujourd'hui, « *la majorité parlementaire dans son intégralité, je dis bien dans son intégralité*, a insisté Colette Capdevielle (PS, Pyrénées-Atlantiques), *soutient avec enthousiasme ce texte* ».

« *Nous sommes partis d'un constat d'échec certain de la loi ces dix dernières années*, a indiqué Christiane Taubira, *le nombre de détenus a augmenté de 35 % en dix ans, ce qui ne correspond ni à l'évolution des délinquances*. » Le taux de condamnation en récidive est passé entre 2001 et 2012 de 4,9 % à 12,1 %, « *ce qui donne très clairement la mesure de l'impact des décisions qui ont été prises*. Enfin, « *les sorties sèches* » de prison, sans suivi ni accompagnement, « *qui sont le terreau de la récidive* », frisent les 80 %, et même 98 % pour les peines de moins de six mois.

La peine doit être adaptée à la gravité des faits, au parcours et à la personnalité de son auteur, en redonnant une marge d'appréciation aux magistrats, a insisté la garde des sceaux, et elle doit être effective avec un dispositif d'accompagnement sérieux. Deux articles du projet lui semblent essentiels, le premier, qui définit le sens de la peine : « *Sanctionner l'auteur, protéger la société, contribuer à réparer le préjudice des victimes, préparer la réinsertion des condamnés et la sortie du parcours de la délinquance*. »

Le second vise à rassembler les droits des victimes, « *dispersés dans le code pénal* », et à les renforcer. Un amendement prévoit d'ailleurs une

« *sur-amende* » de 10 % pour abonder un fonds d'aide aux associations de défense des victimes.

Le projet de loi ne concerne que des délits, c'est-à-dire les 600 000 condamnations prononcées tous les ans par les tribunaux correctionnels à des peines d'un maximum de dix ans, et non pas les 2 500 arrêts de cour d'assises pour les crimes. Une « *césure* » du procès pénal sera possible, pour que les juges se prononcent sur la culpabilité et l'indemnisation des victimes lors d'une première audience, et après une enquête de personnalité et dans un délai de quatre mois, une seconde audience définira la peine. Qui pourra être une peine de probation, la « *contrainte pénale* », une peine exécutée hors de la prison – toutes les études prouvent que la récidive est moindre si elle est exécutée en milieu ouvert – avec cependant des contraintes alourdies par Dominique Raimbourg.

La peine doit être adaptée à la gravité des faits, au parcours et à la personnalité de son auteur, a insisté la garde des sceaux

Le condamné sera inscrit au fichier des personnes recherchées : jusqu'ici, la police et la gendarmerie ne savaient rien du sort d'un sortant de prison – ils auront la possibilité, sous le contrôle du juge, de le géolocaliser, de le placer sur écoute ou de faire des visites domiciliaires.

Le juge pourra aménager les obligations du condamné, révoquer les crédits de réduction de peine pour ceux qui ne les respectent pas, une commission d'application des peines pourra même réincarcérer le condamné s'il y fait défaut. Mille conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation pour le suivi des condamnés vont être recrutés, mais « *on est encore un peu juste* », a reconnu Dominique Raimbourg.

La contrainte pénale était pour le gouvernement réservée aux peines « *encourues* » jusqu'à cinq ans – et non pas aux condamnations à des peines de cinq ans. Un amendement socialiste, auquel le gouvernement est favorable, autoriserait la contrainte pénale pour tous les délits. Enfin, les peines planchers vont être supprimées ainsi que la révocation automatique des sursis. Un « *rendez-vous* » obligatoire sera organisé aux deux tiers de la peine pour envisager une libération conditionnelle. ■

FRANCK JOHANNÉS

« Ma thèse en 180 secondes », le stand up des doctorants

Le grand amphi qui abritait au XVII^e siècle le collège de chirurgie de l'université Paris-V-Descartes n'avait sans doute jamais connu pareille ambiance. Mardi 27 mai, dans ce décor chargé d'histoire, il y avait une caméra, un public endiablé, un jury, des jingles... Un instant, on se serait cru à l'enregistrement de « The Voice », « Danse avec les stars » ou encore « N'oubliez pas les paroles ». En réalité, c'était beaucoup plus sérieux ! Huit candidats, cinq garçons et trois filles, de quatre universités – Paris-X-Nanterre, Paris-VI-UPMC, Cergy-Pontoise et Paris-Saclay – étaient venus défendre leur sujet de thèse en seulement... 180 secondes, pas une de plus, lors de la finale d'Ile-de-France d'un concours singulier, devant un jury composé

d'universitaires, de journalistes et de représentants d'entreprise.

Objectif : gagner l'un des trois prix de 500 euros à 1 000 euros et surtout sa place pour la grande finale nationale qui aura lieu le 10 juin. Trois candidats sur les quinze finalistes partiront ensuite à Montréal, fin septembre, défendre les couleurs de la France face à des candidats québécois, marocains et belges.

Rires

Le concept de « Ma thèse en 180 secondes » est né en Australie en 2008 à l'université de Queensland. Il a été repris au Québec en 2012. En France, un coup d'essai a eu lieu un an plus tard en Lorraine. Il a fait des émules. Vingt-deux universités dans quinze régions de France se sont prises au jeu.

« Ma thèse en 180 secondes » est un véritable défi, car l'exercice se situe à l'opposé de ce qu'on demande habituellement à un doctorant. Il faut être très concis, utiliser un vocabulaire simple, bref, vulgariser à l'extrême son sujet de thèse. Pas évident lorsqu'on travaille depuis des années, comme Ariadna Martinez-Marrades, sur un microscope holographique (Paris-VI-UPMC) ou encore sur l'absorption à deux photons pour la détection infrarouge, comme le fait Benjamin Vest, doctorant à Polytechnique (Paris-Saclay), et vainqueur ce mardi.

Une fois le top départ donné, il s'agit de ne pas bafouiller ou d'avoir un trou. Malgré le stress, nos huit doctorants avaient l'air plutôt à l'aise. Certains ont même réussi à faire rire l'audience. Il faut

dire qu'ils avaient bossé avec des comédiens. Une aide « *très précieuse* », selon Adrien Krauz, et dont la thèse, faite à Nanterre, porte sur la transition écologique. « *Nous ne sommes pas formés à parler en public alors que nous sommes censés enseigner ou parler dans des colloques* », note-t-il. La veille encore, Adrien était un peu paniqué. En répétant, il parlait trois minutes et trente secondes. Il est reparti bredouille, mais satisfait de sa performance.

Après « Ma thèse en 180 secondes », les doctorants français s'adonneront peut-être à un autre exercice. Aux États-Unis, la revue *Science* organise depuis 2008 « *Dance your PhD* », un concours de la meilleure chorégraphie présentant une thèse de doctorat. ■

NATHALIE BRAFMAN

QSP

- CESSATIONS DE GARANTIE

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que la garantie financière dont bénéficiait la :
DIDEROT IMMOBILIER SAS
143 Bd Diderot - 75012 PARIS
SIREN : 400 556 122

depuis le 1^{er} janvier 2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLE ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la SAS DIDEROT IMMOBILIER.

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44
QBE FRANCE, sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08 (RCS Paris 414 108 708), succursale de QBE Insurance (Europe) Limited, Plantation Place dont le siège social est à 30 Fenchurch Street, London EC3M 3BD, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :
M. Alain BLANCHET
2 Bis Place Jean Jaurès
33000 BORDEAUX - SIREN : 389 562 778

depuis le 1^{er} janvier 2004 pour ses activités de : TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Etoile Saint-Honoré – 21 Rue Balzac – 75406 Paris Cedex 08. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de Monsieur Alain BLANCHET.

Guillaume Gallienne travestit Lucrece Borgia

Denis Podalydès signe une mise en scène splendide, même si son choix de confier le rôle-titre à un homme dérange



Guillaume Gallienne interprète Lucrece Borgia. A ses côtés, Suliane Brahim joue Gennaro. BRIGITTE ENGUERAND/DIVERGENCE

Théâtre

Remblez, bonnes gens, Lucrece Borgia est de retour. Lucrece l'incestueuse, l'empoisonneuse, la monstreuse hante à nouveau les plateaux de théâtre, depuis quelques mois. Pas moins de quatre mises en scène à la suite, et de stars pour le rôle-titre, un des plus flamboyants du répertoire : après Marina Hands (sous la direction de Lucie Berelowitsch) et Nathalie Richard (sous celle de Jean-Louis Benoit), et avant Béatrice Dalle, qui l'interprétera cet été au château de Grignan dans une mise en scène de David Bobée, voici... Guillaume Gallienne.

Le sujet ne manquera pas de pimenter les conversations dans les diners en ville, ces prochaines semaines : le célèbre sociétaire de la Comédie-Française, tout aéré-lé du succès de son film *Les garçons et Guillaume, à table!*, était-il le meilleur choix pour incarner la superlative héroïne hugolienne? On laissera le lecteur patienter encore un peu avant de livrer notre avis, pour dire d'abord la

beauté et le raffinement de ce spectacle que signe Denis Podalydès, et qui est la dernière création de la saison dans une Comédie-Française en attente d'un nouvel administrateur.

Dans cette mise en scène se lit notamment tout l'amour que Denis Podalydès porte au théâtre de Giorgio Strehler et à celui d'Antoine Vitez – un théâtre humaniste, qui n'a pas peur de la référence historique, mais porté par une vraie modernité du regard. Tout est somptueux dans cette *Lucrece Borgia*, de la première scène de carnaval dans la nuit vénitienne au bal macabre chez la princesse Negroni. Somptueux, les décors d'Eric Ruf, les costumes de Christian Lacroix et les lumières en clair-obscur de Stéphanie Daniel, qui font apparaître et disparaître les personnages comme les ombres de la nuit.

Nuit obscure... Hugo disait que les Borgia étaient « les Atrides du Moyen Âge », mais c'est la dimension œdipienne de la pièce qui ressort dans la mise en scène de Denis Podalydès, l'impossible conquête de leur identité par les personna-

ges. Lucrece, fille de pape, a eu un fils, Gennaro, de son union incestueuse avec son frère César. Le jeune homme, devenu soldat de la République de Venise, ignore tout de son identité. Dans l'atmosphère

Le corps de Lucrece est la tragédie, le foyer même de l'innommable, le lieu où il s'engendre, et c'est un corps de femme

crépusculaire du carnaval, dans les sombres palais de Ferrare où règnent le poison et la mort, la pièce conte la tentative tragique de Lucrece pour dire l'impossible vérité, synonyme de délivrance.

Il y a dans *Lucrece Borgia* des intrigues, des rebondissements, l'ampleur et le souffle d'Hugo, qui, dans cette pièce, invente une forme d'écriture cinématographique avant la lettre, formidablement effi-

cace. Il y a, surtout, le rôle fondamental tenu par le masque et le travestissement, qui a mené Denis Podalydès vers ce choix d'offrir le rôle de Lucrece à Guillaume Gallienne – un parti pris réfléchi, qui va au-delà de la convention dans laquelle pourrait s'enfermer l'acteur avec les rôles de travestis, devenus habituels chez lui.

Mais ce choix ne nous a pas convaincue. « *Qu'est-ce que Lucrece Borgia?* », s'interrogeait Hugo dans la préface de sa pièce. *Prenez la difformité morale la plus hideuse, la plus repoussante, la plus complète; placez-la là où elle ressort le mieux, dans le cœur d'une femme, avec toutes les conditions de beauté physique et de grandeur royale, qui donnent de la saillie au crime; et maintenant mêlez à toute cette difformité morale un sentiment pur, le plus pur que la femme puisse éprouver, le sentiment maternel; dans votre monstre, mettez une mère; et le monstre intéressera, et le monstre fera pleurer.* »

Même si Denis Podalydès dit avoir voulu faire de Lucrece « moins une héroïne dramatique

qu'une allégorie du paria, du monstre moral », le corps de Lucrece est le corps de la tragédie, le foyer même de l'innommable, le lieu où il s'engendre, et c'est un corps de femme. Sinon on n'y croit pas. Le choix, un peu trop cérébral, de confier le rôle de Lucrece à un homme fait perdre à cette belle mise en scène beaucoup de la force qu'elle aurait pu déployer.

Sans doute est-ce le cas, aussi, parce que le jeu de Guillaume Gallienne nous a semblé, lors de la première du spectacle, le 26 mai, un peu limité et assez compassionnel, là où le théâtre hugolien exige des contrastes, de la couleur, dans le mélange intime, organique, du sordide et du sublime. Il suffit pour s'en convaincre de se souvenir de Nada Strancar, qui était prodigieuse dans la version – historique – signée par Antoine Vitez en 1985.

Cette réserve émise, reste que Denis Podalydès a trouvé le ton juste d'un théâtre généreux sans être emphatique, et que le spectacle est par ailleurs porté par une distribution de haut niveau. L'inversion des genres dans l'attribution

des rôles prend tout son sens avec Gennaro, qui est joué par Suliane Brahim, une des meilleures jeunes actrices de la troupe, merveille de grâce et de lyrisme aérien.

Eric Rufest impérial, machiavélique à souhait, dans le rôle de Don Alphonse d'Este, le mari de Lucrece. Il a tout : la finesse, l'humour, la profondeur, la gravité, la perversité. Christian Hecq, qui joue Gubetta, autant dire le diable, porte avec son irrésistible folie tout le grotesque de la pièce. Formidables également, Eric Génovèse (Jeppo) et Georgia Scalliet (la princesse Negroni), qui, dans un monde un peu plus simple, aurait sans doute pu être une très belle Lucrece, sensuelle et fragile – et menant plus aisément vers cet abîme ouvert : de quoi (B)orgia est-il le nom? ■

FABIENNE DARGE

Lucrece Borgia, de Victor Hugo. Mise en scène : Denis Podalydès. Comédie-Française, salle Richelieu, place Colette, Paris 1^{er}. Tél. : 0825-10-16-80. En alternance à 14 heures ou 20 h 30, jusqu'au 20 juillet. De 5 à 41 euros. Durée : 2 h 10.

Carla Bley, le jazz venu de Woodstock

La virtuosité et les décibels se mesurent. L'élégance, la rigueur et la grâce, non. Dans l'histoire à tiroirs de cette musique, Carla Bley, par son autorité et son charme, tient depuis plus de cinquante ans une place exceptionnelle. Mardi 27 mai, rencontrée l'après-midi, Carla Bley, silhouette de mannequin, cheveux de blés, frange, entre en scène avec son « true love », Steve Swallow (basse électrique) et Andy Sheppard (soprano et ténor sax).

Ce trio existe depuis une vingtaine d'années. Il vient d'enregistrer pour le label ECM un album précieux (*Trios*, 2013). L'Europe est patraque, la tournée aura vu, chemin faisant, pas mal de dates s'évaporer : « *Croyez-vous que nous allons vers la guerre?* » Les musi-

ciens avec qui elle joue depuis le début des années 1960, sont engagés, poètes, impliqués.

Ses deux partenaires ont participé à toutes les expériences, souvent collectives, suscitées par Carla. Emblème? Ce mardi, ils jouent en cinquième position *Vashkar* dont le premier enregistrement date de l'album *Footloose* de Paul Bley, son premier mari (avec Steve Swallow et Pete La Roca, 1963) : « *Nous jouons quelques pièces de Trios, d'autres très anciennes, et une, pour la première fois.* » Voix grave, douce, égale, très contrôlée.

« Une petite bourgade »

Le concert a lieu au Cheval Blanc de Schiltigheim. Ancienne ferme alsacienne, étable changée en salle à la jauge exacte (170 pla-

ces), au son si précieux que l'on croit habiter un Stradivarius. Chaque musicien annonce les morceaux en français, non sans distiction et drôlerie.

Aux manettes, pour cette dernière soirée des concerts au Cheval Blanc, l'équipe audacieuse du festival de La Petite Pierre (du 7 au 17 août, Bas-Rhin). Tout du trio respire le goût, l'attention, la classe : la disposition en scène, la tenue des musiciens, la basse enfin de Steve au dessin précieux, signée de son luthier Citron, installé comme Carla et lui, « *non, pas à New York, mais dans une petite bourgade que vous ne connaissez pas : elle s'appelle Woodstock.* »

Comment se définit-elle? « *Compositrice, sans hésitation!* » Interprète? « *Un tout petit peu,*

vous savez... » – en français dans le texte. Leader? « *Oui, résolument.* » Sur les partitions manuscrites, sa graphie est sans fioritures ni laisser-aller, très maigre. Après le concert, elle ne réentend que ses « fautes ». Pendant le concert, nous n'en percevons évidemment aucune. Elle tient à l'interprétation stricte de cette musique à l'architecture complexe, si simple à l'écoute. Construction implacable, économe, citations inspirées, peu de chœurs, aucun chantage à l'émotion ou au barouf. D'un bout à l'autre, ça chante. Une fête rare.

Woodstock compte beaucoup de musiciens. Constituent-ils une communauté? « *Pas du tout, nous sommes des ermites.* » ■

FRANCIS MARMANDE
(À SCHILTIGHEIM, BAS-RHIN)

Printemps des comédiens

Domaine d'O
Montpellier

03 juin 2014
29 juin 2014

Réservation 04 67 63 66 66 / printempsdescomediens.com

domaine d'O
centre départemental d'art et de culture

Pour la culture,
le Département est là!

Préfecture
Hérault

Découverte exceptionnelle dans l'Oise d'un sanctuaire antique et de sa statuaire

Une façade ornée monumentale de la fin du II^e siècle a été mise au jour à Pont-Sainte-Maxence

Archéologie

Pont-Sainte-Maxence (Oise)

C'est un chaos de pierres calcaires, en bordure d'une route nationale, indéchiffrable au premier coup d'œil. Puis, en s'approchant, on devine des formes ciselées, animales ou végétales, parfois géométriques. Plus loin, c'est une oreille humaine énorme qui pointe, une corne de caprin ornant une moitié de crâne, un cheval hennissant, des ailes de griffon brisées. Avançons encore entre les flaques et le sol sableux, jusqu'à cette femme agenouillée, dont le buste s'évanouit dans l'effritement de la roche. Tout à côté, le visage d'une vieille, une main en cornet, semble chuchoter une histoire oubliée.

« Cette vieille femme est décrite dans deux textes antiques », à propos des amours de Vénus-Aphrodite, explique Véronique Brunet-Gaston, responsable de cette fouille conduite à Pont-Sainte-Maxence (Oise) par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) sur un site de 1,6 hectare, qui doit accueillir un centre commercial. La vieille femme et la Vénus de pierre font partie d'un ensemble architectural exceptionnel que son équipe met au jour depuis deux mois, et qui a été présenté à la presse, mardi 27 mai. Un sanctuaire de la seconde moitié du II^e siècle après Jésus-Christ, compris dans une enceinte de 70 mètres par 105. Sa pièce maîtresse était une façade de 90 mètres de long, haute de 9,5 mètres, pour un mètre d'épaisseur seulement.

Ce mur, percé d'une série de 13 à 17 arcades, s'est effondré peu après son érection, la face décorée tournée vers le ciel. Pour quelle raison ? Difficile de l'affirmer, mais la nature sablonneuse du sol a pu saper la construction. « Sur une telle hauteur, il suffit d'un petit désordre au niveau des fondations pour que tout bascule », indique Christophe Gaston, architecte-archéologue à l'Inrap, qui a procédé à une première reconstitution, sur papier, de l'édifice. Celui-ci respecte bien les proportions classiques : les têtes et les griffons qui surmontaient l'ensemble se trouvaient à 3,6 mètres de distance, « soit exactement 12 pieds romains ». L'architecte est cependant surpris par la légèreté de ses prédécesseurs antiques : « Il fallait être un peu gonflé pour construire une telle façade sans contreventement », lâche-t-il.



Détail de l'ensemble architectural mis au jour dans l'Oise. DENIS GLIKSMAN/INRAP

La joie des archéologues de se retrouver devant un édifice unique en son genre dans cette région de l'Empire romain est ternie par ce coup du sort : si l'effondrement s'était produit dans l'autre sens, la statuaire qui surmontait l'ensemble aurait probablement eu de meilleures chances de conservation.

Des artistes venus de Rome, voire de Grèce, auraient œuvré au monument, avec une technique très relevée

tion. Les anciens auraient certes récupéré une partie des blocs de pierre taillée, comme ils l'ont fait, pour construire un autre édifice cultuel dans l'enceinte du sanctuaire. Mais les têtes monumentales dont seule la face arrière est aujourd'hui sauvegardée auraient eu le visage plongé dans le sable, à l'abri pour des siècles.

Quelle était la fonction d'une telle muraille ornée ? Vers quel monument sacré servait-elle de passage ? Les archéologues n'ont pas encore les réponses. Des inscriptions de bronze qui l'ornaient, seule la barre d'une lettre a subsisté. Parallèle à la voie romaine qui reliait Senlis à Beauvais, le mur s'élevait près de

vestiges gaulois – il y aurait donc pu y avoir une sorte de continuité religieuse, fréquemment observée. On ne connaît pas de grande agglomération gallo-romaine proche qui aurait pu justifier la construction d'un édifice aussi monumental. Mais à Pont-Sainte-Maxence, des quais de déchargement ont aussi été mis au jour et peuvent laisser penser que d'autres vestiges restent à découvrir.

« A la fin du règne d'Antonin, on est à l'apogée de l'empire », rappelle M^{me} Brunet-Gaston. En cette période particulièrement faste, de riches propriétaires ont sans doute voulu marquer leur dévotion envers le panthéon gréco-romain en élevant un monument en leur honneur. Est-ce une manifestation d'évergétisme, cette tradition conduisant les puissants à bâtir pour l'édification de la collectivité ? « Il y a une sorte d'hubris à voir ici un monument qui aurait aussi bien eu sa place à Rome », note l'archéologue.

La qualité de la statuaire laisse penser que des artistes de métropole (Rome), voire de Grèce, ont œuvré au monument. Les attributs divins (paon de Junon, carquois et arc de Diane), les visages ou ce qu'il en reste (Vulcain, Hadès, Jupiter-Ammon aux cornes de bélier) respectent les canons de la statuaire hellénistique, avec une technique qui semble encore plus relevée que celle observée sur le temple de

Champlieu, distant de 40 km. Recouvrant les stries tracées à la rippe, un instrument de sculpteur, des traces de peinture sont encore visibles : le rouge cinabre côtoyait un vert un peu pastel et des jaunes qui rehaussaient encore l'éclat de l'édifice et des statues.

Que faire de tels vestiges ? La fouille doit s'achever début juillet pour laisser place à l'érection d'un autre temple, de la consommation celui-là. D'ici là, le puzzle de pierre sera délogé, les plus belles pièces ayant déjà été soustraites pour étude à la convoitise des pillards – ils ont déjà volé des pièces de monnaie et une cabane de chantier, et des vigiles mènent désormais la garde chaque nuit pour prévenir d'autres déprédations ! Une reconstruction en dur serait envisageable. Mais pour l'heure, les fouilles se poursuivent, pour tenter de comprendre la présence en ces lieux de cette éphémère dentelle de pierre.

Mais il est un secret mieux connu, celui que chuchotait la vieille femme pétrifiée. Homère raconte (*Odyssée*, VIII) qu'elle avait dit aux dieux où se cachait Aphrodite, honteuse d'avoir été surprise par son mari Héphestos avec Arès, son amant. Pour punir l'indiscrette, la déesse la changea en pierre... ■

HERVÉ MORIN

Sur Lemonde.fr
Un diaporama des fouilles

Aux Beaux-Arts de Paris, le conflit avec le directeur s'envenime

Professeurs et étudiants dénoncent le fonctionnement solitaire de Nicolas Bourriaud. La ministre de la culture est saisie

Arts

L'Ecole nationale supérieure des beaux-arts (Ensba), à Paris, la fronde s'organise contre le directeur de l'établissement, Nicolas Bourriaud, pressé par les étudiants d'engager une concertation. Le 23 mai, au soir du lancement de l'opération Choices, un week-end festif organisé par trente-cinq galeries, les étudiants ont fait entendre leurs voix lors de l'inauguration à l'Ensba, qui exposait un artiste de chacune de ces galeries.

Des banderoles, accrochées le soir même sur la façade centenaire du quai Malaquais, à la barbe d'une vingtaine de CRS qui patrouillaient dans le quartier, dévoilaient l'état d'esprit des étudiants. Y était écrit : L'« Ecole des Beaux-Arts est une école, est une école, est une école publique ». « Une entreprise, un centre d'art, une marque, un marché, une salle des fêtes ? » « Mais que fait le ministère ? »

La participation de l'école à Choices, qui fait pénétrer le marché de l'art au sein de l'établissement, sans que les uns et les autres aient été prévenus, a choqué les sensibilités. « On n'est pas contre le fait d'organiser une manifestation avec des galeries », explique Claire Tenu, étudiante en doctorat. Ce qui a choqué, c'est le fait accompli. Toute l'école l'a appris par la presse, au lendemain d'un conseil d'administration où il n'en avait pas été question. Une maladresse de plus dans cet établissement habitué à un esprit collégial.

En octobre 2013 déjà, le défilé de mode et le dîner jet-set organisés par Ralph Lauren – qui ont rapporté un million et demi d'euros – avaient mis le feu aux poudres (*Le Monde* du 12 octobre 2013). Pendant plusieurs jours, les étudiants n'avaient plus eu accès à quatorze ateliers de l'école, investis pour préparer l'événement. Le tout à une semaine des examens... Le tollé fut général.

Nicolas Bourriaud, nommé à la tête de l'Ensba en octobre 2011, est

un solitaire. Il décide sans rien partager, pas même avec ses adjoints. C'est ce défaut de dialogue, de communication, qui est crucial, analysait en décembre un rapport de l'Inspection générale des affaires culturelles commandé par le ministère de la culture. Un défaut qui semble avoir perduré.

Projet contesté

« Le problème dure depuis huit mois », constate Claire Tenu. Il y a une mobilisation étudiante avec des groupes de travail. On a cherché à construire un dialogue pour penser un projet d'école. Et on a reçu le projet du directeur lundi 26 mai. C'est une liste, mais pas un projet avec des orientations, avec une vision. On veut remettre la pédagogie au centre de l'école, créer une concertation sur les enjeux. »

Pour Nicolas Bourriaud, cette révolte « fait partie de la tradition de l'école. On ne peut procéder à des réformes sans faire de remous, cela heurte le confort de certains. Il y a des rumeurs malveillantes qui me visent, de quelques personnes qui ont intérêt à ce que je parte de l'école. »

Il n'empêche, lundi 26 mai, quatorze professeurs (sur vingt) et des étudiants élus des conseils d'administration et pédagogique ont écrit à la ministre de la culture, Aurélie Filippetti, pour lui dire que le préalable de M. Bourriaud, tel qu'il l'a exprimé le 20 mai en conseil pédagogique, est « inacceptable » : le directeur de l'Ensba demande les départs de Frédéric Jousset, président du conseil d'administration, de Gaïta Leboissetier, directrice des études, et de Thierry Jopeck, directeur général. « Nous les refusons catégoriquement... Si cette demande aboutissait, le fonctionnement pédagogique et administratif de notre école serait gravement mis en péril, écrivirent les élus des deux instances administratives. Nous sommes indignés... et las d'un climat qui ne cesse de se détériorer au sein de notre école. » Reste à la ministre de trancher. ■

FLORENCE ÉVIN

BECAUSE, CORIDA, SONY MUSIC & WE LOVE ART PRÉSENTENT

Le Crédit Mutuel donne le LA

FESTIVAL we love green

MUSIC • FOOD • GREEN
ART • NATURE

SAMEDI 31 & DIMANCHE 1^{ER} JUIN

PARC DE BAGATELLE PARIS

SCÈNE LIVE

FOALS • LORDE • LONDON GRAMMAR • CAT POWER
LITTLE DRAGON • SBTRKT • ASGEIR • EARL SWEATSHIRT
JOAKIM • JUNGLE • MOODOID • DENAI MOORE

SCÈNE ELECTRONIC

PEDRO WINTER B2B RITON • LUNICE • JOY ORBISON B2B BODDIKA
JACKMASTER • GEORGE FITZGERALD • DJ TENNIS VS LUKE JENNER
DJ SPINN • TATO • GERD JANSON • THE 2 BEARS

CINÉMA

La Russie interdit un film sur la déportation des Tchétchènes par Staline

MOSCOU. La Russie a interdit la diffusion d'un film sur la déportation de masse des Tchétchènes, ordonnée pendant la seconde guerre mondiale par Staline, l'accusant d'être une « falsification historique » et d'être antirusse.

Tourné en Tchétchénie, le long-métrage raconte en détail comment les Soviétiques ont déporté, au cours de l'hiver 1944, le peuple tchétchène dans sa totalité ainsi que les Ingouches, un peuple proche, quelques mois avant la déportation des Tatars de Crimée. Accusées de manquer de loyauté envers l'URSS et de collusion avec les forces du III^e Reich allemand, plus d'un demi-million de personnes ont ainsi dû quitter de force le Caucase. Intitulé *Ordre d'oublier*, le film avait comme but de marquer le 70^e anniversaire de la déportation. Mais un responsable du ministère de la culture, Viatcheslav Tielnov, l'a accusé dans une lettre de « falsifier l'histoire » et d'« inciter à la haine raciale ». Larissa Khon, conseillère du ministre de la culture, Vladimir Medinski, a indiqué au quotidien russe *Kommersant* qu'il souhaitait demander une nouvelle évaluation par des experts. – (AFP) ■

Le film « Qu'est-ce qu'on a fait au Bon Dieu » frôle les 8 millions de spectateurs

Le film de Philippe de Chauveron, avec Christian Clavier et Chantal Lauby, comptabilisait 7 924 815 entrées à l'issue de sa sixième semaine d'exploitation. Le film *XMén* a fait un très bon démarrage avec plus d'un million d'entrées la première semaine. À comparer avec *Deux jours, une nuit* des frères Dardenne, qui a attiré environ 170 000 spectateurs en une semaine – il était proposé dans deux fois moins de salles que le film américain.

châ
THÉÂTRE
-te-
let
MUSICAL
DE PARIS

Richard
Rodgers

Oscar
Hammerstein II

The King and I

Le Roi et Moi

13
29
juin
2014

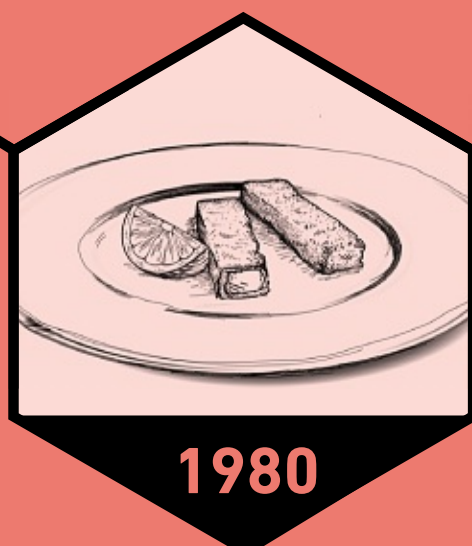
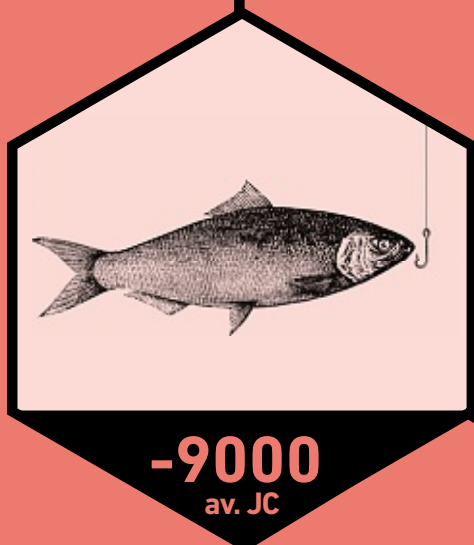
Direction musicale
James Holmes

Mise en scène
Lee Blakeley

Lambert Wilson
Susan Graham /
Christine Buffle

chatelet-theatre.com
01 40 28 28 40

20 ANS
RETROUS
TÊTU
ANOUS PARIS
Europe 1
CREDIT AGRICOLE
MAIRIE DE PARIS



20-21 SEPT. 2014
OPÉRA BASTILLE
PALAIS GARNIER
lemonde.fr/festival
#LeMondeFestival



L'ORÉAL



NESPRESSO.
FABERNOVEL





Le Gesù Nuovo à la façade couverte de pierres volcaniques, à Naples. BERTHOLD STEINHILBER/LAIF/REA

Voyage La cité méditerranéenne à la réputation sulfureuse recèle des centaines de lieux de culte, si près et en même temps si loin de l'effervescence de ses rues

A Naples, les églises se cachent pour survivre

Naples

Le trentenaire, visage famélique et barbe de trois jours, est allongé sur un épais matelas, la tête posée sur deux gros cousins ornés de pompons. Un fin linge blanc recouvre entièrement le corps, formant une multitude de plis. Les muscles des bras, les genoux et les orteils apparaissent, saillants, à travers le suaire. *Le Christ voilé*, sculpture en marbre de Giuseppe Sanmartino (1753), saisissant de réalisme, trône dans la chapelle Sansevero, au centre de Naples.

Dans cet édifice religieux, adossé au palais du même nom aujourd'hui divisé en appartements, deux autres statues en marbre, finement ouvragées, attirent le regard, « la pudeur » et « la désillusion », qui représentent une femme couverte d'un drap et un homme prisonnier d'un filet de pêcheur dont les moindres mailles sont façonnées avec soin.

Ces sculptures font partie des très nombreuses œuvres qui raviront le voyageur en visite à Naples.

La cité, fondée par des colons grecs il y a plus de 2 500 ans, fut, à la Renaissance, la deuxième ville la plus peuplée d'Europe. Alors dominée par les rois d'Aragon, avant de devenir la capitale du royaume des Deux-Siciles, Naples connut un développement économique, culturel, scientifique et artistique phénoménal.

Le centre historique, traversé depuis l'Antiquité par une rue centrale portant plusieurs noms mais que tout le monde appelle « Spaccanapoli », regorge d'églises, de palais ou d'abbayes. Bravant les scooters qui filent à vive allure sur les solides dalles faites du basalte du Vésuve tout proche, on s'enfonce, à pied, dans les ruelles. Ici et là, de lourdes portes de bois, hautes de plus de 5 mètres, s'ouvrent sur des cours d'hôtels particuliers.

Le plafond de la voûte d'entrée, souvent orné d'une fresque, et le monumental escalier ouvert sur la cour témoignent de la splendeur passée du bâtiment. Par les fenêtres, on aperçoit les immenses pièces qui composent les vieux appartements napolitains. Ces palais

continuent à vivre de nos jours : on s'interrompt d'une fenêtre à l'autre, des échoppes d'antiquaires et de petits ateliers de mécanique sont ouverts sur la cour et l'espace est encombré de véhicules stationnés.

On ne peut pas faire un pas sans apercevoir une église. La ville en compterait plus de 500. Certaines

Dans toutes les rues, de simples autels, sur lesquels reposent des statuettes, icônes, bougies et fleurs séchées, sont suspendus aux murs

sont imposantes, comme le Gesù Nuovo, édifiée pour les jésuites au début du XVII^e siècle. La façade, couverte de pierres volcaniques taillées en pointe de diamant, est percée de monumentales ouvertures rectangulaires, trois portes et trois fenêtres. L'intérieur, de facture baroque, impressionne par sa

majesté, du sol en marbre polychrome aux caissons délicatement peints qui ornent le plafond de la nef. Sur le côté, la statue en bronze du chirurgien Giuseppe Moscati, canonisé par Jean Paul II en 1987, est réputée pour favoriser les guérisons. Un jeune homme s'en approche, touche quelques instants les mains du médecin, esquisse un signe de croix et s'éclipse furtivement.

En face du Gesù Nuovo se tient le monastère de Santa Chiara, dont la basilique, monumentale, est beaucoup plus dépouillée. Le grand cloître dont les bancs sont ornés de majoliques, faïences de la Renaissance, représentant des scènes champêtres, invite à la méditation. On passera au Duomo, où repose le précieux sang de San Gennaro, dont tous les Napolitains affirment sans en démordre qu'il se liquéfie miraculeusement trois fois par an sous les yeux de la foule.

A Naples, les édifices religieux sont partout, enchâssés dans les bâtiments voisins, cachés derrière un portail ou au fond d'une cour. Dans toutes les rues, de simples

autels, sur lesquels reposent des statuettes, icônes, bougies et fleurs séchées, sont suspendus aux murs. Si les églises les plus connues contiennent un tableau ancien, une mosaïque ou une fresque remarquable, d'autres sont fermées à double tour et abandonnées à une lente dégradation. « La ville compte tellement d'églises qu'on ne sait plus quoi en faire. On se contente d'y célébrer une messe par an pour qu'elles demeurent consacrées. Parfois, les autorités ecclésiastiques y organisent même des fêtes », raconte Lucio Boccalatte, gérant de l'hôtel Villa Medici et fin connaisseur du centre historique de sa ville natale.

Loin du calme des nefs et des chœurs, la rue napolitaine offre en permanence un spectacle vivant. Une discussion animée autour d'un caffè ristretto, l'achat d'un paquet de cerises sur le marché de la via Portamedina, l'aperçu fugace d'un « basso », le rez-de-chaussée napolitain, ou encore deux gamins grassouillants se disputant pour un ballon de football suffisent à composer une scène de théâtre. Contrairement aux idées reçues, et sauf en cas de crise majeure du ramassage d'ordures, comme cela s'est produit en 2008 ou 2010, le centre-ville n'est pas sale, en tout cas pas davantage que d'autres cités méditerranéennes.

A quelques encablures du cœur historique, les « quartiers espagnols » doivent ce nom à leur fonction initiale, consistant à loger des garnisons de soldats ibériques, au XVI^e siècle. Les immeubles bordant les rues tracées à angle droit y sont bien moins prestigieuses que dans le centre, mais le dénivelé, les vues plongeantes sur le port et l'inénarrable linge séchant entre deux immeubles, en font une promenade amusante.

On n'oublie jamais, à Naples, que le site est magnifique. La vue que l'on embrasse du haut du Castel Sant'Elmo, après une montée dans le funiculaire de Montesanto, en témoigne. Au pied des deux

Carnet de route

Y aller Seule la compagnie easyJet propose un vol direct au départ de Paris ou de Nice. A partir de 110 euros l'aller-retour. www.easyjet.com

Y séjourner Hôtel Costantinopoli104, un bâtiment de charme, dans le centre. www.costantinopoli104.it Hôtel Europeo, en plein cœur de la ville, au 4^e étage d'un immeuble ancien. Chambres petites, mais confortables et calmes. www.hoteleuropeonapoli.com Nombreuses possibilités de logement chez l'habitant.

Y manger Renzo e Lucia, dans le Vomero. Produits frais, terrasse, vue superbe. www.renzoelucianapoli.it La vecchia cantina, dans les quartiers espagnols. Cuisine simple, service parfait. Via San Nicola alla Carità, 13-14. Tél. : 081-55-20-226

mamelons du Vésuve s'étale un ensemble chamarré d'immeubles, de toits ou de coupoles ocre, gris, jaunes ou rouge foncé. Les docks, les grues, les navettes maritimes et les bateaux de croisière rappellent au voyageur que Naples demeure l'un des principaux ports d'Italie.

La chartreuse de San Martino, perchée sur les hauteurs, est aujourd'hui un superbe musée abritant de délicates marqueteries, un cloître reposant et une impressionnante collection de crèches de Noël. Au XIX^e siècle, l'arrangement de ces paysages miniaturisés, composés de santons de porcelaine aux vêtements brodés, constituait un passe-temps des familles bourgeoises. Au cours de la visite, le voyageur s'aère l'esprit dans les jardins du prieuré et découvre une vue sur la baie, la mer bleue et l'île de Capri. A couper le souffle. ■

OLIVIER RAZEMON

Prendre l'« aliscafo » et se réfugier sur l'île de Procida

Procida (Italie)

C'est un petit voyage dans le voyage. *Aliscafo* est un mot tellement plus joli qu'« hydroglisseur » pour désigner l'embarcation qui quitte le port de Naples en direction de Procida. La plus petite et la moins peuplée des trois îles du golfe compte tout de même 10 000 habitants, et ce sur un territoire minuscule, trois fois plus petit que l'île d'Ouessant, dans le Finistère, où vivent 1 000 personnes.

À l'arrivée, il faut quitter le port de Marina Grande, où s'affairent touristes et locaux, puis monter par une rue pavée et très fréquentée vers l'église San Leonardo. Quelques centaines de mètres plus loin, au-delà d'une jolie placette,

on emprunte un escalier qui descend vers la mer. La vue enchantée le voyageur : le quai de Corricella n'est même pas un port, tout au plus un embarcadere. Des dizaines de barques de pêcheurs bleues et blanches sont posées sur l'eau.

Le village, maisons cubiques peintes en jaune, rose ou vert pâle, paresse au soleil. Quelques restaurants disposés sur le quai suggèrent une halte roborative à l'ombre des parasols. On opte pour la Lampara, légèrement en hauteur, où l'on déguste une *parmigiana di melanzane*, cette gourmandise salée qui ravit toute l'Italie en été, ainsi que des anchois marinés, doux au palais, suivis de spaghetti aux fruits de mer.

La plage est là, sous les yeux,

au-delà d'une barre de rochers, d'un sable foncé qui rappelle le caractère volcanique de la région. La baignade se pratique jusqu'au mois d'octobre. Un bar de plage fournit rafraîchissements et glaces aux estivants.

Un air beau et sinistre

Après le bain, la visite du bourg médiéval de Terra Murata s'impose comme une évidence. Le promontoire le plus élevé de l'île, 90 mètres au-dessus du niveau de la mer, est habité depuis des siècles. De lourdes murailles sont chargées de protéger le village contre les invasions. Les maisons, immaculées et massives, sont alignées sur la place du village, déserte. Le vent souffle. En ce début de

soirée de la mi-mai, seule une femme est sortie pour remplir un arrosoir à la fontaine publique. Un fort en pierres, transformé en prison au XIX^e siècle, achève de donner à l'endroit un air beau et sinistre. On ne s'étonne pas d'apprendre que Procida servit de décor à de nombreux films. L'œuvre la plus célèbre tournée sur l'île est toutefois *Il Postino* (*Le Facteur*), avec Massimo Troisi et Philippe Noiret (1994).

À l'autre bout de l'île, rattachée par une passerelle à Procida, la petite terre de Vivara est désormais une réserve naturelle, interdite au public. On se contentera d'admirer la vue sur l'îlot et sur Ischia, la grande voisine, avant de prendre le dernier *aliscafo* pour Naples. ■

O. R.

Le retour en grâce de Kristina Mladenovic

La Française de 21 ans a créé la sensation à Roland-Garros en éliminant la Chinoise Li Na, numéro 2 mondiale

Tennis

Les plus fins observateurs du tournoi attendaient une sensation française chez les dames, mardi 27 mai, à Roland-Garros. Les faits leur ont donné raison, ils se sont simplement trompés sur le nom de l'élue. Dans la catégorie « meilleur espoir féminin » du tennis national, Caroline Garcia avait les faveurs des pronostics. Mais c'est une ancienne candidate à ce titre, Kristina Mladenovic, qui a enfin tenu ses promesses en éliminant d'entrée une cliente de choc : la numéro 2 mondiale, Li Na.

Lorsque Caroline Garcia a pénétré dans l'après-midi sur le court Philippe-Chatrier, il était trop tard. L'exploit de la journée avait déjà été signé dans la matinée sur le

« Li Na n'était pas dans un mauvais jour, elle a essayé, sauf que j'arrivais exactement à produire ce qui pouvait la gêner »

Kristina Mladenovic
103^e joueuse mondiale

Suzanne-Lenglen. La Lyonnaise de 20 ans pouvait pourtant se prévaloir d'un début de saison ascendant : elle a remporté son premier titre à Bogota face à la Serbe Jelena Jankovic, pensionnaire du Top 10 et ancienne numéro un mondiale, avant de briller en Fed Cup contre les Etats-Unis en gagnant tous ses matchs, les deux simples et le double. Désormais deuxième Française derrière Alizé Cornet et 43^e mondiale, Caroline Garcia devait enfin franchir le deuxième tour porte d'Auteuil. Elle s'y était arrêtée lors de son baptême du feu en 2011, non sans avoir fait trembler Maria Sharapova. A l'époque, Andy Murray comme Martina Navratilova avaient prédit que la mineure serait « numéro 1 mondiale, un jour ».

Mais une autre Serbe et autre ex-numéro 1, Ana Ivanovic, a doué son optimisme en deux man-

Gasquet et Monfils rassurés, Lokoli survolté

Eloignés des courts depuis plusieurs semaines pour cause de blessures, Richard Gasquet et Gaël Monfils ont soigné leur retour, mardi 27 mai, à Roland-Garros. Le Biterrois, souffrant des lombaires, s'est rassuré en écartant en trois sets (6-2, 6-1, 7-5) l'Australien Bernard Tomic. Monfils, quant à lui, n'avait plus joué en simple depuis la fin avril en raison d'une cheville douloureuse. Capitalisant sur sa comba-



Kristina Mladenovic sur le cours Suzanne-Lenglen, mardi 27 mai. DAVID VINCENT/AP PHOTO

ches sèches (6-1, 6-3). Déçue d'avoir déçu, la Française avait les yeux humides en remballant son équipement. « C'était peut-être un mal pour un bien, peut-être too much pour moi », a-t-elle admis plus tard avec philosophie. L'humour a repris le dessus quand elle a avoué n'avoir pas su gérer la pression :

« J'étais bloquée, coincée au sol, un vrai tracteur. »

C'est donc à Kristina Mladenovic qu'Ana Ivanovic a réservé son compliment : « Kiki est une joueuse qui peut pratiquer un tennis absolument incroyable. » L'usage de ce surnom trahit une intimité et une complicité slave, à laquelle s'est associé le handballeur français d'origine serbo-croate Nikola Karabatic, qui a tweeté à « Kiki » un « Svaka Cast » (« Bien joué »).

Née dans une famille de sportifs serbes, Kristina Mladenovic est la fille d'un ancien gardien de handball international yougoslave et d'une volleyeuse. Son jeune frère, Luka, footballeur, a rejoint le centre de formation du FC Metz. Le 24 mai, la tennismoman a participé à Roland-Garros à un match de double mixte en faveur des victimes des inondations en Serbie, Bosnie et Croatie. Elle était associée à

Novak Djokovic, face à Jelena Jankovic et au Croate Goran Ivanisevic.

Avec quinze jours de retard, la numéro 4 française et 103^e mondiale a célébré de la plus belle manière son 21^e anniversaire en participant à la chute des favoris, initiée la veille avec l'élimination du Suisse Stanislas Wawrinka. Après avoir sauvé deux balles de set dans la première manche, Kristina Mladenovic est venue à bout de Li Na, victorieuse porte d'Auteuil en 2011, en plus de deux heures (7-5, 3-6, 6-1). Interdite, la Chinoise, qui avait pourtant annoncé avant le tournoi qu'elle était « meilleure joueuse qu'il y a trois ans », a relativisé cette performance, avec une franchise confinant à la maladresse : « Peu importe la joueuse que j'aurais affrontée aujourd'hui, j'aurais perdu. Elle n'a pas mis tant que cela de pression sur moi, je l'ai laissée gagner le match. »

N'importe qui pouvait battre Li Na ce jour-là ? CQFD. Kristina Mladenovic, tout sourire en découvrant des dents de la chance, a évidemment livré une version différente tout en admettant « honnêtement » avoir « déjà mieux joué que ça » : « Elle n'était pas dans un mauvais jour, elle a essayé sauf que j'arrivais exactement à produire ce qui pouvait la gêner », à savoir « la prendre à la gorge dès la première frappe avec un gros service, de gros retours. » Ce sont effectivement les atouts majeurs de cette athlète de 1,84 m dont la mise en jeu peut dépasser les 200 km/h.

Il s'agit donc, « de loin », de sa « plus belle victoire », d'autant qu'elle n'était plus espérée : « Cette saison, je suis redescendue au classement. Je suis en dehors du Top 100, alors que j'étais dans le Top 50 en milieu de saison dernière. » La Franco-Serbe a en effet tar-

dé à assumer le destin que lui promettait son titre de championne du monde junior en 2009 avec une victoire à Roland-Garros. Elle nourrit alors logiquement l'ambition de devenir « un jour » numéro 1 mondiale et l'affiche sans complexe. Mais c'est en double mixte avec le Canadien d'origine serbe Daniel Nestor qu'elle se forge un palmarès en remportant Wimbledon en 2013 puis Melbourne. En simple, elle n'a jamais dépassé le troisième tour d'un Grand Chelem, et le deuxième à Paris. Le plus dur l'attend désormais face à la 43^e joueuse mondiale, l'Américaine Alison Riske : après avoir agréablement surpris, il lui faut cesser de décevoir. ■

BRUNO LESPRIT

Sur lemonde.fr

Retrouvez « Troisième balle », le blog de nos envoyés spéciaux à Roland-Garros.

Les Bleus font le plein de confiance avant de partir pour le Brésil

L'équipe de France a surclassé la Norvège (4-0) pour son premier match préparatoire au Mondial. Place au Paraguay, puis à la Jamaïque

Football

A l'affût au point de penalty, Paul Pogba place une tête imparable avant d'étendre sa grande carcasse sur la pelouse du Stade de France. Ovationné par le public de Saint-Denis, le colosse de 21 ans vient d'ouvrir le score pour les Bleus après quinze minutes de jeu, mardi 27 mai, contre la Norvège. Impérial dans les airs, multipliant les percées dévastatrices, le talentueux milieu de la Juventus Turin met ses coéquipiers sur la voie d'un confortable succès (4-0) face à la 56^e nation au classement FIFA. Les Tricolores ne s'étaient plus imposés face aux Scandinaves depuis 1988.

A l'occasion de leur premier match préparatoire à la Coupe du monde, les hommes de Didier Deschamps ont fait leurs adieux à une

enceinte dionysienne qui leur apporte un soutien sans faille depuis leur qualification pour le tournoi planétaire, le 19 novembre 2013, à l'issue du barrage retour remporté (3-0) contre l'Ukraine. Avant ses deux autres matchs de rodage face au Paraguay, dimanche 1^{er} juin à Nice, puis contre la Jamaïque, le 8 juin à Villeneuve-d'Ascq, l'équipe de France a obtenu une cinquième victoire consécutive à domicile (18 buts inscrits pour aucun encaissé) depuis octobre 2013. S'il se garde bien de se gargariser de ces statistiques élogieuses, Didier Deschamps a apprécié la prestation de Stéphane Ruffier, devenu la doublure dans les buts d'Hugo Lloris suite au forfait de Steve Mandanda. Il s'est aussi félicité de la performance d'Olivier Giroud, titularisé à la cime de l'attaque tricolore en attendant l'arrivée

à Clairefontaine de Karim Benzema, récemment sacré en Ligue des champions avec le Real Madrid.

Le buteur d'Arsenal a inscrit un doublé particulièrement esthétique (demi-volée acrobatique et tête lobée), s'appuyant sur un Mathieu Valbuena auteur de trois passes décisives durant la rencontre. Etreignant leur nouveau maillot blanc strié de gris, les Bleus ont parachevé leur festival offensif grâce à Loïc Rémy qui n'avait plus marqué en sélection depuis novembre 2011. La soirée fut étonnante pour le défenseur de Liverpool Mamadou Sakho, emblème du miracle contre l'Ukraine et détenteur pour la première fois du brassard de capitaine en l'absence du gardien Hugo Lloris. Rémy Cabella a, lui, effectué son baptême du feu sous le maillot tricolore. A la veille de quitter la résidence des Bleus, le

Montpelliérain est le seul joueur parmi les six réservistes à avoir grappillé du temps de jeu.

Dans l'auditorium du Stade de France, Didier Deschamps s'est ingénié à relativiser la portée de ce large succès obtenu face à un

« On n'est pas encore prêts, mais il y a une envie et une force collective »

Didier Deschamps
sélectionneur des Bleus

adversaire qui ne s'est plus qualifié pour la phase finale d'une compétition internationale depuis l'Euro 2000. « On n'est pas encore prêts, mais il y a une envie et une force collective », a déclaré le sélectionneur. On ne peut pas être à

100 % mais l'important c'est que les joueurs donnent le maximum. On a encore quinze jours de travail devant nous. » Le Bayonnais avait choisi la Norvège comme sparring-partner afin de préparer la rencontre du 20 juin face à la Suisse, tête de série du groupe E. « La Suisse réunira plus de qualités individuelles », a anticipé le technicien.

Focalisé sur le premier match de ses protégés contre le Honduras, le 15 juin à Porto Alegre, Didier Deschamps a tenté de tempérer les ardeurs des journalistes. « On a souffert à plusieurs reprises face aux Norvégiens, a confié le patron des Bleus. On a été obligés de fournir les efforts qu'on devra faire durant le Mondial. » Dans les couloirs du Stade de France, ses joueurs ont aussi fait preuve de retenue. « On engrange de la confiance, mais il n'y a pas de quoi s'enflammer », a

minimisé Blaise Matuidi. « On n'a pas gagné la Coupe du monde et je ne suis rien du tout, a lâché Paul Pogba. On va garder la tête froide. »

Dans ce contexte apaisé, la Fédération française de football (FFF) s'est empressée de communiquer aux médias le taux d'affluence record enregistré à l'occasion des trois matchs de préparation des Bleus. Alors que les stades de Valenciennes, de Reims et du Mans n'avaient guère été remplis lors des échéances amicales précédant l'Euro 2012, 160 000 spectateurs devraient, au total, assister aux rencontres des Bleus avant leur départ, le 9 juin, pour le Brésil. L'équipe de France compte même un supporter à l'Elysée puisque François Hollande devrait se rendre à Clairefontaine, jeudi 29 mai, pour déjeuner avec le staff et les joueurs. ■

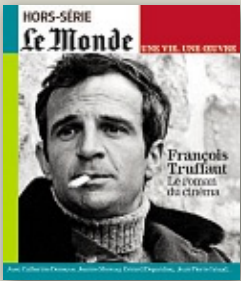
RÉMI DUPRÉ

**en vente
actuellement**

En kiosque



Hors-série



Hors-série



7 matières pour
réussir votre bac

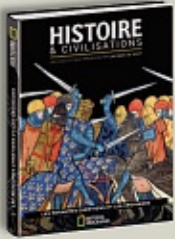
Collections

Les petits
polars



Dès mercredi 28 mai, le volume n°5
COMME UN CRABE, DE CÔTÉ
de M. Ledun, illustré par C. Berberian

Le Monde HISTOIRE
& CIVILISATIONS



Dès mercredi 28 mai,
le volume n°19 **LES ROYAUMES
CHRÉTIENS ET LES CROISADES**

GAINSBOURG
LA COLLECTION OFFICIELLE



Actuellement en kiosque
le CD-livret n°21
CHEZ LES YÉ-YÉ

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Tél. : 32-89 (0,34€ TTC/min)
www.lemonde.fr/abojournal

Boutique du Monde

80, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris
M° Glacière ou Corvisart
Tél. : 01-57-28-29-85
www.lemonde.fr/boutique

Le Carnet du Monde

Tél. : 01-57-28-28-28

Professionnels

Service des ventes

Tél. : 0-805-05-01-47

Le Monde
Le Carnet

Vos grands événements

Naissances, baptêmes,
fiançailles, mariages,
anniversaires de naissance,
anniversaires de mariage

Avis de décès,
remerciements, messes,
condoléances,
hommages,
anniversaires de décès,
souvenirs

Colloques, conférences,
séminaires, tables-rondes,

portes-ouvertes, forums,
journées d'études, congrès,
projections-débats,
nominations,
assemblées générales

Soutenances de mémoire,
thèses, HDR,
distinctions, félicitations

Expositions, vernissages,
signatures, dédicaces,
lectures,
communications diverses

Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28

☎ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

M. Michel Ameller,
son époux,
M. Philippe Ameller,
son fils et son épouse, Agnès
ainsi que leurs enfants, Marie, Paul
et Clara,

M. Thierry Ameller,
son fils et son épouse, Claudia
ainsi que leurs enfants, Christophe
et Chantal,
Parents et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Paule AMELLER,
née ARNAUD,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Monaco, le 26 mai 2014.

Les obsèques seront célébrées
le vendredi 30 mai, à 9 h 15, en l'église
Saint-Charles de Monaco, suivies de
l'inhumation dans le caveau de famille,
au cimetière Saint-Pierre, à Aix-en-
Provence.

Versailles.

Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Sa famille,
Ses amis et camarades,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Bernard DUPUTEL,

survenu le 20 mai 2014.

18 bis, rue Champ Lagarde,
78000 Versailles.

Angers. Strasbourg. Mende. Versailles.

M. et M^{me} François et Danielle Bonnal,
M^{me} Catherine Bonnal,
ses enfants,
Claire, Fabien, Emmanuel,
ses petits-enfants,
son arrière-petit-fils,
M. et M^{me} Paul Bonnal,
son frère et sa belle-sœur
Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude BONNAL,
ingénieur agronome,
directeur
à la Compagnie générale des eaux,

survenu le 25 mai 2014,
à l'âge de quatre-vingt-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
vendredi 30 mai, à 15 heures, en la
cathédrale de Mende (Lozère).

Cet avis tient lieu de faire-part et de
remerciements.

Le président de l'université Panthéon-
Assas,
Ses collègues,
L'ensemble du personnel,

ont la tristesse de faire part du décès de

Gérard COHEN-JONATHAN,
professeur émérite
de l'université Panthéon-Assas.

Ils s'associent à la douleur de sa famille
et de ses proches auxquels ils présentent
leurs plus sincères condoléances.

Docteur en droit, agrégé de droit public,
Gérard Cohen-Jonathan était professeur
émérite de l'université Panthéon-Assas
et a été président d'honneur de l'Institut
international des droits de l'homme
(Institut René Cassin), secrétaire général
de la Société française pour le droit
international et doyen honoraire de
l'université Robert Schuman (Strasbourg).
Spécialiste mondialement reconnu des
droits de l'homme et du droit humanitaire,
il fut un pionnier de l'enseignement
et de la recherche en droit international
et européens des droits de l'homme.

Les condoléances peuvent être envoyées
à son épouse, 3, rue Verdi, 75016 Paris.

M^{me} Lina Lacour,
M. Serge Dana
et son épouse, Anne-Dominique,
ses enfants,
Mickael, Emmanuel, Claire et Lou,
ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Catherine DANA,
née GRAMIGNANO,

survenu le dimanche 25 mai 2014,
à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi
30 mai, à 11 h 30, au cimetière du
Montparnasse, 3, boulevard Edgar Quinet,
Paris 14^e.

5, rue Lauriston,
75116 Paris.

Emmanuèle Jeandet-Mengual,
présidente de la Fédération hospitalière
de France de Haute-Normandie
(FHF-HN),
La Délégation régionale,
Patricia de Bonny-Le Thuc
et Nathalie Genevois
Et tous ses membres,

ont l'immense tristesse de faire part du
décès de

M. Bernard DAUMUR,
directeur général
du CHU-Hôpitaux de Rouen
et vice-président de la FHF
de Haute-Normandie,

emporté par une longue maladie,
le 24 mai 2014.

La FHF-HN s'associe à la peine qui
touche sa famille et ses proches mais
aussi l'ensemble de la communauté
hospitalière.

Elle rend hommage à son humanisme,
à ses valeurs de solidarité et à son grand
professionnalisme qu'il a mis au service de
notre région.

Le Secours Catholique

fait part du décès de

M. Louis GABEN,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre de Saint Grégoire le Grand,
membre d'honneur
du Secours Catholique,
ancien secrétaire général
du Secours Catholique,

à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Les obsèques ont lieu le mercredi
28 mai 2014, à 14 h 30, en l'église Notre-
Dame-du-Rosaire, 194, rue Losserand,
Paris, 14^e.

Louis Gaben fut appelé par Monseigneur
Jean Rodhain, fondateur du Secours
Catholique, pour y lancer l'action avec les
jeunes. Il en devint par la suite son
secrétaire général et durant huit ans
assura la présidence de Caritas Europa
et la vice-présidence de Caritas
Internationalis.

Les salariés,
Les anciens salariés
Et tous les bénévoles
du Secours Catholique,

s'associent à la peine de sa famille
et l'assurent de ses prières.

Secours Catholique,
106, rue du Bac,
75341 Paris Cedex 07.

Toulon.

Les présidents,
Le conseil d'administration
Et l'ensemble du personnel de
l'Association ISIS 83,

ont la tristesse de faire part du décès,
de leur ami, radiothérapeute, membre
fondateur et secrétaire général d'ISIS 83,
le

docteur Pierre LAMOUREUX,

survenu le 23 mai 2014.

Sonia et Claire,
ses filles,
Ariane et Renaud,
ses petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Françoise LUGASSY,
ex-professeur de psychologie clinique
à l'université de Nancy II,

survenu le 21 mai 2014.

Guy et Charles Mayaud,
ses fils,
Dominique et Anne Mayaud,
ses belles-filles,
Fabrice et Gaëlle Mayaud,
Morgane, Amélie et Hugues,
Raphaël et Emmanuelle Mayaud,
Maxence et Romane,
Laurent et Valentine Mayaud,
Baptiste, Octave et Rodrigue,
Séverine Mayaud
et Adèle,
Alexis Mayaud et Aurélie Gomez,
Marie-Christine Mayaud,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

font part avec tristesse du rappel à Dieu,
le 25 mai 2014, de

Colette MAYAUD,
née DECOLLOGNE,
chevalier dans l'ordre national du Mérite.

La messe sera célébrée le vendredi
30 mai, à 10 h 30, en l'église Sainte-Odile,
2, avenue Stéphane Mallarmé,
à Paris 17^e.

Paris.

Marianne et Yves Terrasse,
sa fille et son gendre,
Laure Terrasse,
Vincent Terrasse,
ses petits-enfants,
Maud,
son arrière-petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean MAZALEYRAT,
professeur émérite
à l'université La Sorbonne Paris IV,

survenu le 16 mai 2014.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu
lieu dans la stricte intimité familiale.

82, rue de l'Abbé Carton,
75014 Paris.

Die (Drôme). Toulon.

Ses enfants
Ses petits-enfants,
Famille
Et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Georges PICCHI,
capitaine de vaisseau honoraire,
ancien de l'Ecole navale,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des évadés,
médaille de l'Aéronautique,

survenu à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu
le lundi 2 juin 2014, à 10 heures, en
l'église de Cagnes-sur-Mer (Alpes-
Maritimes), dans l'intimité familiale.

La famille rappelle à votre souvenir son
épouse,

Edmée,

décédée le 28 janvier 2014.

Jean-Paul Reboullet,
son fils,
Sa famille,
Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Maurice REBOULLET,
ENS Saint-Cloud (1942),
professeur,
inspecteur de l'Éducation nationale,

survenu le 22 mai 2014.

Ses obsèques auront lieu le lundi
2 juin, à 11 h 30, au crématorium du
cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

57-59, rue Lhomond,
75005 Paris.

Bucarest. Tel Aviv.

M. et M^{me} Jean Frydman,
leurs enfants, Nathalie et Alicia,
leur gendre, Hadrien Daudet,

ont le chagrin de faire part du décès de leur
mère, belle-mère et grand-mère,

M^{me} Gertrude RUDICH,

survenu le 24 mai 2014, à Tel Aviv.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus
stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, Hatichon Street,
Savyon 56530,
(Israël).

Denis Cavaillon,
son beau-fils,
Anna Kendall et Béatrice Hiest Noblet,
ses belles-filles,
Claudie, Monique et Magali,
ses nièces,

ont la tristesse d'annoncer le décès survenu
le 21 mai 2014, de

**M^{me} Yvonne
CAVAILLON WEILL.**

Ses belles-filles et ses nièces

rappellent le souvenir de leur père
et oncle

Jacques KENDALL,

décédé le 17 novembre 2009,
qui a partagé sa vie.

Anniversaire de décès

Il y a sept ans,

Fabian-Cyril BOISSON

nous quittait.

Il a rejoint

Chaim et Sarah KERBER,
ses grands-parents.

Nous t'aimons et te pleurons
tous les jours.

Ta maman est inconsolable.

Commémorations

**Commémoration de la déportation
des Juifs de France** par l'association
« Les Fils et Filles des Déportés Juifs de
France », avec le soutien de la Fondation
pour la Mémoire de la Shoah.

**Cérémonie à la mémoire des déportés
du convoi n° 75** parti, il y a 70 ans, du
camp de Drancy pour le camp
d'extermination d'Auschwitz-Birkenau,
avec à son bord mille personnes dont 112
enfants.

Vendredi 30 mai 2014, à 12 heures.

Lecture des noms des déportés du
convoi n° 75.

Mémorial de la Shoah
17, rue Geoffroy-l'Asnier,
Paris 4^e.

Renseignements : FFDJF.
Tél. : 01 45 61 18 78.
Email : klarsfeld.ffdjf@wanadoo.fr

Communication diverse

ISF :
Déduisez 75 % du montant de votre don
à la Fondation du patrimoine juif
de France pour sécuriser et mettre
aux normes nos synagogues et centres
communautaires.
Tél. : 01 49 70 88 02,
consistoire@consistoirecentral.fr
Sous l'égide
de la Fondation du judaïsme français.

Le Monde
Le Carnet

Communiquez sur les grands moments
de la vie de votre entreprise

Pour toute information :

☎ 01 57 28 28 28

☎ 01 57 28 21 36

✉ carnet@mpublicite.fr



Tarif : **29 € TTC**
Prix à la ligne

La tuerie de Bruxelles annonce-t-elle un tournant de l’antisémitisme ?

Michel Wieviorka

Sociologue

À quelles sources idéologiques le ou les auteurs de la tuerie de Bruxelles ont-ils pu s’abreuver ? Une première hypothèse renvoie à l’extrême droite, à condition d’ajouter immédiatement qu’il est peu vraisemblable, si cette piste est la bonne, qu’il faille incriminer un groupe belge, ne serait-ce que légèrement structuré.

De tels groupes existent, certes, mais toute l’expérience des dernières années en Europe occidentale éloigne de cette idée. En France, par exemple, on a soupçonné un groupuscule d’extrême droite, la FANE, au moment de l’attentat de la synagogue de la rue Copernic, en 1980, avant de comprendre longtemps après que la violence venait d’une organisation terroriste proche-orientale. De même, en 1990, le Front national a été accusé d’avoir commis la profanation de tombes du cimetière juif de Carpentras (Vaucluse), jusqu’au jour, en 1996, où l’on apprit l’identité des coupables, quatre jeunes néonazis étrangers au FN ayant agi de leur propre chef.

En revanche, l’espace idéologique est ouvert aujourd’hui pour des « loups soli-

taires » s’inspirant d’un antisémitisme d’extrême droite et agissant isolément, ou presque. L’antisémitisme en Europe, depuis une vingtaine d’années, se rencontre au sein de populations issues de l’immigration récente. Les orientations idéologiques sont ici relativement diversifiées. Il peut s’agir de références à la politique israélienne envers les Palestiniens, ou d’une modalité du « choc des civilisations » dont parlait le politologue américain Samuel Huntington, entre l’islam et l’Occident dont Israël serait la pointe avancée en terre musulmane.

Les deux thématiques ne sont pas contradictoires, et relèvent d’un antisémitisme radical et sans limites. Mais, si cette piste ne doit pas être écartée, il faut noter qu’il n’y a ici aucune revendication et que le crime semble avoir été méticuleusement organisé.

Le terrorisme venu d’ailleurs, et tout d’abord du Proche-Orient, a pu dans le passé agir de cette façon organisée et froide. Cette hypothèse ne doit pas être rejetée. Récemment, des accusations ont imputé aux juifs la responsabilité de la traite négrière, et leur ont reproché simultanément de prétendre au monopole de la souffrance historique, et de refuser qu’on parle d’autres crimes collectifs. Des migrants venus d’Afrique subsaharienne, et leurs enfants, mais aussi des Antillais, sont sensibles à ces accusations, malgré les prises

de position claires et sans ambiguïté des meilleurs historiens noirs américains.

Cette thématique n’a jamais jusqu’ici été aussi aiguë que d’autres, ni aussi violemment développée pour qu’on puisse penser qu’elle anime des acteurs criminels. De même, il ne faudrait pas incriminer ces jeunes qui n’étaient pas spécialement prédisposés à haïr les juifs et qui glissent vers l’antisémitisme.

Les préjugés antisémites disparaissent dans certains secteurs de la population, ils en animent d’autres, notamment ceux issus de l’immigration récente

L’affaire Dieudonné a récemment fait apparaître l’existence de cette population : les juifs ne veulent-ils pas criminaliser tout ce qui touche à la Shoah, de façon à ce qu’on ne puisse en parler que de façon convenue, sans la moindre place pour l’« humour » ? De là à passer à l’acte, la distance me semble considérable.

Ainsi, deux hypothèses principales surgissent-elles : celle d’un ou deux criminels isolés portés par une idéologie d’extrême

droite, ou bien par l’islamisme radical. Une troisième hypothèse renvoie à l’idée d’un acte davantage organisé, mais venu d’ailleurs que de Belgique, et peut-être même d’Europe.

Le crime de Bruxelles indique-t-il que l’antisémitisme est à la hausse en Europe occidentale ? Une appréciation trop sommaire est inacceptable. L’antisémitisme change, dans ses contenus, dans ses acteurs. Dans ses variantes d’extrême droite classiques, il est en régression, ce dont témoignent les efforts de Marine Le Pen pour « dédiaboliser » son parti.

L’antijudaïsme qui a longtemps nourri l’antisémitisme, faisant des juifs un peuple « déicide », est en déclin depuis le concile Vatican II. Les préjugés antisémites disparaissent dans certains secteurs de la population, ils en animent d’autres, notamment dans des milieux issus de l’immigration récente.

Enfin, si les juifs aujourd’hui, en Europe occidentale, ne sont ni ségrégués ni discriminés, la violence antisémite appelle réflexion. Le double passage à tabac survenu à Créteil (Val-de-Marne) le 24 mai doit nous y inviter. Même si la politique israélienne, depuis les tonitruantes déclarations d’Ariel Sharon exhortant en 2004 les juifs à quitter la France du fait d’un « antisémitisme déchainé », fait du phénomène un élément de propagande sioniste qui peut être contesté.

Avec le « gang des barbares », puis Mohamed Merah, des crimes antisémites particulièrement horribles ont atteint des juifs. Les auteurs ont agi en « gang » crapuleux dans un cas, seul ou presque dans l’autre. Mais le passage à l’acte de la part d’acteurs isolés ne nous dit rien sur l’ampleur des pulsions violentes qui taraudent la société. Le psychologisme insistant sur la personnalité des auteurs ne suffit pas, car, à l’évidence, ils sont portés par des affects qui traversent le corps social ; et le sociologisme qui fait d’eux l’expression de ces affects est insuffisant, car il ne dit pas pourquoi ces personnes ont agi, et pas d’autres.

Nous ne savons pas si des actes isolés aujourd’hui annoncent un déchaînement de la haine violente à venir, ou s’ils demeureront des faits exceptionnels. L’antisémitisme est d’autant plus terrifiant qu’il est intégré. Aujourd’hui, deux raisons supplémentaires renforcent l’inquiétude.

La première tient à l’existence, avec Internet, les blogs, les réseaux sociaux, d’un espace entre sphère privée et médias classiques autorisant le déferlement sans frontières de la haine, sans perte de temps, avec des possibilités infinies d’interconnexions. La seconde raison, confirmée par l’actualité, est l’implantation dans les institutions de forces qui, telles le FN ou Aube dorée, haussent l’antisémitisme au niveau politique. ■

Réarmons idéologiquement la gauche Le réformisme radical doit guider le PS

Bruno Le Roux

Président du groupe socialiste à l’Assemblée nationale

Depuis deux ans, la gauche gouverne. Elle gouverne mais semble toujours jouer en contre sur le plan des idées et des valeurs. Elle peine à s’affirmer dans son identité, son système de valeurs et sa vision du monde. Longtemps politiquement minoritaire mais majoritaire sur le plan des idées et de l’air du temps, elle se trouve aujourd’hui dans une position inversée.

C’est que la reconquête idéologique n’était pas inscrite à l’ordre du jour du quinquennat de François Hollande. Les chantiers du redressement économique et budgétaire du pays ont occulté de facto le projet de transformation sociale, alors même que de nombreuses réformes étaient engagées en ce sens. Ce faisant, la politique de la majorité s’est trouvée orpheline d’un récit structurant, permettant d’en saisir la perspective et la cohérence. Elle s’est retrouvée sans les sous-basements idéologiques nécessaires, qui pouvaient en assurer la portée. D’où pour une part, très tôt dans le quinquennat, l’affaissement de la majorité dans l’opinion, qui s’est traduit par une double sanction aux élections municipales et européennes et par le score historique du Front national le 25 mai.

Dans ce contexte, « le réarmement idéologique de la gauche » s’impose de lui-même, comme une des conditions de la reconquête politique.

Il intervient dans un moment de triple charnière, qui lui confère toute son ampleur et toute sa nécessité. Charnière dans l’humeur des Français : ceux-ci sont lassés par la politique mais lassés également de leur propre morosité. Ils ne demandent qu’à en sortir et attendent un signe. Charnière dans l’histoire de la gauche française : elle s’assume sociale-démocrate dans un moment où la social-démocratie européenne peine à trouver un nouveau souffle dans le cadre étroit des Etats-nations. Charnière enfin dans l’histoire du monde : la crise de 2008 a ébranlé les fondements du cycle libéral lancé dans les années 1980, sans pour autant que les nécessités de la régulation et celles de la transition écologique s’imposent pleinement aux Etats et aux peuples.

Il serait bien sûr illusoire de penser que l’élection présidentielle puisse à elle seule inverser cette tendance lourde à la droitisation de la société. Mais il serait tout aussi illusoire de penser pouvoir faire l’économie de la confrontation idéologique avec la droite et l’extrême droite. Il en va de la réussite du quinquennat et de l’avenir même de la gauche.

Dans ce cadre, trois impératifs s’imposent pour conduire ce réarmement idéologique de la gauche.

Le premier tient dans un rapport assumé au réel. Ce n’est pas le moindre des acquis de la première étape du quinquennat que d’avoir conduit l’opinion à être en situation d’accepter, sans faux-semblants ni vieilles lunes, l’âpreté du réel. La gauche, et la gauche seule, peut se coltiner avec l’état du pays, avec la place de la France dans le monde et avec le monde tel qu’il va, sans être culpabilisatrice, destructrice, stigmatisante,

sans opposer les catégories les unes aux autres mais en considérant la nécessité d’un diagnostic partagé. Pour autant, à ce jour, cette prise en compte de l’histoire du monde s’est faite par bribes seulement. Elle appelle aujourd’hui un discours fondateur et mobilisateur. Les Français y sont prêts et l’attendent.

Le deuxième impératif dans la bataille idéologique avec la droite et l’extrême droite tient, lui, dans un rapport assumé à une sociologie et à un système de valeurs qui place l’égalité au centre de son action. D’ailleurs – beaucoup de rapports internationaux en attestent –, la réduction des inégalités n’est pas un simple « supplément d’âme » mais un facteur d’efficacité économique et sociale. Un élément majeur de la performance globale d’un pays. Il n’y a pas de fatalité à ce que les ouvriers, les employés, les classes dites populaires entretiennent avec la gauche, si ce n’est pas un rapport de rejet, en tout cas de méfiance et d’étrangeté.

Le troisième de ces impératifs induit une méthode d’exercice du pouvoir : l’ouverture et l’association des forces intellectuelles, culturelles, économiques et sociales au travail permanent de refondation idéologique et culturelle. Aucune majorité ne réussit jamais si elle n’est pas portée par des forces sociales et par une dynamique collective. Celles-ci font défaut aujourd’hui. Rappelons-nous, notre histoire récente : en son temps, Max Gallo, alors porte-parole du gou-

La réduction des inégalités n’est pas un simple « supplément d’âme » mais un facteur d’efficacité économique et sociale

vernement de Pierre Mauroy, appelait les intellectuels de l’époque à rompre leur silence et à accompagner l’ambition réformatrice de la majorité. Nous n’en sommes pas là. Le monde de la recherche, de l’université et de l’expertise s’exprime très régulièrement et très librement. Le débat public a bien lieu. Mais nous devons aller plus loin et nous donner une ambition plus grande : créer autour de la majorité un lieu identifié d’élaboration collective, qui puisse par ailleurs diffracter les idées. « Un intellectuel collectif » en somme. Un parlement du changement, accueillant hors les murs au besoin, et en différentes sessions, le bouillonnement de la vie des idées et de l’espace critique. A l’Assemblée nationale, le groupe socialiste a initié ce travail, en ouvrant ses portes et ses réunions aux intellectuels, représentants syndicaux ou associatifs qui le souhaitent et qui veulent apporter leur contribution. Nous souhaitons amplifier ce mouvement et créer, autour des grandes questions auxquelles nous sommes confrontés, ce qui pourrait s’apparenter à des assises permanentes de la gauche. La vitalité démocratique, le modèle de croissance, la fragmentation de la société, la place du travail, sont autant de questions que nous avons à traiter ensemble et qui peuvent rapidement irriguer des politiques publiques novatrices. Des politiques fortes, audacieuses, relevant de ce qu’Albert Camus nommait « le réformisme radical ».

Ainsi, la gauche rassemblée verra qu’elle n’a rien à perdre à être elle-même et à proposer au pays une nouvelle ambition. ■

Wolf Lepenies

Philosophe et sociologue

Comme la politique allemande est ennuyeuse ! L’abstention n’atteint pas de records historiques, et la participation progresse même si moins d’un électeur sur deux est allé voter. Les chrétiens-démocrates sous la houlette d’Angela Merkel encaissent peu de pertes et restent le parti le plus important, les sociaux-démocrates gagnent des voix – confirmation de la grande coalition qui est à l’œuvre à Berlin. Le nombre de voix obtenues par les libéraux (FDP) est divisé par trois et ils risquent de disparaître du paysage politique allemand – tendance que l’on retrouve dans toute l’Europe. Le parti Alternative für Deutschland gagne 7 % – l’Allemagne va donc aussi envoyer à Strasbourg un parti très critique à l’égard de l’Europe. Mais cela ne met pas en effervescence la classe politique à Berlin. Même la question de savoir si le prochain président de la Commission européenne sera Martin Schulz ou Jean-Claude Juncker ne taraude personne au fond.

L’excitation sur les résultats des élections est plus perceptible en France et en Angleterre. La victoire du Front national n’a pris personne de court, mais c’est son ampleur qui choque. Et le ton triomphant de Marine Le Pen savourant sa victoire est choquant. Même si le FN, avec ce résultat, n’est pas encore devenu le premier parti de France, on redoute en Allemagne la perspective d’une renationalisation de la politique française, une « *politique des Français pour les Français avec les Français* », comme dit M^{me} Le Pen. On a l’impression que les hommes politiques des autres partis n’ont rien à opposer à la démagogie du FN.

Ce succès électoral s’explique par le fait que, dans des partis comme l’UMP et le PS, on défend en catimini des positions que seul le FN affiche au grand jour. L’illusion que la France pourrait résoudre ses problèmes par une sorte de « démondialisation » n’est pas le seul fait du FN. Et, si Manuel Valls, tout de noir vêtu, paraît certes d’un « séisme » à la télévision, il ne dit pas quel pourrait être le tournant politique pour l’avenir. Les demandes de démission du président François Hollande et de son premier ministre, ainsi que celles d’une dissolution de l’Assemblée nationale font craindre une déstabilisation de la politique française, que l’Allemagne redoute plus que tout autre pays.

On pourrait minimiser le succès électoral du FN et, en dépit de la montée des eurosceptiques et des partis anti-euro-

péens dans d’autres pays, le réduire à une « exception française », s’il n’y avait pas les résultats des élections en Grande-Bretagne. C’est le triomphe des anti-européens autour de Nigel Farage et de son United Kingdom Independent Party (UKIP) qui fait de la victoire du FN un mauvais présage politique pour l’Europe.

David Cameron avait tenté de faire barrage à l’euro-scepticisme grandissant en Grande-Bretagne en annonçant un référendum pour 2017 – il a provoqué tout le contraire. On se retrouve maintenant face à une « entente cordiale » d’un genre nouveau – une coalition des nationalistes français et anglais. Certes, au soir des élections, l’UKIP a déclaré ne pas vouloir travailler avec les « *racistes* » et les « *antisémites* » du FN. Mais l’avenir montrera de quoi seront faites les choses quand il s’agira de monter des groupes et de former des coalitions au sein du Parlement européen. L’UKIP se définit encore comme un *Common Sense Centre*, mais des slogans tels que « *We want our country back* » apparaissent comme une traduction des convictions du FN et laissent redouter pour l’avenir une entente franco-britannique à droite.

Revirements politiques

Les succès du FN et de l’UKIP peuvent conduire – on en a déjà vu des signes au soir des élections – à ce que les partis bien en place dans les deux pays opèrent des revirements politiques pour empêcher de nouvelles défaites politiques. A la longue, cela affaiblirait la position de l’Allemagne, qui s’en tiendra à une politique européenne soutenue par tous les grands partis du pays. La France et l’Angleterre, agacées de toujours voir dans l’Allemagne le bon élève de la politique européenne, ne veraient pas forcément d’un mauvais œil une telle évolution.

Mais la portée de ces résultats électoraux en France et en Grande-Bretagne n’est pas sans affecter aussi les relations entre l’Europe et les Etats-Unis. Ces résultats ont affaibli l’Europe, et l’aversion grandissante et qui ne date pas d’hier des Etats-Unis envers l’Europe va se trouver encore renforcée. L’un des tests sera donné par les négociations sur le traité de libre-échange transatlantique.

Si l’Union européenne ne parvient pas à parler d’une seule voix et à s’affirmer contre les prétentions hégémoniques grandissantes de la politique et de l’économie américaines, alors l’avenir de l’Union mais aussi de toute l’Europe se trouvera effectivement mis en jeu. ■

Traduit de l’allemand par Pierre Deshusses

Sur Lemonde.fr

Retrouvez l’intégralité de ce texte.

ANALYSE

Que se passe-t-il dans l'univers ouaté des cliniques privées ? En l'espace de quelques semaines, deux nouveaux acteurs ont surgi aux deux premières places des groupes français d'hospitalisation privée. Au moment où Marisol Touraine, ministre des affaires sociales et de la santé, impose de nouvelles économies à l'hôpital public – pour lequel une étude révèle l'opacité des tarifs et leurs inégalités –, le secteur privé reprend de plus belle son mouvement de concentration.

Le groupe australien Ramsay Health Care, épaulé par la filiale assurances du Crédit agricole, a annoncé le 12 mai être entré en négociations exclusives jusqu'au 6 juin pour racheter la Générale de santé. Le premier groupe français de cliniques privées, qui possède 75 établissements, était depuis 2007 contrôlé à plus de 80 % par des investisseurs italiens (le docteur Antonino Ligresti avec les groupes financiers De Agostini et Mediobanca). Ramsay compte plus de 150 établissements dans le monde, dont 40 en France où il est présent depuis 2010. Cette

acquisition, qui nécessitera le lancement d'une OPA, se fait au prix de 945 millions d'euros (1,5 milliard d'euros avec la dette). Le 28 avril, un premier rachat avait secoué le Landerneau. Celui du groupe Médi-Partenaires par Médipôle Sud santé et le fonds d'investissement Bridgepoint. Un mariage qui va donner naissance au nouveau numéro deux français, fort de soixante établissements.

Le phénomène de concentration n'est pas nouveau dans un secteur encore très morcelé. On totalise près de 1100 cliniques en France. « Mais on entre dans une seconde phase de gains de productivité, avec probablement des fermetures d'établissements et de lits », analyse Frédéric Bizard, économiste de la santé qui enseigne à Sciences Po.

Jusqu'à aujourd'hui, les six premiers groupes privés étaient détenus par des fonds d'investissement. Ils ont appliqué des règles classiques pour en retirer le maximum de bénéfices : centralisation des achats, mutualisation des investissements, organisation du travail plus souple, vente des murs, etc. Le cycle de financiarisation a encouragé la création de réseaux de cliniques qui ont fait monter le niveau de qualité et d'efficacité du secteur privé. Revers de la médaille, certains groupes, sans doute trop pressurés par leurs actionnaires, sont aujourd'hui fragilisés, fortement endettés sans patrimoine immobilier pour compenser. C'était notamment le point faible de la Générale de santé.

Car l'équation économique a changé en dix ans même si le secteur reste à faible risque et solvable puisque l'assurance-maladie verse 90 % des recettes des établissements privés. Les 10 % restant sont essentiellement assurés par les mutuelles complémentaires, les patients n'étant de leur poche que pour quelques pour cents. Mais les tarifs des actes médicaux et des hospitalisations, fixés par la puissance publique, subissent de fortes contraintes, déficit de la Sécurité sociale oblige. La rentabilité des cliniques privées n'est plus ce qu'elle était. Tous les clignotants sont au rouge : le bénéfice net et le résultat d'exploitation baissent, l'endettement progresse et les investissements régressent. Près d'une clinique sur trois est déficitaire.

50 % des opérations chirurgicales

Nous sommes à un tournant. Ce n'est pas un fonds d'investissement qui rachète le numéro un français, mais un professionnel de la santé fondé en 1964. Dans la prochaine étape de rationalisation, le choix des stratégies médicales et des filières de soins seront sans doute plus déterminants que les seuls efforts de gestion.

Le secteur privé, qui assure 50 % des interventions chirurgicales en France, possède de sérieux atouts, malgré la rigueur tarifaire. Notamment face à la lourdeur de gestion des hôpitaux publics. Alors que le développement de la chirurgie ambulatoire (le patient sort le jour même de l'intervention) est une priorité

des autorités sanitaires, le secteur privé y a déjà basculé pour 50 % de ses actes alors que le public est à moins de 40 %.

L'intérêt de cette médecine moins invasive et moins coûteuse (le rapport est de 1 à 3 pour une opération similaire en hospitalisation classique) est de faire faire des économies non seulement à l'assurance-maladie mais aussi aux établissements. Or, le privé a plus de souplesse que le public pour gérer ses restructurations immobilières (l'ambulatorio nécessite moins de chambres et sociales (moins de personnel). « *La place exceptionnelle du privé dans l'hospitalisation est une spécificité française* », note Claude Le Pen, directeur du master Economie et gestion de la santé à Paris-Dauphine. Selon lui, le public et le privé sont complémentaires. Mais la France peine à assumer cette mixité « *et règle de manière assez brutale* » le privé, estime M. Le Pen.

Alors que le besoin de contrôler les dépenses de santé est plus fort que jamais, le mouvement de concentration dans le privé et les efforts imposés au public sont peut-être l'occasion de réfléchir à une meilleure coordination de l'offre de soins, sans faire du statut de l'établissement une question préalable. Sollicité, le cabinet de M^{me} Touraine refuse de commenter la création de ces deux nouveaux poids lourds du privé, en expliquant que « *cela relève de la sphère privée* ». Pas tout à fait, justement ! ■

jacquin@lemonde.fr

L'accès aux origines : l'impasse

Si vous appreniez demain que votre père n'est pas votre père biologique, que vos parents ont eu recours à un don de gamètes, quelle serait votre réaction ? Voudriez-vous mettre un visage sur l'anonyme qui vous a permis de vivre ? Cette question, Audrey Kermalvezen la pose au lecteur. C'est son cas, mais elle ne peut avoir de réponse. Quelque 70 000 enfants ont été conçus grâce au don de gamètes en France depuis les années 1970. Ils ne peuvent connaître leurs origines, le don étant anonyme en France.

L'ouvrage n'est pas seulement le témoignage d'une jeune femme qui découvre à 29 ans qu'elle et son frère sont nés d'un don. C'est une enquête. Juriste spécialisée en droit de la bioéthique, Audrey Kermavezen détaille son combat au sein d'une association, Procréation médicalement anonyme (PMA), et livre le résultat de ses investigations obstinées.

Traités comme des enfants

Les hommes et femmes conçus par don se heurtent à un mur quand ils se mettent à poser des questions. Leur discours est d'emblée disqualifié par les médecins, les psychologues, les juges, les élus. On les traite d'ingrats, de personnes fragiles psychologiquement, voire de dangereux eugénistes qui font primer le génétique sur l'amour. On les dit minoritaires – même si on ignore combien savent comment ils ont été conçus. Ils sont traités comme des enfants.

Audrey Kermalvezen explique qu'elle ne cherche pas un père (ses relations avec le sien sont très bonnes), mais la pièce manquante d'un puzzle. « *Le visage, c'est ce qui fait notre singularité, notre identité, notre humanité* », écrit-elle.

GAËLLE DUPONT

Mes origines : une affaire d'Etat
Audrey Kermalvezen
Max Milo, 360 p., 19,90 €

Elle et son frère sont-ils nés du même donneur ? Son mari, Arthur Kermalvezen, qu'elle a rencontré au sein de son association, aussi conçu par don, n'est-il pas son demi-frère ? Combien en a-t-elle ? D'autres questions, sur le système du don, sont posées. Que s'est-il passé pendant la « période anarchique », avant la loi de bioéthique de 1994 ? Y a-t-il eu en France des « serial donneurs » qui auraient pu donner naissance à des dizaines d'enfants ? Combien de temps sont gardées les paillettes ? Sont-elles utilisées après le décès du donneur ? Audrey Kermalvezen apporte les réponses qu'elle a difficilement réussi à obtenir.

Désormais les psychologues affirment que les secrets sont déléterres et recommandent la transparence. Une partie de la vérité seulement est disponible. A l'heure où les couples de lesbiennes et les femmes seules ont recours de manière croissante à ces techniques à l'étranger, et où le législateur s'interroge sur leur légalisation en France, le débat mérite d'autant plus d'être posé. ■

Le Monde

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

-50%

DE RÉDUCTION

169€
 au lieu de
~~358,80€*~~



Le quotidien chaque jour + tous les suppléments
+ M le magazine du Monde + l'accès à l'Édition abonnés du Monde.fr

yinfluence

A compléter et à renvoyer à : *Le Monde* - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

OUI je m'abonne à la **Formule Intégrale** du **Monde** pendant 6 mois pour **169 €** au lieu de ~~358,80 €~~ soit **50% DE RÉDUCTION** sur le prix kiosque

Je règle par :

☐ Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du *Monde*
☐ Carte bancaire : ☐ Carte Bleue ☐ Visa ☐ Mastercard

Nº: _____

Expire fin :

--	--	--	--

 Date et signature obligatoires

Notez les 3 derniers chiffres
figurant au verso
de votre carte :

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal :

Localité : _____

E-mail : _____

@ _____

J'accepte de recevoir des offres du Monde ou de ses partenaires ☐ OUI ☐ NON

Tél.: _____

IMPORTANT : VOTRE JOURNAL LIVRÉ CHEZ VOUS PAR PORTEUR**

- ☐ Maison individuelle ☐ Interphone : ☐ oui ☐ non
☐ Immeuble ☐ Boîte aux lettres :
☐ Digicode N° _____ ☐ Nominative ☐ Collective

- ☐ Dépôt chez le gardien/accueil ☐ Dépôt spécifique le week-end
- ☐ Bât. N° _____
- ☐ Escalier N° _____

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 80, BOULEVARD AUGUSTE-BLANQUI - 75013 PARIS - 433 891 850 RCS Paris - Capital de 94 610 348,70€. Offre réservée aux nouveaux abonnés et valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2014. En application des articles 38, 39 et 40 de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de radiation des informations vous concernant en vous adressant à notre siège. Par notre intermédiaire, ces données pourraient être communiquées à des tiers, sauf si vous cochez la case ci-contre. ☐

Le Monde

Les Unes du Monde

RETROUVEZ L'INTÉGRALITÉ
DES « UNES » DU MONDE
ET RECEVEZ CELLE DE
VOTRE CHOIX ENCADRÉE

RENDEZ-VOUS SUR www.lemonde.fr/boutique





Jean-François Copé sort de l'Assemblée nationale, mardi 27 mai.

JEAN-CLAUDE COUTAUSSE/FRENCH-POLITICS POUR « LE MONDE »

VANESSA SCHNEIDER

Le 5 mai, Jean-François Copé a eu 50 ans, un bel âge en politique, celui où l'on sait si un destin devient possible ou s'il vaut mieux renoncer aux plus hautes ambitions. Cette décennie qui s'ouvrait, le président de l'UMP était convaincu qu'elle serait la sienne, malgré son effroyable cote de popularité et la détestation qu'il suscitait dans son propre camp. Sûr de lui, de la supériorité de son talent et de son sens tactique, il soulignait à l'envi qu'il avait dix ans de moins que Nicolas Sarkozy et François Fillon et que les quadras n'étaient pas encore prêts à le concurrencer pour la conquête de l'Élysée.

« J'ai construit les fondations, il ne me reste plus qu'à bâtir la maison et à m'occuper, le jour venu, de la décoration », confiait-il au *Monde* il y a quelques semaines avec cet aplomb dont il ne s'est jamais départi, y compris dans les moments les plus difficiles. Les murs de sa maison rêvée se sont effondrés, mardi 27 mai, dans une coulée de boue nauséabonde et destructrice pour l'ensemble de son camp.

C'est un homme à terre qui a dû renoncer à un poste durement acquis, celui de la présidence de l'UMP, assassiné par les siens dans un huis clos d'une brutalité inouïe comme seules peuvent en produire les familles. Un homme politique brisé par un scandale politico-financier majeur, dont la justice décidera s'il a été malhonnête ou simplement inconséquent. « Il s'est flingué tout seul, il a creusé sa propre tombe », lâchait à la sortie un ancien ministre, visiblement éprouvé par le lynchage auquel il venait pourtant de participer lors du bureau politique de l'UMP. « Il y a six mois, je l'avais alerté sur la nécessité de la transparence et de l'exemplarité, c'est dommage qu'il ne l'ait pas entendu », faisait mine de regretter Laurent Wauquiez, un autre de ses adversaires. Il ne veut pas en dire plus.

Les meurtres laissent toujours des traces, même sur ceux qui les commettent avec préméditation, même en politique ou le sang-froid et le chacun pour soi sont la règle et où la pitié n'a guère de place. Mardi, après avoir obtenu la tête de leur ennemi juré, les opposants au maire de Meaux (Seine-et-Marne) ne souhaitaient plus parler de « Jean-François », ce compagnon de route depuis vingt ans, dans un mouvement où le tutoiement est de rigueur et les amitiés aussi fortes qu'éphémères, comme embarrassés par une mise à mort qui rejaillira d'une façon ou d'une autre sur chacun d'entre eux. « Ça ne sert plus à rien de l'enfoncer, il a démissionné, tournons la page », résumait ainsi une ancienne ministre encore incommodée par l'odeur du sang.

Une page qui se tourne ? Pas sûr, l'on n'est jamais vraiment mort en politique.

Jean-François Copé était convaincu que la décennie à venir serait la sienne. L'affaire Bygmalion a mis fin au parcours qu'il s'était tracé jusqu'à la conquête de l'Élysée. Récit d'une débâcle

Une chute dans le vide, certainement, pour un homme qui pensait avoir le cuir solide. Lorsqu'il s'est engagé dans les rangs gaullistes il y a trente ans, Jean-François Copé avait tout pour réussir : de brillantes études (Sciences Po, ENA), une famille aimante et protectrice qui a toujours cru en son destin, une ambition hors normes. Ses anciens camarades du lycée Victor-Duruy, à Paris, se souviennent encore de ses proclamations – à l'âge où la plupart ne pensaient qu'aux filles ou aux soirées dans les beaux quartiers : « Un jour, vous verrez, je serai président de la République ! » Une obsession qui ne l'a jamais quitté.

C'est auprès de Jacques Chirac qu'il s'engage au début des années 1990, le soutenant en 1995 contre Edouard Balladur, ce qui rendra, d'emblée, ses relations avec

Nicolas Sarkozy empreintes de méfiance réciproque. Mis en selle par Guy Drut, il devient député la même année et maire de Meaux, où il sera réélu confortablement mandat après mandat. Sa carrière politique décolle en 2002 avec la réélection de Jacques Chirac. Il devient alors porte-parole du gouvernement, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, puis ministre délégué à l'intérieur avant de décrocher le budget.

Après cinq ans de gouvernement, il pense que son heure est venue de gravir une marche de plus, de s'imposer en futur présidentiable et n'hésite pas à le faire savoir. C'est compter sans la défiance de Nicolas Sarkozy à son égard, qui refuse de le nommer au gouvernement après sa victoire de 2007. Jean-François Copé ne se démonte pas et se bunkérise au groupe parlementaire dont il prend la tête. Puisqu'on ne veut pas de lui par la grande porte, il entrera par la fenêtre.

C'est au Palais-Bourbon qu'il se crée des réseaux, organise sa garde rapprochée et qu'il active son microparti, Génération France, aidé par ses deux fidèles lieutenants. Bastien Millot, d'abord, qu'il a repéré à Sciences Po en 1995 et qui, après avoir travaillé dix ans pour lui, vole de ses propres ailes et deviendra le patron de la désormais célèbre agence Bygmalion. Bastien Millot, le *spin doctor*, le complice, l'ami, celui à qui il prête son appartement personnel quand, en 2005, il est épinglé pour occuper un logement de fonction beaucoup plus grand que la norme autorisée. Jérôme Lavrilleux, enfin, son directeur de cabinet et exécuteur des basses œuvres, organisateur des meetings de Nicolas Sarkozy pendant la campagne, au titre de l'UMP, qui a reconnu, lundi, un « dérapage » dans la gestion des finances du parti.

Les deux hommes lui conseillent de refuser d'entrer au gouvernement pour mettre la main sur l'UMP après le départ du secrétaire général, Xavier Bertrand, en 2010. Dans sa logique de conquête du pou-

voir, Jean-François Copé estime essentiel de contrôler le parti. Après la défaite de Nicolas Sarkozy en mai 2012, il affiche clairement ses intentions : s'installer à la présidence de l'UMP. A n'importe quel prix. Opposé au premier ministre sortant, François Fillon, il se lance dans une campagne droitière, dans la lignée de celle du président sortant, évoquant notamment les pains au chocolat prétendument arrachés à des enfants par des musulmans pendant le ramadan.

« Il ne manque pas de talent, mais il a le don pour se foutre les gens à dos »
Eric Woerth

Donné perdant par les observateurs et les sondeurs, il arrive au coude-à-coude avec son rival. C'est inespéré pour lui et il refuse de laisser passer sa chance. Le 18 novembre au soir, il commet un coup de force en proclamant sa victoire à la tête de l'UMP, que son adversaire revendique également. Il est convaincu d'avoir emporté un point décisif. Cette élection controversée sera, en fait, pour lui, le début d'un long cauchemar qui finira par la mise à mort de ce mardi 27 mai.

Pour l'opinion publique, il apparaît comme le tricheur et dégringole dans les sondages, y compris auprès des électeurs UMP. Son parti est balkanisé. Sous le couvert de la réconciliation, fillonistes et copéistes continuent de se mener une guerre sourde et délétère. Le patron honni se referme sur son clan et sur une posture agressive, multipliant les attaques contre le pouvoir socialiste, créant des polémiques dont il ressort ridiculisé comme dans le livre pour enfants *Tous à poil !*. « Il ne manque pas de talent, mais il a le don pour se foutre les gens à dos », soupire alors l'ancien ministre Eric Woerth. « Son obsession

est de gérer son clan, sa logique de pouvoir est une logique de réseau », constate Laurent Wauquiez. « J'ai toujours assumé mes amitiés », répond Jean-François Copé. Il pense alors encore qu'il peut remonter la pente, reconquérir le cœur des électeurs. N'est-il pas fait pour les plus hautes fonctions ?

Mais ses ennemis ne désarment pas et pointent, sous le couvert de l'anonymat son « rapport lacunaire à la morale ». « Il a une relation problématique à l'argent », murmure-t-on dans les couloirs de l'UMP. En ligne de mire, ses relations amicales avec Ziad Takieddine, le sulfureux intermédiaire mis en examen dans l'affaire de Karachi, qui lui offrit une Rolex et des vacances à Venise, à Beyrouth ou au cap d'Antibes où il fut photographié à ses côtés dans une piscine devenue trop célèbre.

D'autres rappellent son entrée en 2007 dans le cabinet d'avocats Gide Loyrette Nouel (un mi-temps à 20 000 euros par mois) qu'il quittera en 2010 après avoir été suspecté de conflit d'intérêts. L'affaire Bygmalion révélée par le *Point* en février, enfin, que Jean-François Copé balayera d'un revers de main – « *Le coup d'un patron de presse aigri et haineux. Je ne me suis jamais occupé de tout ça, je n'ai jamais signé un chèque* » – avant de changer plusieurs fois de ligne de défense.

Lorsque l'on évoquait son rapport à l'argent, le député de Seine-et-Marne levait les yeux au ciel d'un air navré : « Vous n'allez pas me parler de ça ? C'est une obsession de journalistes. » Il ajoutait : « Je suis quelqu'un de profondément droit, d'honnête. »

Lundi soir, alors que les révélations sur les fausses factures de l'agence de son ami et plus proche conseiller s'accumulaient, il jurait encore à ses interlocuteurs que jamais il ne démissionnerait. « Je ne vais pas leur faire ce plaisir », ajoutait-il désignant les « revanchards » ou les « jaloux », ces fillonistes en embuscade depuis dix-huit mois.

Mardi matin, en arrivant à l'Assemblée nationale, il a, une énième fois, tenté d'en découdre jurant de sa « bonne foi » et de son « intégrité ». Rien n'y a fait, même ses soutiens, comme le président des députés UMP à l'Assemblée nationale, Christian Jacob, n'ont pas volé à son secours. Ses adversaires, comme François Fillon et Nathalie Kosciusko-Morizet, n'ont plus eu qu'à sonner la charge. « Barre-toi ! », lui jette alors au visage le député de Savoie, Dominique Dord.

« Il était comme un boxeur sonné et agressif, lançant ses coups en l'air partout autour de lui, pour finir par se jeter dans les bras de l'adversaire, assommé », raconte un participant. Le soir, Jean-François Copé s'est rendu sur le plateau de TF1 pour redire qu'il ne savait rien, que ses collaborateurs l'avaient trompé : « Le ciel m'est tombé sur la tête. » ■



EUROPE | CHRONIQUE
PAR ARNAUD LEPARMENTIER

Plaidoyer pour les causes perdues

CE N'EST PAS
L'EUROPE
QUI EST
MALADE,
MAIS LA
FRANCE

Nous ne commettrons pas l'erreur de 2005, lorsqu'affligés du résultat du référendum sur la Constitution européenne, nous avions fustigé les électeurs. En vain, comme en témoigne le refus croissant d'Europe des Français : du oui ric-rac à Maastricht en 1992, en passant par le non clair de 2005, pour finir au triomphe lepéniste des élections européennes de ce 25 mai. Le doute n'est plus possible, quelque chose ne tourne pas rond dans cette fichue Europe.

Pour détendre l'atmosphère crépusculaire qui règne en France, osons une comparaison avec l'opérette d'Offenbach. Tel Paris cherchant à séduire la Belle Hélène, nous avons tout essayé pour rendre l'Europe désirable : « *L'amour, la force et la ruse*. »

On devrait aimer l'Europe, parce que l'Europe, bien sûr, c'est la paix, les échanges Erasmus et les voyages easyJet. Mais on ne tombe pas plus amoureux de Bruxelles que les étudiants ne tombaient amoureux d'un taux de croissance en 1968. « *La force* », ensuite, qui commencerait par la menace : l'absence d'Europe, c'est la guerre, le chaos économique, la dévaluation, la disparition dans l'insignifiance : ces spectres opposés à Marine Le Pen

n'émeuvent guère les électeurs. Au contraire, ils les exaspèrent et les confortent.

Reste la « *ruse* », autrement dit, la méthode des petits pas de Jean Monnet : faire l'Europe en catimini sans consulter les peuples, en attendant que les résultats soient au rendez-vous. On l'a encore utilisée ces dernières années : messieurs les eurosceptiques, la grande avancée, ce n'est pas Lisbonne qui fait office de Constitution et n'apporte pas grand-chose, mais tous les traités techniques qui ont réformé Maastricht et qui ont permis de sauver l'euro. Las, les peuples n'en veulent pas, qui ne voient pas le gouffre évité mais déplorent un chômage massif et une croissance anémiée. Que faire ? En bon porte-parole de la pensée unique, nous persistons. TINA. *There is no alternative*. Pas d'autre choix que d'être compétitif, pas d'autre choix que le *mudding*, comme disent les Anglais : avancer laborieusement dans la boue.

Sommes-nous inconscients face à la colère des peuples ? Depuis deux jours, nous nous battons la coulpe sur le score du FN, comme après le 21 avril 2002. Mais à peine l'émotion passée, nous retournerons bien vite vaquer à nos occupations. Pourquoi s'inquiéter puis-

que rien ne se passera ? L'extrême droite ne pourra rien bloquer au Parlement de Strasbourg, qui reste dominé par les deux grands partis, les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates, et l'on va nommer un président de la Commission comme au bon vieux temps.

Quant aux europhobes (UKIP) de Nigel Farage, qui veulent bouter l'Angleterre hors d'Europe, qu'il nous soit permis de rire : ils se battent contre une Union fantasmée, des moulins obsessionnels. Ils ne sont ni dans l'euro ni dans Schengen, les deux diables de Marine Le Pen, et y trouvent encore à redire. Tels les Monty Python, ils frappent à la porte d'une forteresse dont ils prétendent vouloir sortir alors qu'ils sont déjà dehors.

Coups de menton bonapartistes

Ne nions pas l'impopularité de l'Europe. Mais à y regarder de près, il existe avant tout une exception française. Ce n'est pas l'Europe qui est malade, mais la France. « *Le triomphe du Front national dévaste le paysage politique français* », titre *Le Monde* en « une ». L'intellectuel centriste Jean-Louis Bourlanges propose d'inverser la formule : la dévastation du paysage français permet le triomphe de Le Pen.

Passons pudiquement sur l'UMP de Nicolas Sarkozy, qui a cru, flanqué de Buisson-Copé, que la fin – financière et idéologique – justifiait les moyens pour remporter la présidentielle de 2012. Il en perdit l'élection, son âme et son porte-monnaie après l'invalidation de ses comptes de campagne, en attendant les suites de l'affaire Bygmalion.

Quant à François Hollande, il fut élu lui aus-

si en se battant contre un moulin à vent, la finance, dont il serait indépendant si la France n'avait cessé, encore et toujours, de s'endetter.

Tout cela pour apprendre que son collecteur des impôts en chef, Jérôme Cahuzac, fraudait le fisc et que son conseiller politique « de gauche », Aquilino Morelle, se faisait cirer les souliers. Ces rappels peuvent agacer. Ils sont un carburant inespéré pour le FN, alors que la croissance décroche, que les déficits s'envoient et que les moulinets de Montebourg mettent en scène son impuissance industrielle.

Ne tombons pas dans les excès. Si François Hollande est démonétisé, comme l'était Chirac après le non de 2005, la France ne l'est pas : nul ne peut supprimer la géographie. Nos partenaires ne mettront pas la France au piquet : ils vont faire avec, empreints de consternation et de commisération.

Rien ne sert non plus d'imaginer renverser la table. Le redressement ne se fera pas à coups de menton bonapartistes. Il sera le fruit d'une longue reconquête, fondée sur un consensus bipartisan, sur le modèle de la désinflation compétitive, chère à Jean-Claude Trichet, menée de 1983 à 1997. C'est ce qu'ont proposé François Hollande et Manuel Valls dans la foulée du désastre européen. Les mesures sont beaucoup trop timorées, mais leur orientation est la bonne. Il faut tenir sur les réformes, faute de quoi les deux hommes seront emportés. Ce n'est pas parce qu'ils disposent d'un soutien inférieur à 14 % des électeurs qu'ils ont forcément tort. Et puis nous avons de la sympathie pour les causes perdues. ■

leparmentier@lemonde.fr

A nos lecteurs

Gilles van Kote, directeur du *Monde*, et Jérôme Fenoglio, directeur des rédactions, ont annoncé la composition de leur équipe, mardi 27 mai.

Françoise Tovo est nommée directrice déléguée à l'organisation des rédactions. Elle conduira, au côté de Gilles van Kote, le projet de mobilité interne qui, à l'issue d'une phase d'échanges avec l'ensemble des personnels du *Monde*, débouchera sur une réorganisation des rédactions autour de nouveaux projets éditoriaux.

Luc Bronner, Arnaud Leparmentier et Cécile Prieur sont nommés directeurs adjoints des rédactions. Avec Jérôme Fenoglio, ils assureront la coordination des éditions du quotidien et de la couverture de l'actualité sur les supports numériques. La direction de la rédaction portera les nouveaux projets éditoriaux.

Vincent Fagot est nommé rédacteur en chef, responsable de la rédaction numérique.

Les quatre grands services thé-

matiques de la rédaction sont dirigés par Christophe Ayad (International), Thomas Wieder (France), Virginie Malingre (Economie) et Auréliano Tonet (Culture), qui deviennent rédacteurs en chef.

Marie-Pierre Lannelongue est rédactrice en chef chargée de *M Le magazine du Monde*.

Christian Massol est rédacteur en chef chargé de l'édition du quotidien.

Julien Laroche-Joubert est nommé rédacteur en chef chargé du développement éditorial et des projets.

Christine Laget est secrétaire générale de la rédaction.


Les autres responsables de services et de suppléments restent en place. La prise de fonctions de la nouvelle direction de la rédaction et de la nouvelle rédaction en chef aura lieu mercredi 28 mai.

Gilles van Kote a remercié l'équipe sortante d'avoir continué à assurer sa mission, dans des circonstances difficiles et avec une grande conscience professionnelle, jusqu'à ce passage de relais. ■

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », membre du directoire Gilles van Kote
Directeur des rédactions Jérôme Fenoglio
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Directeurs adjoints des rédactions Luc Bronner, Arnaud Leparmentier, Cécile Prieur
Directeurs éditoriaux Gérard Courtois, Alain Frachon, Sylvie Kauffmann
Rédactrice en chef de « M Le magazine du Monde » Marie-Pierre Lannelongue
Rédacteurs en chef, responsable de la rédaction numérique Vincent Fagot, Nabil Wakim
Rédacteurs en chef et chefs de services Christophe Ayad (International), Thomas Wieder (France), Virginie Malingre (Economie), Auréliano Tonet (Culture)
Rédacteurs en chef « développement éditorial » Julien Laroche-Joubert (Projets), Didier Pourquery (Diversifications, Evénements, Partenariats)
Chef d'édition Christian Massol
Directeur artistique Aris Papatheodorou
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Eric Bézat
Médiateur Pascal Galinier
Secrétaire générale du groupe Catherine Joly
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Pierre Bergé, président.




■ Tirage du *Monde* daté mercredi 28 mai 2014 : 297 889 exemplaires.



AVANT, QUAND ON VOULAIT FINANCER UN PROJET ON AVAIT LE CHOIX ENTRE UN CRÉDIT, UN CRÉDIT, UN CRÉDIT, OU UN CRÉDIT, OU BIEN UN CRÉDIT, OU ENCORE UN CRÉDIT.

AUJOURD'HUI CETELEM C'EST AUSSI DE L'ÉPARGNE

Cetelem lance « Je gère mon projet », un service innovant qui vous accompagne dans la réalisation de vos projets en toute flexibilité. Pour la première fois, vous avez la possibilité de simuler le financement de votre projet soit avec de l'épargne, soit avec un crédit, ou avec une combinaison des deux. En vous donnant le choix, Cetelem vous permet ainsi de mieux préparer vos projets. Pour simuler le financement d'un projet, rendez-vous sur cetelem.fr (coût de connexion selon opérateur).



PLUS RESPONSABLES, ENSEMBLE

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

Cetelem est une marque de BNP Paribas Personal Finance, Établissement de crédit, S.A. au capital de 453 225 976 €
1, boulevard Haussmann 75009 Paris - 542 097 902 RCS Paris. N° Orias 07 023 128 (www.orias.fr).